Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 267 del 15 novembre 1990 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Giovedì, 15 novembre 1990** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 71

LEGGE 5 novembre 1990, n. 328.

Ratifica ed esecuzione della convenzione delle Nazioni Unite contro il traffico illecito di stupefacenti e sostanze psicotrope, con annesso, atto finale e relative raccomandazioni, fatta a Vienna il 20 dicembre 1988.

LEGGE 5 novembre 1990, n. 329.

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito, con scambio di note, fatta a Pallanza il 21 ottobre 1988.

LEGGE 5 novembre 1990, n. 330.

Ratifica ed esecuzione del protocollo di modifica dell'accordo sui trasporti aerei firmato a Roma il 22 giugno 1970 tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo degli Stati Uniti d'America, fatto a Washington il 25 ottobre 1988.

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 5 novembre 1990, n. **328.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione delle Nazioni Unite contro il traffico illecito di stupefacenti e sostanze psicotrope, con annesso, atto finale e relative raccomandazioni, fatta a Vienna il 20 dicembre 1988.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione delle Nazioni Unite contro il traffico illecito di stupefacenti e sostanze psicotrope, con annesso atto finale e relative raccomandazioni, fatta a Vienna il 20 dicembre 1988.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 29 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 novembre 1990

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ADOPTION D'UNE CONVENTION CONTRE LE TRAFIC ILLICITE DES STUPEFIANTS ET DES SUBSTANCES PSYCHOTROPES

Vienne (Autriche), 25 novembre-20 décembre 1988

CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LE TRAFIC ILLICITE DE STUPEFIANTS ET DE SUBSTANCES PSYCHOTROPES

Adoptée par la Conférence à sa 6ème séance plénière, le 19 décembre 1988

Les Parties à la présente Convention,

Profondément préoccupées par l'ampleur et l'augmentation de la production, de la demande et du trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, qui constituent une menace grave pour la santé et le bien-être des individus et ont des effets néfastes sur les fondements économiques, culturels et politiques de la société,

Profondément préoccupées aussi par les effets dévastateurs croissants du trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes dans les diverses couches de la société, et plus particulièrement par le fait que les enfants sont, dans de nombreuses régions du monde, exploités en tant que consommateurs sur le marché de la drogue et utilisés aux fins de la production, de la distribution et du commerce illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, ce qui constitue un danger d'une gravité incommensurable,

Reconnaissant les liens entre le trafic illicite et d'autres activités criminelles organisées connexes qui sapent les fondements de l'économie légitime et menacent la stabilité, la sécurité et la souveraineté des Etats,

Reconnaissant aussi que le trafic illicite est une activité criminelle internationale dont l'élimination exige une attention urgente et le rang de priorité le plus élevé,

Conscientes que le trafic illicite est la source de gains financiers et de fortunes importantes qui permettent aux organisations criminelles transnationales de pénétrer, contaminer et corrompre les structures de l'Etat, les activités commerciales et financières légitimes et la société à tous les niveaux,

Résolues à priver ceux qui se livrent au trafic illicite du fruit de leurs activités criminelles et à supprimer ainsi leur principal mobile,

Désireuses d'éliminer les causes profondes du problème de l'abus des stupéfiants et des substances psychotropes, notamment la demande illicite de ces stupéfiants et substances et les gains énormes tirés du trafic illicite,

Considérant qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour contrôler certaines substances, y compris les précurseurs, les produits chimiques et les solvants, qui sont utilisées dans la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes et dont la disponibilité a entraîné un accroissement de la fabrication clandestine de ces stupéfiants et substances,

Résolues à améliorer la coopération internationale pour la répression du trafic illicite par mer,

Reconnaissant que l'élimination du trafic illicite relève de la responsabilité collective de tous les Etats et qu'une action coordonnée dans le cadre de la coopération internationale est nécessaire à cette fin,

Reconnaissant la compétence de l'Organisation des Nations Unies en matière de contrôle des stupéfiants et des substances psychotropes et souhaitant que les organismes internationaux compétents en la matière exercent leur activité dans le cadre de cette Organisation,

Réaffirmant les principes directeurs des traités en vigueur relatifs aux stupéfiants et aux substances psychotropes et le système de contrôle établi par ces traités,

Reconnaissant la nécessité de renforcer et de compléter les mesures prévues dans la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, dans cette Convention telle que modifiée par le Protocole de 1972 portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 et dans la Convention de 1971 sur les substances psychotropes, afin de réduire l'ampleur et l'étendue du trafic illicite et d'en atténuer les graves conséquences,

Reconnaissant aussi qu'il importe de renforcer et d'accroître les moyens juridiques efficaces de coopération internationale en matière pénale pour mettre fin aux activités criminelles internationales que représente le trafic illicite,

Désirant conclure une convention internationale globale, efficace et opérationnelle visant spécifiquement à lutter contre le trafic illicite, dans laquelle il soit tenu compte des divers aspects de l'ensemble du problème, en particulier de ceux qui ne sont pas traités dans les instruments internationaux existant dans le domaine des stupéfiants et des substances psychotropes,

Conviennent de ce qui suit :

Article premier

DEFINITIONS

Sauf indication expresse en sens contraire ou sauf si le contexte exige qu'il en soit autrement, les définitions ci-après s'appliquent à toutes les dispositions de la présente Convention :

a) Le terme "biens" désigne tous les types d'avoirs, corporels ou incorporels, meubles ou immeubles, tangibles ou intangibles, ainsi que les actes juridiques ou documents attestant la propriété de ces avoirs ou des droits y relatifs;

b) Le terme "cocaïer" désigne toute espèce d'arbustes du genre érythroxylon;

c) Le terme "Commission" désigne la Commission des stupéfiants du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies;

d) Le terme "confiscation" désigne la dépossession permanente de biens sur décision d'un tribunal ou d'une autre autorité compétente;

e) Le terme "Conseil" désigne le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies;

f) L'expression "Convention de 1961" désigne la Convention unique sur les stupéfiants de 1961;

g) L'expression "Convention de 1961 telle que modifiée" désigne la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972 portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961;

h) L'expression "Convention de 1971" désigne la Convention de 1971 sur les substances psychotropes;

i) L'expression "Etat de transit" désigne un Etat sur le territoire duquel des substances illicites - stupéfiants, substances psychotropes et substances inscrites au Tableau I et au Tableau II - sont déplacées et qui n'est ni le point d'origine ni la destination finale de ces substances;

j) Les termes "gel" ou "saisie" désignent l'interdiction temporaire du transfert, de la conversion, de la disposition ou du mouvement de biens ou le fait d'assumer temporairement la garde ou le contrôle de biens sur décision d'un tribunal ou d'une autre autorité compétente;

k) L'expression "livraison surveillée" désigne les méthodes consistant à permettre le passage par le territoire d'un ou de plusieurs pays de stupéfiants ou de substances psychotropes, de substances inscrites au Tableau I ou au Tableau II annexés à la présente Convention, ou de substances qui leur sont substituées, expédiés illicitement ou suspectés de l'être, au su et sous le contrôle des autorités compétentes desdits pays, en vue d'identifier les personnes impliquées dans la commission des infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3 de la Convention;

l) Le terme "Organe" désigne l'Organe international de contrôle des stupéfiants établi par la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 et cette Convention telle que modifiée par le Protocole de 1972 portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961;

m) L'expression "pavot à opium" désigne la plante de l'espèce Papaver somniferum L.;

n) L'expression "plante de cannabis" désigne toute plante du genre cannabis;

o) Le terme "produit" désigne tout bien provenant directement ou indirectement de la commission d'une infraction établie conformément au paragraphe 1 de l'article 3 ou obtenu directement ou indirectement en la commettant;

p) Le terme "Secrétaire général" désigne le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies;

q) Le terme "stupéfiant" désigne toute substance, qu'elle soit d'origine naturelle ou de synthèse, figurant au Tableau I ou au Tableau II de la Convention de 1961 et de la Convention de 1961 telle que modifiée;

r) L'expression "substance psychotrope" désigne toute substance, qu'elle soit d'origine naturelle ou de synthèse, ou tout produit naturel du Tableau I, II, III ou IV de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes;

s) Les expressions "Tableau I" et "Tableau II" désignent les listes de substances annexées à la présente Convention, qui pourront être modifiées de temps à autre conformément à l'article 12;

t) L'expression "trafic illicite" désigne les infractions visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 3 de la présente Convention;

u) L'expression "transporteur commercial" désigne toute personne ou entité publique, privée ou autre qui assure le transport de personnes, de biens ou de courrier à titre onéreux.

Article 2

PORTEE DE LA CONVENTION

1. L'objet de la présente Convention est de promouvoir la coopération entre les Parties de telle sorte qu'elles puissent s'attaquer avec plus d'efficacité aux divers aspects du trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes qui ont une dimension internationale. Dans l'exécution de leurs obligations aux termes de la Convention, les Parties prennent les mesures nécessaires, y compris des mesures législatives et réglementaires compatibles avec les dispositions fondamentales de leurs systèmes législatifs internes respectifs.

2. Les Parties exécutent leurs obligations au titre de la présente Convention d'une manière compatible avec les principes de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale des Etats et avec celui de la non-intervention dans les affaires intérieures d'autres Etats.

3. Toute Partie s'abstient d'exercer sur le territoire d'une autre Partie une compétence ou des fonctions qui sont exclusivement réservées aux autorités de cette autre Partie par son droit interne.

Article 3

INFRACTIONS ET SANCTIONS

1. Chaque Partie adopte les mesures nécessaires pour conférer le caractère d'infractions pénales conformément à son droit interne, lorsque l'acte a été commis intentionnellement :

a) i) A la production, à la fabrication, à l'extraction, à la préparation, à l'offre, à la mise en vente, à la distribution, à la vente, à la livraison à quelque condition que ce soit, au courtage, à l'expédition, à l'expédition en transit, au transport, à l'importation ou à l'exportation de tout stupéfiant ou de toute substance psychotrope en violation des dispositions de la Convention de 1961, de la Convention de 1961 telle que modifiée ou de la Convention de 1971;

ii) A la culture du pavot à opium, du cocaïer ou de la plante de cannabis aux fins de la production de stupéfiants en violation des dispositions de la Convention de 1961 et de la Convention de 1961 telle que modifiée:

iii) A la détention ou à l'achat de tout stupéfiant ou de toute substance psychotrope aux fins de l'une des activités énumérées au sous-alinéa i) ci-dessus;

iv) A la fabrication, au transport ou à la distribution d'équipements, de matériels ou de substances inscrites au Tableau I et au Tableau II, dont celui qui s'y livre sait qu'ils doivent être utilisés dans ou pour la culture, la production ou la fabrication illicites de stupéfiants ou de substances psychotropes;

v) A l'organisation, à la direction ou au financement de l'une des infractions énumérées aux sous-alinéas i), ii), iii) ou iv) ci-dessus;

b) i) A la conversion ou au transfert de biens dont celui qui s'y livre sait qu'ils proviennent d'une des infractions établies conformément à l'alinéa a) du présent paragraphe ou d'une participation à sa commission, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou d'aider toute personne qui est impliquée dans la commission de l'une de ces infractions à échapper aux conséquences juridiques de ses actes;

ii) A la dissimulation ou au déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement, ou de la propriété réels de biens ou de droits y relatifs, dont l'auteur sait qu'ils proviennent de l'une des infractions établies conformément à l'alinéa a) du présent paragraphe ou d'une participation à une de ces infractions;

c) Sous réserve de ses principes constitutionnels et des concepts fondamentaux de son système juridique,

i) A l'acquisition, à la détention ou à l'utilisation de biens, dont celui qui les acquiert, les détient ou les utilise sait, au moment où il les reçoit, qu'ils proviennent de l'une des infractions établies conformément à l'alinéa a) du présent paragraphe ou de la participation à l'une de ces infractions;

ii) A la détention d'équipements, de matériels ou de substances inscrites au Tableau I ou au Tableau II, dont celui qui les détient sait qu'ils sont ou doivent être utilisés dans ou pour la culture, la production ou la fabrication illicites de stupéfiants ou de substances psychotropes;

iii) Au fait d'inciter ou d'amener publiquement autrui, par quelque moyen que ce soit, à commettre l'une des infractions établies conformément au présent article ou à faire illicitement usage de stupéfiants ou de substances psychotropes;

iv) A la participation à l'une des infractions établies conformément au présent article ou à toute association, entente, tentative ou complicité par fourniture d'une assistance, d'une aide ou de conseils en vue de sa commission.

2. Sous réserve de ses principes constitutionnels et des concepts fondamentaux de son système juridique, chaque Partie adopte les mesures nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale conformément à son droit interne, lorsque l'acte a été commis intentionnellement, à la détention et à l'achat de stupéfiants et de substances psychotropes et à la culture de stupéfiants destinés à la consommation personnelle en violation des dispositions de la Convention de 1961, de la Convention de 1961 telle que modifiée ou de la Convention de 1971.

3. La connaissance, l'intention ou la motivation nécessaires en tant qu'élément d'une des infractions visées au paragraphe 1 du présent article peut être déduite de circonstances factuelles objectives.

4. a) Chaque Partie rend les infractions établies conformément au paragraphe 1 du présent article punissables de sanctions tenant compte de leur gravité, telles que l'emprisonnement ou d'autres peines privatives de liberté, l'imposition d'amendes et la confiscation;

b) Les Parties peuvent prévoir que, comme mesures complémentaires de la condamnation ou de la sanction pénale prononcées pour une infraction établie conformément au paragraphe 1 du présent article, l'auteur de l'infraction sera soumis à des mesures de traitement, d'éducation, de postcure, de réadaptation ou de réinsertion sociale;

c) Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, dans les cas appropriés d'infractions de caractère mineur, les Parties peuvent notamment prévoir, au lieu d'une condamnation ou d'une sanction pénale, des mesures d'éducation, de réadaptation ou de réinsertion sociale, ainsi que, lorsque l'auteur de l'infraction est un toxicomane, des mesures de traitement et de postcure;

d) Les Parties peuvent prévoir que des mesures de traitement, d'éducation, de postcure, de réadaptation ou de réinsertion sociale de l'auteur de l'infraction soit remplaceront la condamnation ou la peine prononcées du chef d'une infraction établie conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, soit s'y ajouteront.

5. Les Parties font en sorte que leurs tribunaux et autres autorités compétentes puissent tenir compte de circonstances factuelles conférant une particulière gravité aux infractions établies conformément au paragraphe 1 du present article, telles que :

a) La participation à la commission de l'infraction d'une organisation de malfaiteurs à laquelle l'auteur de l'infraction appartient;

b) La participation de l'auteur de l'infraction à d'autres activités criminelles organisées internationales;

c) La participation de l'auteur de l'infraction à d'autres activités illégales facilitées par la commission de l'infraction;

d) L'usage de la violence ou d'armes par l'auteur de l'infraction;

e) Le fait que l'auteur de l'infraction assume une charge publique et que l'infraction est liée à ladite charge;

f) La victimisation ou l'utilisation de mineurs;

g) Le fait que l'infraction a été commise dans un établissement pénitentiaire, dans un établissement d'enseignement, dans un centre de services sociaux ou dans leur voisinage immédiat ou en d'autres lieux où des écoliers et des étudiants se livrent à des activités éducatives, sportives ou sociales;

h) Dans la mesure où le droit interne d'une Partie le permet, les condamnations antérieures, en particulier pour des infractions analogues, dans le pays ou à l'étranger.

6. Les Parties s'efforcent de faire en sorte que tout pouvoir judiciaire discrétionnaire conféré par leur droit interne et afférent aux poursuites judiciaires engagées contre des individus pour des infractions établies conformément au présent article soit exercé de façon à optimiser l'efficacité des mesures de détection et de répression pour ce qui est des infractions en question, compte dûment tenu de la nécessité d'exercer un effet dissuasif en ce qui concerne leur commission.

7. Les Parties s'assurent que leurs tribunaux ou autres autorités compétentes prennent en considération la gravité des infractions énumérées au paragraphe 1 du présent article et les circonstances visées au paragraphe 5 du présent article lorsqu'elles envisagent l'éventualité d'une libération anticipée ou conditionnelle de personnes reconnues coupables de ces infractions.

8. Lorsqu'il y a lieu, chaque Partie détermine dans le cadre de son droit interne une période de prescription prolongée au cours de laquelle des poursuites peuvent être engagées du chef d'une des infractions établies conformément au paragraphe 1 du présent article. Cette période sera plus longue lorsque l'auteur présumé de l'infraction s'est soustrait à la justice.

9. Chaque Partie prend, conformément à son système juridique, les mesures appropriées afin que toute personne accusée ou reconnue coupable d'une infraction établie conformément au paragraphe 1 du présent article qui se trouve sur son territoire assiste au déroulement de la procédure pénale nécessaire.

10. Aux fins de la cooperation entre les Parties en vertu de la présente Convention, et en particulier de la coopération en vertu des articles 5, 6, 7 et 9, les infractions établies conformément au présent article ne sont pas considérées comme des infractions fiscales ou politiques ni considérées comme ayant des motifs politiques, sans préjudice des limites constitutionnelles et de la législation fondamentale des Parties.

11. Aucune disposition du présent article ne porte atteinte au principe selon lequel la définition des infractions qui y sont visées et des moyens juridiques de défense y relatifs relève exclusivement du droit interne de chaque Partie et selon lequel lesdites infractions sont poursuivies et punies conformément audit droit.

Article 4

COMPETENCE

1. Chaque Partie :

a) Adopte les mesures nécessaires pour établir sa compétence en ce qui concerne les infractions qu'elle a établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3 lorsque :

i) L'infraction a été commise sur son territoire;

ii) L'infraction a été commise à bord d'un navire battant son pavillon ou d'un aéronef immatriculé conformément à sa législation au moment où l'infraction a été commise;

b) Peut adopter les mesures nécessaires pour établir sa compétence en ce qui concerne les infractions qu'elle a établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3 lorsque :

i) L'infraction a été commisé par un de ses nationaux ou par une personne résidant habituellement sur son territoire;

ii) L'infraction a été commise à bord d'un navire contre lequel cette Partie a été autorisée à prendre des mesures appropriées en vertu de l'article 17, sous réserve que cette compétence ne soit exercée que sur la base des accords ou arrangements visés aux paragraphes 4 et 9 dudit article;

iii) L'infraction est l'une de celles qui sont établies conformément à l'alinéa c) iv) du paragraphe 1 de l'article 3 et a été commise hors de son territoire en vue de la commission sur son territoire d'une des infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3.

2. Chaque Partie :

a) Adopte aussi les mesures nécessaires pour établir sa compétence en ce qui concerne les infractions qu'elle a établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3 lorsque l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et qu'elle ne l'extrade pas vers le territoire d'une autre Partie au motif :

i) Que l'infraction a été commise sur son territoire ou à bord d'un navire battant son pavillon ou d'un aéronef immatriculé conformément à sa législation au moment où l'infraction a été commise, ou

ii) Que l'infraction a été commise par un de ses nationaux;

b) Peut aussi adopter les mesures nécessaires pour établir sa compétence en ce qui concerne les infractions qu'elle a établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3 lorsque l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et qu'elle ne l'extrade pas vers le territoire d'une autre Partie.

3. La présente Convention n'exclut l'exercice d'aucune compétence en matière pénale établie par une Partie conformément à son droit interne.

Article 5

CONFISCATION

1. Chaque Partie adopte les mesures qui se révèlent nécessaires pour permettre la confiscation :

a) Des produits tirés d'infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3 ou des biens dont la valeur correspond à celle desdits produits;

b) Des stupéfiants, substances psychotropes, matériels et équipements ou autres instruments utilisés ou destinés à être utilisés de quelque manière que ce soit pour les infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3.

2. Chaque Partie adopte en outre les mesures qui se révèlent nécessaires pour permettre à ses autorités compétentes d'identifier, de détecter et de geler ou saisir les produits, les biens, les instruments ou toutes autres choses visés au paragraphe 1 du présent article aux fins de confiscation éventuelle.

3. Pour pouvoir appliquer les mesures prévues au présent article, chaque Partie habilite ses tribunaux ou autres autorités compétentes à ordonner la production ou la saisie de documents bancaires, financiers ou commerciaux. Les Parties ne peuvent invoquer le secret bancaire pour refuser de donner effet aux dispositions du présent paragraphe.

4. a) Lorsqu'une demande est faite en vertu du présent article par une autre Partie qui a compétence pour connaître d'une infraction établie conformément au paragraphe 1 de l'article 3, la Partie sur le territoire de laquelle sont situés des produits, des biens, des instruments ou toutes autres choses visés au paragraphe 1 du présent article :

i) Transmet la demande à ses autorités compétentes en vue de faire prononcer une décision de confiscation et, si cette décision intervient, la fait exécuter, ou

ii) Transmet à ses autorités compétentes, afin qu'elle soit exécutée dans les limites de la demande, la décision de confiscation prise par la Partie requérante conformément au paragraphe 1 du présent article, pour ce qui est des produits, des biens, des instruments ou toutes autres choses visés au paragraphe 1 situés sur le territoire de la Partie requise;

b) Lorsqu'une demande est faite en vertu du présent article par une autre Partie qui a compétence pour connaître d'une infraction établie conformément au paragraphe 1 de l'article 3, la Partie requise prend des mesures pour identifier, détecter et geler ou saisir les produits, les biens, les instruments ou toutes autres choses visés au paragraphe 1 du présent article, aux fins de confiscation éventuelle ordonnée soit par la Partie requérante, soit, suite à une demande formulée en vertu de l'alinéa a) du présent paragraphe, par la Partie requise;

c) Les décisions ou mesures prévues aux alinéas a) et b) du présent paragraphe sont prises par la Partie requise conformément à son droit interne et selon les dispositions dudit droit, et conformément à ses règles de procédure ou à tout traité, accord ou arrangement bilatéral ou multilatéral la liant à la Partie requérante;

d) Les dispositions des paragraphes 6 à 19 de l'article 7 s'appliquent *mutatis mutandis*. Outre les renseignements visés au paragraphe 10 de l'article 7, les demandes faites conformément au présent article contiennent les renseignements suivants :

i) Lorsque la demande relève de l'alinéa a) i) du présent paragraphe, une description des biens à confisquer et un exposé des faits sur lesquels se fonde la Partie requérante qui permette à la Partie requise de faire prononcer une décision de confiscation dans le cadre de son droit interne;

ii) Lorsque la demande relève de l'alinéa a) ii), une copie légalement admissible de la décision de confiscation rendue par la Partie requérante sur laquelle la demande est fondée, un exposé des faits, et des renseignements indiquant dans quelles limites il est demandé d'exécuter la décision;

iii) Lorsque la demande relève de l'alinéa b), un exposé des faits sur lesquels se fonde la Partie requérante et une description des mesures demandées;

e) Chaque Partie communique au Secrétaire général le texte de ses lois et règlements qui donnent effet au présent paragraphe ainsi que le texte de toute modification ultérieurement apportée à ces lois et règlements;

f) Si une Partie décide de subordonner l'adoption des mesures visées aux alinéas a) et b) du présent paragraphe à l'existence d'un traité en la matière, elle considère la présente Convention comme une base conventionnelle necessaire et suffisante;

g) Les Parties s'efforcent de conclure des traités, accords ou arrangements bilatéraux et multilatéraux afin de renforcer l'efficacité de la coopération internationale aux fins du présent article.

5. a) Toute Partie qui confisque des produits ou des biens en application du paragraphe 1 ou du paragraphe 4 du présent article en dispose conformément à son droit interne et à ses procédures administratives;

b) Lorsqu'une Partie agit à la demande d'une autre Partie en application du présent article, elle peut envisager spécialement de conclure des accords prévoyant :

i) De verser la valeur de ces produits et biens, ou les fonds provenant de leur vente, ou une partie substantielle de la valeur desdits produits et biens, à des organismes intergouvernementaux spécialisés dans la lutte contre le trafic illicite et l'abus des stupéfiants et des substances psychotropes;

ii) De partager avec d'autres Parties, systématiquement ou au cas par cas, ces produits ou ces biens, ou les fonds provenant de leur vente, conformément à son droit interne, ses procédures administratives ou aux accords bilatéraux ou multilatéraux conclus à cette fin.

6. a) Si des produits ont été transformés ou convertis en d'autres biens, ces biens peuvent faire l'objet des mesures visées au présent article en lieu et place de ces produits;

b) Si des produits ont été mêlés à des biens acquis légitimement, ces biens, sans préjudice de tous pouvoirs de saisie-ou de gel peuvent être confisqués à concurrence de la valeur estimée des produits qui y ont été mêlés,

c) Les revenus et autres avantages tirés :

i) Des produits,

ii) Des biens en lesquels ces produits ont été transformés ou convertis, ou

iii) Des biens auxquels ont été mêlés des produits

peuvent aussi faire l'objet des mesures visées au présent article de la même manière et dans la même mesure que des produits.

7. Chaque Partie peut envisager de renverser la charge de la preuve en ce qui concerne l'origine licite des produits présumés ou autres biens pouvant faire l'objet d'une confiscation, dans la mesure où cela est conforme aux principes de son droit interne et à la nature de la procédure judiciaire et des autres procédures.

8. L'interprétation des dispositions du présent article ne doit en aucun cas porter atteinte aux droits des tiers de bonne foi.

9. Aucune disposition du présent article ne porte atteinte au principe selon lequel les mesures qui y sont visées sont définies et exécutées conformément au droit interne de chaque Partie et selon les dispositions dudit droit.

Article 6

EXTRADITION

1. Le présent article s'applique aux infractions établies par les Parties conformément au paragraphe 1 de l'article 3.

2. Chacune des infractions auxquelles s'applique le présent article est de plein droit incluse dans tout traité d'extradition en vigueur entre les Parties en tant qu'infraction dont l'auteur peut être extradé. Les Parties s'engagent à inclure ces infractions en tant qu'infractions dont l'auteur peut être extradé dans tout traité d'extradition qu'elles concluront.

3. Si une Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité reçoit une demande d'extradition d'une Partie avec laquelle elle n'a pas conclu pareil traité, elle peut considérer la présente Convention comme la base légale de l'extradition pour les infractions auxquelles le présent

2 - Libreria - Suppl. ord. *G.U.* n. 267.

article s'applique. - Les Parties qui ont besoin de mesures législatives détaillées pour pouvoir utiliser la présente Convention en tant que base légale de l'extradition envisageront l'adoption de telles mesures.

4. Les Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent entre elles aux infractions auxquelles le présent article s'applique le caractère d'infractions dont l'auteur peut être extradé.

5. L'extradition est subordonnée aux conditions prévues par le droit de la Partie requise ou par les traités d'extradition applicables, y compris les motifs pour lesquels la Partie requise peut refuser l'extradition.

6. Lorsqu'elle examine les demandes reçues en application du présent article, la Partie requise peut refuser d'y faire droit si ses autorités judiciaires ou autres autorités compétentes ont de sérieuses raisons de penser que l'extradition faciliterait l'exercice de poursuites ou l'imposition d'une sanction pénale à l'encontre d'une personne en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité ou de ses opinions politiques, ou causerait un préjudice pour l'une quelconque de ces raisons à une personne mise en cause par la demande.

7. Les Parties s'efforcent d'accélérer les procédures d'extradition et de simplifier les exigences en matière de preuve y relatives en ce qui concerne les infractions auxquelles le présent article s'applique.

8. Sous réserve des dispositions de son droit interne et des traités d'extradition qu'elle a conclus, la Partie requise peut, à la demande de la Partie requérante et si elle estime que les circonstances le justifient et qu'il y a urgence, placer en détention une personne présente sur son territoire dont l'extradition est demandée, ou prendre à son égard toutes autres mesures appropriées pour assurer sa présence lors de la procédure d'extradition.

9. Sans préjudice de l'exercice de la compétence pénale établie conformément à son droit interne, une Partie sur le territoire de laquelle se trouve l'auteur présumé d'une infraction doit :

a) Si, pour les motifs énoncés à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 4, elle ne l'extrade pas pour une infraction établie conformément au paragraphe 1 de l'article 3, soumettre l'affaire à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale, à moins qu'il n'en soit convenu autrement avec la Partie requérante;

b) Si elle ne l'extrade pas pour une telle infraction et qu'elle a établi sa compétence en ce qui concerne cette infraction conformément à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 4, soumettre l'affaire à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale, à moins que la Partie requérante ne demande qu'il en soit autrement afin de préserver sa compétence légitime.

10. Si l'extradition, demandée aux fins d'exécution d'une peine, est refusée parce que la personne faisant l'objet de cette demande est un national de la Partie requise, celle-ci, si sa législation le lui permet, en conformité avec les prescriptions de cette législation et à la demande de la Partie requérante, envisagera de faire exécuter elle-même la peine qui a été prononcée conformément à la législation de la Partie requérante ou le reliquat de cette peine.

11. Les Parties s'efforcent de conclure des accords bilatéraux et multilatéraux pour permettre l'extradition ou pour en accroître l'efficacité.

12. Les Parties peuvent envisager de conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux, portant sur des points particuliers ou de caractère général, relatifs au transfert dans leur pays des personnes condamnées à des peines d'emprisonnement ou autres peines privatives de liberté du chef des infractions auxquelles le présent article s'applique, afin qu'elles puissent y purger le reste de leur peine.

Article 7

ENTRAIDE JUDICIAIRE

1. Les Parties s'accordent mutuellement, conformément au présent article, l'entraide judiciaire la plus étendue pour toutes enquêtes, poursuites pénales et procédures judiciaires concernant les infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3.

2. L'entraide judiciaire qui est accordée en application du présent article peut être demandée aux fins suivantes :

a) Recueillir des témoignages ou des dépositions;

b) Signifier des actes judiciaires;

c) Effectuer des perquisitions et des saisies;

d) Examiner des objets et visiter des lieux;

e) Fournir des informations et des pièces à conviction;

f) Fournir des originaux ou des copies certifiées conformes de documents et dossiers pertinents, y compris des relevés bancaires, documents comptables, dossiers de sociétés et documents commerciaux;

g) Identifier ou détecter des produits, des biens, des instruments ou d'autres choses afin de recueillir des éléments de preuve.

3. Les Parties peuvent s'accorder entre elles toute autre forme d'entraide judiciaire autorisée par le droit interne de la Partie requise.

4. Sur demande, les Parties facilitent ou encouragent, dans la mesure compatible avec leur législation et leur pratique internes, la présentation ou la mise à disposition de personnes, y compris de détenus qui acceptent d'apporter leur concours à l'enquête ou de participer à la procédure.

5. Les Parties ne peuvent invoquer le secret bancaire pour refuser l'entraide judiciaire prévue au présent article.

6. Les dispositions du présent article n'affectent en rien les obligations découlant de tout autre traité bilatéral ou multilatéral régissant ou devant régir, entièrement ou partiellement, l'entraide judiciaire en matière pénale.

7. Les paragraphes 8 à 19 du présent article sont applicables aux demandes faites conformément au présent article si les Parties en question ne sont pas

liées par un traité d'entraide judiciaire. Si ces Parties sont liées par un tel traité, les dispositions correspondantes de ce traité sont applicables, à moins que les Parties ne conviennent d'appliquer à leur place les dispositions des paragraphes 8 à 19 du présent article.

8. Les Parties désignent une autorité ou, si besoin est, des autorités qui ont la responsabilité et le pouvoir de répondre aux demandes d'entraide judiciaire ou de les transmettre aux autorités compétentes pour exécution. L'autorité ou les autorités désignées à cette fin font l'objet d une notification adressée au Secrétaire général. La transmission des demandes d'entraide judiciaire et de toute communication y relative se fait entre les autorités désignées par les Parties; la présente disposition s'entend sans préjudice du droit de toute Partie d'exiger que ces demandes et communications lui soient adressées par la voie diplomatique et, dans des cas urgents, si les Parties en conviennent, par l'intermédiaire de l'OIPC/Interpol si cela est possible.

9. Les demandes sont adressées par écrit, dans une langue acceptable pour la Partie requise. La ou les langues acceptables pour chaque Partie sont notifiées au Secrétaire général. En cas d'urgence et si les Parties en conviennent, les demandes peuvent être faites oralement, mais doivent être confirmées sans délai par écrit.

10. Les demandes d'entraide judiciaire doivent contenir les renseignements suivants :

a) La désignation de l'autorité dont émane la demande;

b) L'objet et la nature de l'enquête, des poursuites pénales ou de la procédure judiciaire auxquelles se rapporte la demande et le nom et les fonctions de l'autorité qui en est chargée;

c) Un résumé des faits pertinents, sauf pour les demandes adressées aux fins de la signification d'actes judiciaires;

d) Une description de l'assistance requise et le détail de toute procédure particulière que la Partie requérante souhaite voir appliquer;

e) Si possible, l'identité, l'adresse et la nationalité de toute personne visée; et

f) Le but dans lequel le témoignage, les renseignements ou les mesures sont demandés.

11. La Partie requise peut demander un complément d'information lorsque cela lui paraît nécessaire pour exécuter la demande conformément à sa législation ou lorsque cela peut faciliter l'exécution de la demande.

12. Toute demande est exécutée conformément à la législation de la Partie requise et, dans la mesure où cela ne contrevient pas à ladite législation, et lorsque cela est possible, conformément aux procédures spécifiées dans la demande.

13. La Partie requérante ne communique ni n'utilise les informations ou les témoignages fournis par la Partie requise pour des enquêtes, des poursuites pénales ou des procédures judiciaires autres que celles visées dans la demande sans le consentement préalable de la Partie requise.

14. La Partie requérante peut exiger que la Partie requise garde le secret sur la demande et sa teneur, sauf dans la mesure nécessaire pour y donner effet. Si la Partie requise ne peut satisfaire à cette exigence, elle en informe sans délai la Partie requérante.

15. L'entraide judiciaire peut être refusée :

a) Si la demande n'est pas faite conformément aux dispositions du présent article;

b) Si la Partie requise estime que l'exécution de la demande peut porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, à son ordre public ou à d'autres intérêts essentiels;

c) Au cas où la législation de la Partie requise interdirait à ses autorités de prendre les mesures demandées s'il s'était agi d'une infraction analogue ayant fait l'objet d'une enquête, de poursuites pénales ou d'une procédure judiciaire dans le cadre de leur propre compétence;

d) Au cas où il serait contraire au système juridique de la Partie requise concernant l'entraide judiciaire d'accepter la demande.

16. Tout refus d'entraide judiciaire doit être motivé.

17. L'entraide judiciaire peut être différée par la Partie requise au motif qu'elle entraverait une enquête, des poursuites pénales ou une procédure judiciaire en cours. En pareil cas, la Partie requise consulte la Partie requérante afin de déterminer si cette entraide peut encore être fournie aux conditions jugées nécessaires par la Partie requise.

18. Un témoin, un expert ou une autre personne qui consent à déposer au cours d'une procédure ou à collaborer à une enquête, à des poursuites pénales ou à une procédure judiciaire sur le territoire de la Partie requérante ne sera ni poursuivi, ni détenu, ni puni, ni soumis à aucune autre restriction de sa liberté personnelle sur ce territoire pour des actes, omissions ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de la Partie requise. Cette immunité cessera lorsque le témoin, l'expert ou ladite personne, ayant eu, pour une période de 15 jours consécutifs ou pour toute autre période convenue par les Parties, à compter de la date à laquelle ils ont été officiellement informés que leur présence n'était plus requise par les autorités judiciaires, la possibilité de quitter le territoire, y seront néanmoins demeurés volontairement ou, l'ayant quitté, y seront revenus de leur plein gré.

19. Les frais ordinaires encourus pour exécuter une demande sont à la charge de la Partie requise à moins qu'il n'en soit convenu autrement entre les Parties concernées. Lorsque des dépenses importantes ou extraordinaires sont ou se révèlent ultérieurement nécessaires pour exécuter la demande, les Parties se consulteront pour fixer les conditions selon lesquelles la demande sera exécutée ainsi que la manière dont les frais seront assumés.

20. Les Parties envisagent, le cas échéant, la possibilité de conclure des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux qui servent les objectifs des dispositions du présent article, leur donnent un effet pratique ou les renforcent.

Article 8

TRANSFERT DES PROCEDURES REPRESSIVES

Les Parties envisageront la possibilité de se transférer les procédures répressives relatives aux infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3 dans les cas où ce transfert est nécessaire dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice.

Article 9

AUTRES FORMES DE COOPERATION ET FORMATION

1. Les Parties coopèrent étroitement, conformement à leurs systèmes juridiques et administratifs respectifs, en vue de renforcer l'efficacité de l'action de détection et de répression visant à mettre fin à la commission des infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3. En particulier, sur la base d'accords ou d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux

a) Elles établissent et maintiennent des canaux de communication entre les organismes et services nationaux compétents en vue de faciliter l'échange sûr et rapide de renseignements concernant tous les aspects des infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3, y compris, si les Parties intéressées le jugent approprié, les liens de ce trafic avec d'autres activités délictueuses;

b) Elles coopèrent entre elles, s'agissant d'infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3 et ayant un caractère international, en menant des enquêtes concernant :

i) L'identité, le lieu où se trouvent et les activités qu'exercent des personnes soupçonnées des infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3;

ii) Le mouvement des produits et des biens provenant de la commission desdites infractions;

iii) Le mouvement des stupéfiants, substances psychotropes, substances inscrites au Tableau I et au Tableau II de la présente Convention et instruments utilisés ou destinés à être utilisés dans la commission de ces infractions;

c) Lorsqu'il y a lieu et si cela n'est pas contraire à leur droit interne, elles créent, compte tenu de la nécessité de protéger la sécurité des personnes et des opérations, des équipes mixtes chargées de mettre en oeuvre les dispositions du présent paragraphe. Les agents de toute Partie membres de telles équipes se conforment aux indications des autorités compétentes de la Partie sur le territoire de laquelle l'opération se déroule. Dans tous ces cas, les Parties intéressées veillent à ce que soit pleinement respectée la souveraineté de la Partie sur le territoire de laquelle l'opération se déroule;

d) Elles fournissent, lorsqu'il y a lieu, les quantités nécessaires de substances à des fins d'analyse ou d'enquête;

e) Elles facilitent une coordination efficace entre leurs organismes et services compétents et favorisent l'échange de personnel et d'experts, y compris le détachement d'agents de liaison.

2. Dans la mesure où cela est nécessaire, chaque Partie institue, développe ou améliore des programmes de formation spécifiques à l'intention des membres de ses services de détection et de répression et autres personnels, y compris les agents des douanes, chargés de la répression des infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3. Ces programmes devront porter notamment sur les points suivants :

a) Les méthodes employées pour détecter et réprimer les infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3;

b) Les itinéraires empruntés et les techniques employées par les personnes soupçonnées des infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3, en particulier dans les Etats de transit et les mesures de lutte appropriées;

c) Le contrôle de l'importation et de l'exportation des stupéfiants, substances psychotropes et substances inscrites au Tableau I et au Tableau II;

d) La détection et le contrôle du mouvement des produits et des biens provenant de la commission des infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3, et des stupéfiants, substances psychotropes, substances inscrites au Tableau I et au Tableau II et instruments utilisés ou destinés à être utilisés pour commettre lesdites infractions;

e) Les méthodes employées pour transférer, dissimuler ou déguiser ces produits, biens et instruments;

f) Le rassemblement des éléments de preuve;

g) Les techniques de contrôle dans les zones franches et les ports francs;

h) Les techniques modernes de détection et de répression.

3. Les Parties s'entraident pour planifier et exécuter des programmes de formation et de recherche leur permettant d'échanger des connaissances spécialisées dans les domaines visés au paragraphe 2 du présent article et, à cette fin, organisent aussi, lorsqu'il y a lieu, des conférences et séminaires régionaux et internationaux pour stimuler la coopération et permettre l'examen de problèmes d'intérêt commun, y compris les problèmes et besoins particuliers des Etats de transit.

Article 10

COOPERATION INTERNATIONALE ET ASSISTANCE AUX ETATS DE TRANSIT

1. Les Parties coopèrent, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales ou régionales compétentes, en vue d'aider et d'appuyer dans la mesure du possible les Etats de transit, et en particulier les pays en développement ayant besoin d'une telle assistance et d'un tel appui, au moyen de programmes de coopération technique visant à empêcher l'entrée et le transit illicites et concernant des activités connexes.

2. Les Parties peuvent entreprendre, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales ou régionales compétentes, de fournir une aide financière à ces Etats de transit pour développer et renforcer

l'infrastructure nécessaire à l'efficacité de la lutte contre le trafic illicite et de la prévention de ce trafic.

3. Les Parties peuvent conclure des accords ou arrangements bilatéraux ou multilatéraux pour renforcer l'efficacité de la coopération internationale prévue au présent article et peuvent envisager de conclure des arrangements financiers à cet égard.

Article 11

LIVRAISONS SURVEILLEES

1. Si les principes fondamentaux de leurs systèmes juridiques internes le permettent, les Parties prennent les mesures nécessaires, compte tenu de leurs possibilités, pour permettre le recours approprié aux livraisons surveillées à l'échelon international, sur la base d'accords ou d'arrangements qu'elles auront conclus, en vue d'identifier les individus impliqués dans des infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3 et d'engager des poursuites à leur encontre.

2. La décision de recourir à des livraisons surveillées est prise dans chaque cas d'espèce et peut, le cas échéant, tenir compte d'arrangements et d'ententes financiers quant à l'exercice de leur compétence par les Parties intéressées.

3. Les expéditions illicit[illegible] il est convenu de surveiller la livraison peuvent, avec le consentemen[illegible] Parties intéressées, être interceptées et autorisées à poursuivre leur achèminement, soit telles quelles, soit après que les stupéfiants ou les substances psychotropes en aient été soustraits ou aient été remplacés en tout ou en partie par d'autres produits.

Article 12

SUBSTANCES FREQUEMMENT UTILISEES DANS LA FABRICATION ILLICITE DE STUPEFIANTS OU DE SUBSTANCES PSYCHOTROPES

1. Les Parties adoptent les mesures qu'elles jugent appropriées pour empêcher le détournement de substances inscrites au Tableau I et au Tableau II aux fins de la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes et coopèrent entre elles à cette fin.

2. Si une Partie ou l'Organe sont en possession de renseignements qui, à leur avis, rendent nécessaire l'inscription d'une substance au Tableau I ou au Tableau II, ils adressent au Secrétaire général une notification accompagnée de tous les renseignements pertinents à l'appui de celle-ci. La procédure exposée aux paragraphes 2 à 7 du présent article s'applique également lorsqu'une Partie ou l'Organe sont en possession de renseignements justifiant la radiation d'une substance du Tableau I ou du Tableau II, ou le passage d'une substance d'un tableau à l'autre.

3. Le Secrétaire général communique cette notification et tous renseignements qu'il juge pertinents aux Parties, à la Commission et, si la notification émane d'une Partie, à l'Organe. Les Parties communiquent au Secrétaire général leurs observations concernant la notification, ainsi que tous renseignements complémentaires de nature à aider l'Organe à procéder à une évaluation et la Commission à se prononcer.

4. Si l'Organe, tenant compte de l'ampleur, de l'importance et de la diversité des utilisations licites de la substance et après avoir examiné s'il serait possible et aisé d'utiliser des substances de remplacement, tant à des fins licites que pour la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes, constate :

a) Que la substance est fréquemment utilisée dans la fabrication illicite d'un stupéfiant ou d'une substance psychotrope, et

b) Que la fabrication illicite d'un stupéfiant ou d'une substance psychotrope, par leur volume et leur ampleur, crée de graves problèmes de santé publique ou sociaux, justifiant ainsi une action au plan international,

il communique à la Commission une évaluation de la substance, en indiquant notamment les effets probables de son inscription au Tableau I ou au Tableau II tant sur les utilisations licites que sur la fabrication illicite et, le cas échéant, il fait des recommandations quant aux mesures de controle qui seraient appropriées au vu de ladite évaluation.

5. La Commission, tenant compte des observations présentées par les Parties et des observations et recommandations de l'Organe, dont l'évaluation sera déterminante sur le plan scientifique, et prenant aussi dûment en considération tous autres facteurs pertinents, peut décider, à la majorité des deux tiers de ses membres, d'inscrire une substance au Tableau I ou au Tableau II.

6. Toute décision prise par la Commission en vertu du présent article est communiquée par le Secrétaire général à tous les Etats et autres entités qui sont Parties à la présente Convention ou sont habilités à le devenir, et à l'Organe. Elle prend pleinement effet à l'égard de chaque Partie 180 jours après la date de sa communication.

7. a) Les décisions prises par la Commission en vertu du présent article sont soumises au Conseil pour révision si une Partie en fait la demande dans les 180 jours suivant la date de leur notification. La demande doit être adressée au Secrétaire général accompagnée de tous renseignements pertinents qui la motivent;

b) Le Secrétaire général communique copie de la demande et des renseignements pertinents à la Commission, à l'Organe et à toutes les Parties, en les invitant à présenter leurs observations dans les 90 jours. Toutes les observations reçues sont communiquées au Conseil pour examen;

c) Le Conseil peut confirmer ou annuler la décision de la Commission. Sa décision est communiquée à tous les Etats et autres entités qui sont Parties à la présente Convention ou sont habilités à le devenir, à la Commission et à l'Organe.

8. a) Sans préjudice du caractère général des dispositions du paragraphe 1 du présent article et des dispositions de la Convention de 1961, de la Convention de 1961 telle que modifiée et de la Convention de 1971, les Parties prennent les mesures qu'elles jugent appropriées pour contrôler, sur leur territoire, la fabrication et la distribution des substances inscrites au Tableau I et au Tableau II;

b) A cette fin, les Parties peuvent :

i) Exercer une surveillance sur toutes les personnes et entreprises se livrant à la fabrication et à la distribution desdites substances;

ii) Soumettre à un régime de licence les établissements et les locaux dans lesquels cette fabrication ou distribution peuvent se faire;

iii) Exiger que les titulaires d'une licence obtiennent une autorisation pour se livrer aux opérations susmentionnées;

iv) Empêcher l'accumulation par des fabricants et des distributeurs de quantités desdites substances excédant celles que requièrent le fonctionnement normal de leur entreprise et la situation du marché.

9. En ce qui concerne les substances inscrites au Tableau I et au Tableau II, chaque Partie prend les mesures suivantes :

a) Elle établit et maintient un système de surveillance du commerce international des substances inscrites au Tableau I et au Tableau II afin de faciliter la détection des opérations suspectes. Ces systèmes de surveillance doivent être mis en oeuvre en étroite coopération avec les fabricants, importateurs, exportateurs, grossistes et détaillants, qui signalent aux autorités compétentes les commandes et opérations suspectes;

b) Elle prévoit la saisie de toute substance inscrite au Tableau I et au Tableau II s'il existe des p[illegible] suffisantes qu'elle est destinée à servir à la fabrication illicit[illegible] stupefiant ou d'une substance psychotrope;

c) Elle informe le plus rapidement possible les autorités et services compétents des Parties intéressées s'il y a des raisons de penser qu'une substance inscrite au Tableau I ou au Tableau II est importée, exportée ou acheminée en transit en vue de la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes, notamment en leur fournissant des informations sur les modes de paiement utilisés et tous autres éléments essentiels sur lesquels repose sa conviction;

d) Elle exige que les envois faisant l'objet d'importations et d'exportations soient correctement marqués et accompagnés des documents nécessaires. Les documents commerciaux tels que factures, manifestes, documents douaniers, de transport et autres documents d'expédition doivent indiquer les noms des substances faisant l'objet de l'importation ou de l'exportation tels qu'ils figurent au Tableau I ou au Tableau II, la quantité importée ou exportée, ainsi que le nom et l'adresse de l'exportateur, de l'importateur et, lorsqu'il est connu, ceux du destinataire;

e) Elle fait en sorte que les documents visés à l'alinéa d) du présent paragraphe soient conservés pendant au moins deux ans et tenus à la disposition des autorités compétentes pour examen.

10. a) Outre les dispositions du paragraphe 9, et sur demande adressée au Secrétaire général par la Partie intéressée, chaque Partie du territoire de laquelle une substance inscrite au Tableau I doit être exportée veille à ce qu'avant l'exportation les renseignements ci-après soient fournis par ses autorités compétentes aux autorités compétentes du pays importateur :

i) Le nom et l'adresse de l'exportateur et de l'importateur et, lorsqu'il est connu, ceux du destinataire;

ii) La désignation de la substance telle qu'elle figure au Tableau I;

iii) La quantité de la substance exportée;

iv) Le point d'entrée et la date d'expédition prévus;

v) Tous autres renseignements mutuellement convenus entre les Parties;

b) Toute Partie peut adopter des mesures de contrôle plus strictes ou plus sévères que celles qui sont prévues au présent paragraphe si elle le juge souhaitable ou nécessaire.

11. Lorsqu'une Partie fournit des renseignements a une autre conformément aux paragraphes 9 et 10 du présent article, elle peut exiger de la Partie qui les reçoit qu'elle préserve le caractère confidentiel de tout secret économique, industriel, commercial ou professionnel ou procédé commercial qu'ils peuvent contenir.

12. Chaque Partie fournit annuellement à l'Organe, sous la forme et selon la manière définies par celui-ci et en utilisant les formules qu'il lui fournira, des renseignements sur :

a) Les quantités de substances inscrites au Tableau I et au Tableau II qui ont été saisies et, si elle est connue, leur origine;

b) Toute autre substance qui n'est pas inscrite au Tableau I ou au Tableau II mais qui a été identifiée comme ayant servi à la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes et que la Partie considère comme suffisamment importante pour être portée à l'attention de l'Organe;

c) Les méthodes de détournement et de fabrication illicite.

13. L'Organe fait rapport chaque année à la Commission sur l'application du présent article, et la Commission examine périodiquement si le Tableau I et le Tableau II sont adéquats et pertinents.

14. Les dispositions du présent article ne s'appliquent ni aux préparations pharmaceutiques, ni aux autres préparations contenant des substances inscrites au Tableau I ou au Tableau II et composées de telle manière que lesdites substances ne peuvent pas être facilement utilisées ni extraites par des moyens aisés à mettre en oeuvre.

Article 13

MATERIELS ET EQUIPEMENTS

Les Parties prennent les mesures qu'elles jugent appropriées pour prévenir le commerce et le détournement de matériels et d'équipements en vue de la production ou de la fabrication illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, et elles coopèrent à cette fin.

Article 14

MESURES VISANT A ELIMINER LA CULTURE ILLICITE DES PLANTES DONT ON EXTRAIT DES STUPEFIANTS ET A SUPPRIMER LA DEMANDE ILLICITE DE STUPEFIANTS ET DE SUBSTANCES PSYCHOTROPES

1. Les mesures prises par les Parties en vertu de la présente Convention ne seront pas moins strictes que les dispositions applicables à l'élimination de la culture illicite de plantes contenant des stupéfiants et des substances psychotropes et à l'élimination de la demande illicite de stupéfiants et de substances psychotropes aux termes des dispositions de la Convention de 1961, de la Convention de 1961 telle que modifiée et de la Convention de 1971.

2. Chaque Partie prend des mesures appropriées pour empêcher sur son territoire la culture illicite de plantes contenant des stupéfiants ou des substances psychotropes comme le pavot à opium, le cocaïer et la plante de cannabis, et pour détruire celles qui y seraient illicitement cultivées. Les mesures adoptées doivent respecter les droits fondamentaux de l'homme et tenir dûment compte des utilisations licites traditionnelles - lorsque de telles utilisations sont attestées par l'histoire - ainsi que de la protection de l'environnement.

3. a) Les Parties peuvent coopérer pour rendre plus efficaces les efforts visant à éliminer la culture illicite. Cette coopération peut notamment comporter, le cas échéant, l'appui à un développement rural intégré aboutissant à des cultures de remplacement économiquement viables. Avant d'appliquer de tels programmes de développement rural, on devra tenir compte de facteurs tels que l'accès au marché, les ressources disponibles et la situation socio-économique. Les Parties peuvent convenir d'autres mesures appropriées de coopération;

b) Les Parties facilitent aussi l'échange de renseignements scientifiques et techniques et l'exécution de travaux de recherche sur l'élimination de la culture illicite;

c) Quand elles ont des frontières communes, les Parties s'efforcent de coopérer aux programmes d'élimination de la culture illicite dans leurs zones frontalières respectives.

4. Les Parties adoptent les mesures appropriées pour supprimer ou réduire la demande illicite de stupéfiants et de substances psychotropes en vue de réduire les souffrances humaines et de faire disparaître les incitations d'ordre financier au trafic illicite. Ces mesures peuvent être notamment fondées sur les recommandations de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées des Nations Unies comme l'Organisation mondiale de la santé, et d'autres organisations internationales compétentes, et sur le Schéma multidisciplinaire complet adopté par la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues tenue en 1987, dans la mesure où celui-ci concerne les efforts des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux et l'initiative privée dans les domaines de la prévention, du traitement et de la réadaptation. Les Parties peuvent conclure des accords ou arrangements bilatéraux ou multilatéraux visant à supprimer ou à réduire la demande illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

5. Les Parties peuvent aussi prendre les mesures nécessaires pour la destruction rapide ou l'utilisation licite des stupéfiants, des substances psychotropes et des substances inscrites au Tableau I et au Tableau II qui ont été saisis ou confisqués, et pour que les quantités nécessaires dûment certifiées de ces substances soient admissibles comme preuve.

Article 15

TRANSPORTEURS COMMERCIAUX

1. Les Parties prennent les mesures appropriées en vue d'assurer que les moyens de transport exploités par des transporteurs commerciaux ne servent pas à la commission des infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3; ces mesures peuvent comprendre la conclusion d'arrangements spéciaux avec les transporteurs commerciaux.

2. Chaque Partie exige des transporteurs commerciaux qu'ils prennent des précautions raisonnables pour empêcher que leurs moyens de transport ne servent à la commission des infractions etablies conformement au paragraphe 1 de l'article 3. Ces précautions peuvent notamment consister :

a) Si le transporteur commercia a son établissement principal sur le territoire de cette Partie :

i) A former du personnel qui soit à même d'identifier les envois ou les personnes suspects;

ii) A stimuler l'intégrité du personnel;

b) Si le transporteur commercial opère sur le territoire de cette Partie :

i) A déposer les manifestes à l'avance, chaque fois que cela est possible;

ii) A employer, pour les conteneurs, des scellés infalsifiables et susceptibles d'un contrôle distinct;

iii) A informer les autorités compétentes dans les meilleurs délais de toute circonstance suspecte pouvant être liée à la commission des infractions établies conformément au paragraphe 1 de l'article 3.

3. Chaque Partie veille à ce qu'aux points d'entrée et de sortie et dans les autres zones de contrôle douanier les transporteurs commerciaux et les autorités compétentes coopèrent en vue d'empecher l'accès non autorisé aux moyens de transport et aux chargements et d'appliquer les mesures de sécurité appropriées.

Article 16

DOCUMENTS COMMERCIAUX ET MARQUAGE DES EXPORTATIONS

1. Chaque Partie exige que les expéditions licites de stupéfiants et de substances psychotropes destinées à l'exportation soient accompagnées des documents nécessaires. Outre que les expéditions doivent satisfaire aux prescriptions en matière de documentation énoncées à l'article 31 de la Convention de 1961, à l'article 31 de la Convention de 1961 telle que modifiée et à l'article 12 de la Convention de 1971, les documents commerciaux tels que factures, manifestes, documents douaniers, de transport et autres documents d'expédition doivent indiquer les noms des stupéfiants et des substances psychotropes faisant l'objet de l'exportation tels qu'ils figurent dans les tableaux pertinents de la Convention de 1961,

de la Convention de 1961 telle que modifiée et de la Convention de 1971, la quantité exportée, ainsi que le nom et l'adresse de l'exportateur, de l'importateur et, lorsqu'il est connu, ceux du destinataire.

2. Chaque Partie exige que les expéditions de stupéfiants et de substances psychotropes destinées à l'exportation ne soient pas marquées incorrectement.

Article 17

TRAFIC ILLICITE PAR MER

1. Les Parties coopèrent dans toute la mesure du possible en vue de mettre fin au trafic illicite par mer, en conformité avec le droit international de la mer.

2. Une Partie qui a des motifs raisonnables de soupçonner qu'un navire battant son pavillon ou n'arborant aucun pavillon ou ne portant aucune immatriculation se livre au trafic illicite peut demander aux autres Parties de l'aider à mettre fin à cette utilisation. Les Parties ainsi requises fournissent cette assistance dans la limite des moyens dont elles disposent.

3. Une Partie qui a des motifs raisonnables de soupçonner qu'un navire exerçant la liberté de navigation conformément au droit international et battant le pavillon ou portant une immatriculation d'une autre Partie se livre au trafic illicite peut le notifier à l'Etat du pavillon, demander confirmation de l'immatriculation et, si celle-ci est confirmée, demander l'autorisation à cet Etat de prendre les mesures appropriées à l'égard de ce navire.

4. Conformément aux dispositions du paragraphe 3 ou aux traités en vigueur entre elles ou à tous autres accords ou arrangements conclus par ailleurs entre ces Parties, l'Etat du pavillon peut notamment autoriser l'Etat requérant à :

a) Arraisonner le navire;

b) Visiter le navire;

c) Si des preuves de participation à un trafic illicite sont découvertes, prendre les mesures appropriées à l'égard du navire, des personnes qui se trouvent à bord et de la cargaison.

5. Lorsqu'une mesure est prise en application du présent article, les Parties intéressées tiennent dûment compte de la nécessité de ne pas porter atteinte à la sécurité de la vie en mer et à celle du navire et de sa cargaison, et de ne pas porter préjudice aux intérêts commerciaux et juridiques de l'Etat du pavillon ou de tout autre Etat intéressé.

6. L'Etat du pavillon peut, dans la mesure compatible avec ses obligations au titre du paragraphe 1 du présent article, subordonner son autorisation à des conditions arrêtées d'un commun accord entre lui et l'Etat requérant, notamment en ce qui concerne la responsabilité.

7. Aux fins des paragraphes 3 et 4 du présent article, chaque Partie repond sans retard à toute demande que lui adresse une autre Partie en vue de déterminer si un navire qui bat son pavillon y est autorisé et aux demandes d'autorisation présentées en application du paragraphe 3. Au moment où il devient Partie à la présente Convention, chaque Etat désigne l'autorité ou, le cas échéant, les autorités habilitées à recevoir de telles demandes et à y répondre. Dans le mois qui suit cette désignation, le Secrétaire général notifie à toutes les autres Parties l'autorité désignée par chacune d'elles.

8. Une Partie qui a pris une des mesures prevues au présent article informe sans retard l'Etat du pavillon concerne des résultats de cette mesure.

9. Les Parties envisageront de conclure des accords ou arrangements bilatéraux ou régionaux en vue de donner effet aux dispositions du présent article ou d'en renforcer l'efficacité.

10. Les mesures prises en application du paragraphe 4 ne sont exécutées que par des navires de guerre ou des aéronefs militaires, ou d'autres navires ou aéronefs à ce dûment habilités portant visiblement une marque extérieure et identifiables comme étant au service de l'Etat.

11. Toute mesure prise conformément au présent article tient dûment compte, conformément au droit international de la mer, de la nécessité de ne pas empiéter sur les droits et obligations et l'exercice de la compétence des Etats côtiers, ni de porter atteinte à ces droits, obligations ou compétence.

Article 18

ZONES FRANCHES ET PORTS FRANCS

1. Les Parties appliquent, pour mettre fin au trafic illicite des stupéfiants, des substances psychotropes et des substances inscrites au Tableau I et au Tableau II dans les zones franches et les ports francs, des mesures qui ne sont pas moins strictes que celles qu'elles appliquent dans les autres parties de leur territoire.

2. Les Parties s'efforcent :

a) De surveiller le mouvement des marchandises et des personnes dans les zones franches et les ports francs et, à cette fin, habilitent les autorités compétentes à procéder à la visite des chargements et des navires entrant et sortant, y compris les navires de plaisance et de pêche, de même que les aéronefs et véhicules et, lorsqu'il y a lieu, à fouiller les membres de l'équipage et les passagers ainsi que leurs bagages;

b) D'établir et de maintenir un système qui permette de déceler les expéditions suspectées de contenir des stupéfiants, des substances psychotropes ou des substances inscrites au Tableau I et au Tableau II qui entrent dans les zones franches et les ports francs ou qui en sortent;

c) D'établir et de maintenir des systèmes de surveillance dans les bassins et entrepots portuaires ainsi qu'aux aéroports et aux postes frontière dans les zones franches et les ports francs.

Article 19

UTILISATION DES SERVICES POSTAUX

1. En exécution de leurs obligations découlant des conventions de l'Union postale universelle et conformément aux principes fondamentaux de leurs systèmes juridiques internes, les Parties prennent des mesures pour mettre fin à l'utilisation des services postaux aux fins du trafic illicite et coopèrent entre elles à cette fin.

2. Les mesures visées au paragraphe 1 du présent article comprennent notamment :

a) Une action coordonnée pour la prévention et la répression de l'utilisation des services postaux aux fins du trafic illicite;

b) L'adoption et la mise en oeuvre, par les services de détection et de répression à ce habilités, de techniques d'enquête et de contrôle devant permettre de déceler dans les envois postaux les expéditions illicites de stupéfiants, de substances psychotropes et de substances inscrites au Tableau I et au Tableau II;

c) Des mesures législatives permettant le recours à des moyens appropriés pour réunir les preuves nécessaires aux poursuites judiciaires.

Article 20

RENSEIGNEMENTS DEVANT ETRE FOURNIS PAR LES PARTIES

1. Les Parties fournissent à la Commission, par l'entremise du Secrétaire général, des renseignements sur l'application de la présente Convention sur leur territoire, et en particulier :

a) Le texte des lois et règlements promulgués pour donner effet à la presente Convention;

b) Des détails sur les affaires de trafic illicite relevant de leur compétence qu'elles jugent importantes parce que ces affaires révèlent de nouvelles tendances, en indiquant les quantités dont il s'agit, les sources dont proviennent les substances ou les méthodes utilisées par les personnes qui se livrent au trafic illicite.

2. Les Parties fournissent ces renseignements de la manière et aux dates que fixe la Commission.

Article 21

FONCTIONS DE LA COMMISSION

La Commission est habilitée à examiner toutes les questions ayant trait aux buts de la présente Convention, et en particulier :

a) Sur la base des renseignements présentés par les Parties conformément à l'article 20, la Commission suit la mise en oeuvre de la présente Convention;

b) La Commission peut faire des suggestions et des recommandations générales fondées sur l'examen des renseignements reçus des Parties;

c) La Commission peut appeler l'attention de l'Organe sur toutes les questions qui peuvent avoir trait aux fonctions de celui-ci;

d) La Commission prend les mesures qu'elle juge appropriées en ce qui concerne toute question qui lui est renvoyée par l'Organe en application du paragraphe 1 b) de l'article 22;

e) La Commission peut conformément aux procedures énoncées à l'article 12, modifier le Tableau I et le Tableau II;

f) La Commission peut appeler l'attention des Etats non Parties sur les décisions et recommandations qu'elle adopte en vertu de la présente Convention, afin qu'ils envisagent de prendre des mesures en conséquence.

Article 22

FONCTIONS DE L'ORGANE

1. Sans préjudice des fonctions incombant à la Commission en vertu de l'article 21 et sans préjudice des fonctions incombant à l'Organe et à la Commission en vertu de la Convention de 1961, de la Convention de 1961 telle que modifiée et de la Convention de 1971 :

a) Si, après examen des renseignements dont disposent l'Organe, le Secrétaire général ou la Commission, ou des renseignements communiqués par des organismes de l'Organisation des Nations Unies, l'Organe a des raisons de croire qu'il n'est pas répondu aux buts de la présente Convention dans les domaines relevant de sa compétence, il peut inviter une Partie ou des Parties à fournir tous renseignements pertinents;

b) En ce qui concerne les articles 12, 13 et 16 :

i) Après avoir agi conformément à l'alinéa a) du présent paragraphe, l'Organe peut, s'il le juge nécessaire, demander à la Partie intéressée de prendre les mesures correctives qui, en raison des circonstances, paraissent nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions des articles 12, 13 et 16;

ii) Avant d'agir conformément à l'alinéa iii) ci-dessous, l'Organe considérera comme confidentielles les communications qu'il aura échangées avec la Partie intéressée en vertu des alinéas qui précèdent;

iii) S'il constate que la Partie intéressée n'a pas pris les mesures correctives qu'elle a été invitée à prendre conformément au présent alinéa, l'Organe peut appeler l'attention des Parties, du Conseil et de la Commission sur la question. Tout rapport publié en vertu du présent alinéa contiendra aussi l'avis de la Partie intéressée si celle-ci le demande.

2. Toute Partie sera invitée à se faire représenter aux séances de l'Organe au cours desquelles une question l'intéressant directement doit être examinée en application du présent article.

3. Dans les cas où une décision de l'Organe adoptée en vertu du présent article n'est pas unanime, l'opinion de la minorité doit être exposée.

4. Les décisions de l'Organe en vertu du présent article doivent être prises à la majorité des deux tiers du nombre total des membres de l'Organe.

5. Dans l'exercice des fonctions qui lui incombent en vertu de l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article, l'Organe préserve le caractère confidentiel de toutes les informations qu'il pourra avoir.

6. L'exécution des traités ou des accords conclus entre Parties conformément aux dispositions de la présente Convention ne relève pas de la responsabilité incombant à l'Organe en vertu du présent article.

7. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux différends entre Parties relevant des dispositions de l'article 32.

Article 23

RAPPORTS DE L'ORGANE

1. L'Organe établit un rapport annuel sur ses activités, dans lequel il analyse les renseignements dont il dispose en rendant compte, dans les cas appropriés, des explications éventuelles qui sont données par les Parties ou qui leur sont demandées et en formulant toute observation et recommandation qu'il souhaite faire. L'Organe peut établir des rapports supplémentaires s'il le juge nécessaire. Les rapports sont présentés au Conseil par l'intermédiaire de la Commission, qui peut formuler toute observation qu'elle juge opportune.

2. Les rapports de l'Organe sont communiqués aux Parties et publiés ultérieurement par le Secrétaire général. Les Parties doivent permettre leur distribution sans restriction.

Article 24

APPLICATION DE MESURES PLUS SEVERES QUE CELLES QU'EXIGE LA PRESENTE CONVENTION

Les Parties peuvent adopter des mesures plus strictes ou plus sévères que celles qui sont prévues par la présente Convention si elles le jugent souhaitable ou necessaire pour prévenir ou éliminer le trafic illicite.

Article 25

NON-DEROGATION AUX DROITS ET OBLIGATIONS DECOULANT DE TRAITES ANTERIEURS

Les dispositions de la presente Convention ne dérogent à aucun droit ou obligation que la Convention de 1961, la Convention de 1961 telle que modifiée ou la Convention de 1971 reconnaissent ou imposent aux Parties à la présente Convention.

Article 26

SIGNATURE

La présente Convention sera ouverte, du 20 décembre 1988 au 28 février 1989, à l'Office des Nations Unies à Vienne et ensuite, jusqu'au 20 décembre 1989, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, à la signature :

a) De tous les Etats;

b) De la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies la Namibie;

c) Des organisations régionales d'intégration économique ayant compétence en matière de négociation, de conclusion et d'application d'accords internationaux relatifs à des questions faisant l'objet de la présente Convention, les références dans la Convention aux Parties, Etats ou services nationaux étant applicables à ces organisations dans la limite de leur compétence.

Article 27

RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION OU ACTE DE CONFIRMATION FORMELLE

1. La présente Convention est soumise à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des Etats et de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et à un acte de confirmation formelle des organisations regionales d'intégration économique visées à l'alinéa c) de l'article 26. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation et les instruments relatifs aux actes de confirmation formelle seront déposés auprès du Secrétaire général.

2. Dans leurs instruments de confirmation formelle, les organisations regionales d'intégration économique préciseront l'étendue de leur competence dans les domaines relevant de la présente Convention. En outre, ces organisations informeront le Secrétaire général de toute modification apportée à l'étendue de leur compétence dans les domaines relevant de la Convention.

Article 28

ADHESION

1. La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout Etat, de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et des organisations régionales d'intégration économique visées à l'alinéa c) de l'article 26. L'adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général.

2. Dans leurs instruments d'adhésion, les organisations régionales d'intégration économique préciseront l'étendue de leur compétence dans les domaines relevant de la présente Convention. En outre, ces organisations informeront le Secrétaire général de toute modification apportée à l'étendue de leur compétence dans les domaines relevant de la Convention.

Article 29

ENTREE EN VIGUEUR

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt, auprès du Secrétaire général, du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion par des Etats ou par la Namibie, représentée par le Conseil pour la Namibie.

2. Pour chacun des Etats et pour la Namibie, représentée par le Conseil pour la Namibie, qui ratifieront, accepteront ou approuveront la présente Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

3. Pour chaque organisation régionale d'intégration économique visée à l'alinéa c) de l'article 26 qui déposera un instrument relatif à un acte de confirmation formelle ou un instrument d'adhésion, la Convention entrera en vigueur à la plus éloignée des deux dates suivantes : le quatre-vingt-dixième jour après ledit dépot, ou la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément au paragraphe 1 du présent article.

Article 30

DENONCIATION

1. Toute Partie peut dénoncer la présente Convention à tout moment par notification écrite adressée au Secrétaire général.

2. La dénonciation prend effet pour la Partie intéressée un an après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général.

Article 31

AMENDEMENTS

1. Toute Partie peut proposer un amendement à la présente Convention. Le texte dudit amendement et les raisons qui le motivent sont communiqués par cette Partie au Secrétaire général, qui les transmet aux autres Parties et leur demande si elles acceptent l'amendement proposé. Si le texte d'un amendement ainsi distribué n'a été rejeté par aucune Partie dans les 24 mois qui suivent sa communication, ledit amendement est réputé avoir été accepté et entre en vigueur pour chaque Partie 90 jours après que cette Partie a déposé auprès du Secrétaire général un instrument exprimant son consentement à être liée par cet amendement.

2. Si un amendement a été rejeté par une Partie, le Secrétaire général engage des consultations avec les Parties et, si une majorité le demande, il porte la question, ainsi que toute observation présentée par les

Parties, devant le Conseil qui peut décider de réunir une conférence conformément au paragraphe 4 de l'Article 62 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement résultant d'une telle conférence est consigné dans un protocole d'amendement. Les Parties qui consentent à être liées par ce protocole sont tenues d'en informer expressément le Secrétaire général.

Article 32

REGLEMENT DES DIFFERENDS

1. S'il s'élève entre deux ou plusieurs Parties un différend concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les Parties se consultent en vue de régler ce différend par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage ou de recours à des organismes régionaux, par voie judiciaire ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix.

2. Tout différend de cette nature qui ne peut être réglé par les moyens prévus au paragraphe 1 du présent article est soumis, à la demande de l'un quelconque des Etats Parties au différend, à la Cour internationale de Justice, pour décision.

3. Si une organisation régionale d'intégration économique visée à l'alinéa c) de l'article 26 est partie à un différend qui ne peut être réglé de la manière prévue au paragraphe 1 du présent article, elle peut, par l'intermédiaire d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, prier le Conseil de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice en vertu de l'Article 65 du Statut de la Cour, avis qui sera considéré comme décisif.

4. Chaque Etat, au moment où il signe, ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère, ou chaque organisation régionale d'intégration économique, au moment de la signature, du dépôt d'un acte de confirmation formelle ou de l'adhésion, peut déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article. Les autres Parties ne sont pas liées par les dispositions des paragraphes 2 et 3 envers une Partie qui a fait une telle déclaration.

5. Toute Partie qui a fait une déclaration en vertu du paragraphe 4 du présent article peut à tout moment retirer cette déclaration par une notification adressée au Secrétaire général.

Article 33

TEXTES AUTHENTIQUES

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe de la présente Convention font également foi.

Article 34

DEPOSITAIRE

Le Secrétaire général est le dépositaire de la présente Convention.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la presente Convention.

FAIT A VIENNE, en un exemplaire original, le vingt décembre mil neuf cent quatre-vingt-huit.

ANNEXE

Tableau I

Acide lysergique
Ephédrine
Ergométrine
Ergotamine
Phényl-1 propanone-2
Pseudo-éphédrine

Les sels des substances inscrites au présent Tableau dans tous les cas où l'existence de ces sels est possible.

Tableau II

Acétone
Acide anthranilique
Acide phénylacétique
Anhydride acétique
Ether éthylique
Pipéridine

Les sels des substances inscrites au présent Tableau dans tous les cas où l'existence de ces sels est possible.

NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ADOPTION D'UNE CONVENTION CONTRE LE TRAFIC ILLICITE DES STUPEFIANTS ET DES SUBSTANCES PSYCHOTROPES

Vienne (Autriche), 25 novembre-20 décembre 1988

ACTE FINAL DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ADOPTION D'UNE CONVENTION CONTRE LE TRAFIC ILLICITE DE STUPEFIANTS ET DE SUBSTANCES PSYCHOTROPES

1. Par sa résolution 39/141 du 14 décembre 1984, l'Assemblée générale des Nations Unies a prié le Conseil économique et social de l'ONU, "compte tenu du paragraphe 3 de l'Article 62, et du paragraphe 1 de l'Article 66 de la Charte des Nations Unies ainsi que de la résolution 9 (I), adoptée le 16 février 1946 par le Conseil lui-même, de prier la Commission des stupéfiants de commencer la préparation, à titre prioritaire, lors de sa trente et unième session qui se tiendra en février 1985, d'un projet de convention contre le trafic illicite des stupéfiants où l'on aborderait, dans leur ensemble, les divers aspects du problème et, en particulier, ceux qui ne sont pas traités dans les instruments internationaux existants...".

2. Suite à cette demande et aux mesures pour lui donner effet prises par la Commission des stupéfiants et le Conseil économique et social, le Secrétaire général de l'ONU a établi le texte initial d'un projet de convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes. Sur la base des observations faites à ce sujet par les gouvernements et des débats que la Commission des stupéfiants a tenus sur ce projet à sa trente-deuxième session en 1987, le Secrétaire général a établi un document de travail consolidé qui a été distribué à tous les gouvernements en avril 1987. Ce document a été examiné lors de deux sessions d'un groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée. Le 7 décembre 1987, l'Assemblée générale a adopté sa résolution 42/111 dans laquelle elle a donné des instructions complémentaires pour faire progresser l'établissement du projet de convention. Le groupe d'experts n'ayant pu, faute de temps, examiner à fond tous les articles, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'envisager de réunir à nouveau le groupe intergouvernemental d'experts pour une période de deux semaines immédiatement avant la dixième session extraordinaire de la Commission des stupéfiants en février 1988, afin de poursuivre la révision du document de travail sur le projet de convention contre le trafic illicite des

stupéfiants et des substances psychotropes et, si possible, de parvenir à un accord touchant la Convention. A sa dixième session extraordinaire, tenue à Vienne du 8 au 19 février 1988, la Commission des stupéfiants a étudié le texte du projet de convention et a décidé que certains de ces articles devraient être renvoyés à la Conférence qui serait convoquée pour adopter une convention. La Commission a aussi recommandé au Conseil économique et social certains moyens de faire progresser l'établissement du projet de convention.

3. Par sa résolution 1988/8 du 25 mai 1988, le Conseil économique et social, ayant rappelé les travaux préparatoires entrepris par les organes compétents de l'ONU conformément à la résolution 39/141 de l'Assemblée générale, a décidé "de convoquer, conformément au paragraphe 4 de l'Article 62 de la Charte des Nations Unies et dans le cadre des dispositions de la résolution 366-(IV) de l'Assemblée générale du 3 décembre 1949, une conférence de plénipotentiaires en vue de l'adoption d'une convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes". Par sa décision 1988/120, également adoptée le 25 mai 1988, le Conseil a décidé que la Conférence se tiendrait à Vienne, du 25 novembre au 20 décembre 1988 et que le Secrétaire général devrait envoyer une invitation à participer à la Conférence à ceux qui avaient été invités à participer à la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues, qui s'était tenue à Vienne du 17 au 26 juin 1987.

4. Par sa résolution 1988/8, le Conseil conomique et social a aussi décidé de convoquer un groupe d'étude en vue de la Conférence pour examiner certains projets d'articles et le projet de convention dans son ensemble pour assurer l'uniformité du projet de convention qui serait soumis à la Conférence. Le Groupe d'étude sur le projet de convention s'est réuni à l'Office des Nations Unies à Vienne, du 27 juin au 8 juillet 1988, et a adopté un rapport (E/CONF.82/3) à l'intention de la Conférence.

5. La Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes s'est réunie à la Neue Hofburg à Vienne, du 25 novembre au 20 décembre 1988.

6. Conformément à la résolution 1988/8 et à la décision 1988/120 du Conseil économique et social, toutes deux adoptées le 25 mai 1988, le Secrétaire général a invité :

a) Tous les Etats à participer à la Conférence;

b) La Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, à participer à la Conférence;

c) Les représentants des organisations qui ont reçu de l'Assemblée générale une invitation permanente à participer en tant qu'observateurs aux sessions et aux travaux de toutes les conférences internationales, convoquées sous ses auspices, à participer à la Conférence en cette qualité, conformément aux résolutions 3237 (XXIX), en date du 22 novembre 1974, et 31/152, en date du 20 décembre 1976, de l'Assemblée générale;

d) Les représentants des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine dans sa région à participer à la Conférence en qualité d'observateurs, conformément à la résolution 3280 (XXIX) de l'Assemblée générale en date du 10 décembre 1974;

e) Les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique ainsi que les organes intéressés de l'ONU à se faire représenter à la Conférence;

f) Les autres organisations intergouvernementales à se faire représenter par des observateurs à la Conférence;

g) Les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social intéressées et d'autres organisations non gouvernementales intéressées qui peuvent apporter une contribution spécifique aux travaux de la Conférence à s'y faire représenter par des observateurs.

7. Les délégations des 106 Etats suivants ont participé à la Conférence : Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique allemande, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Sénégal, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie et Zaïre.

8. Les représentants des mouvements de libération nationale ci-après, invités à la Conférence par le Secrétaire général, y ont assisté et participé conformément au règlement intérieur de la Conférence (E/CONF.82/7) : Pan Africanist Congress of Azania et South West Africa People's Organization.

9. Les représentants des institutions spécialisées ci-après, invitées à la Conférence par le Secrétaire général, y ont assisté et participé conformément au règlement intérieur de la Conférence : Organisation internationale du Travail, Organisation de l'aviation civile internationale, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et Organisation mondiale de la santé.

10. Les représentants des autres organisations intergouvernementales ci-après, invitées à la Conférence par le Secrétaire général, y ont assisté et participé conformément au règlement intérieur de la Conférence : Bureau du Plan de Colombo, Centre arabe d'études et de formation en matière de sécurité, Communauté économique européenne, Conseil de coopération douanière, Conseil de l'Europe, Ligue des Etats arabes, Organisation internationale de police criminelle et Traité sud-américain sur les stupéfiants et les substances psychotropes.

11. Des représentants des organes et organismes des Nations Unies intéressés, invités à la Conférence par le Secrétaire général, y ont assisté et participé conformément au règlement intérieur de la Conférence : Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient et Organe international de contrôle des stupéfiants.

12. Les observateurs des organisations non gouvernementales ci-après, invitées à la Conférence par le Secrétaire général, y ont assisté et participé conformément au règlement intérieur de la Conférence : Agence islamique de secours pour l'Afrique, Association des écoles internationales, Association du transport aérien international, Association internationale de publicité, Association internationale des juristes démocrates, Association internationale des Lions clubs, Association mondiale des guides et des éclaireuses, Association soroptimiste internationale, Bureau international catholique de l'enfance, Caritas Internationalis, Centre italien de solidarité, Chambre de commerce internationale, Comité de coordination d'organisations juives, Communauté internationale Baha'ie, Communautés thérapeutiques colombiennes, Confédération internationale des syndicats libres, Conseil international des femmes, Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme et des toxicomanies, Cruz Blanca Panama, Drug Abuse Prevention Programme, Fédération abolitionniste internationale, Fédération internationale des assistants sociaux et des assistantes sociales, Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, Fédération internationale pharmaceutique, Integrative Drogenhilfe a.d. Fachhochschule Ffm. e.v., Opium De-Addiction Treatment, Training and Research Trust, Pace United Kingdom International Affairs, Pax Romana, Union européenne féminine, Union mondiale des organisations féminines catholiques et Zonta International.

13. La Conférence a élu M. Guillermo Bedregal Gutiérrez (Bolivie) au poste de président.

14. La Conférence a élu vice-présidents les représentants des Etats suivants : Algérie, Argentine, Bahamas, Chine, Côte d'Ivoire, Etats-Unis d'Amérique, France, Iran (République islamique d'), Japon, Kenya, Malaisie, Mexique, Maroc, Nigéria, Pakistan, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Soudan, Suède, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela et Yougoslavie.

15. La Conférence a élu Mme Mervat Tallawy (Egypte) au poste de rapporteur général.

16. La Conférence a constitué un bureau et les commissions et comités suivants :

Bureau

Président : Le Président de la Conférence.

Membres : Le Président et les Vice-Présidents de la Conférence, le Rapporteur général de la Conférence, les Présidents des commissions plénières et le Président du Comité de rédaction.

Commissions plénières

Commission I

Président : M. Gioacchino Polimeni (Italie)

Vice-Président : M. M.A. Hena (Bangladesh)

Rapporteur : M. Oskar Hugler (République démocratique allemande)

Commission II

Président : M. István Bayer (Hongrie)

Vice-Président : M. L.H.J.B. van Gorkom (Pays-Bas)

Rapporteur : Mme Yolanda Fernández Ochoa (Costa Rica)

Comité de rédaction

Président : M. M.V.N. Rao (Inde)

Vice-Président : M. Hashem M. Kuraa (Egypte)

Membres : Le Président du Comité de rédaction et les représentants des Etats suivants : Australie, Botswana, Canada, Chine, Colombie, Egypte, Espagne, France, Ghana, Iraq, Pérou, Sénégal, Tchécoslovaquie et Union des Républiques socialistes soviétiques.

Les rapporteurs des commissions plénières ont participé ès qualités aux travaux du Comité de rédaction, conformément à l'article 49 du règlement intérieur de la Conférence.

Commission de vérification des pouvoirs

Président : M. Edouard Molitor (Luxembourg)

Membres : Les représentants des Etats suivants : Bolivie, Botswana, Chine, Côte d'Ivoire, Etats-Unis d'Amérique, Jamaïque, Luxembourg, Thaïlande et Union des Républiques socialistes soviétiques.

17. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a été représenté par Mlle Margaret J. Anstee, Secrétaire général adjoint, Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne. M. Francisco Ramos-Galino, Directeur de la Division des stupéfiants, a été nommé Secrétaire exécutif par le Secrétaire général.

18. La Conférence était saisie du rapport (E/CONF.82/3) du Groupe d'étude convoqué conformément à la résolution 1988/8 du Conseil économique et social en date du 25 mai 1988. Outre un compte rendu des travaux du Groupe d'étude, le rapport contenait des propositions concernant le projet de convention présentées au Groupe d'étude pour être transmises à la Conférence et le texte du projet de convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes (annexe II). Ce projet de convention constituait la proposition de base pour l'examen par la Conférence.

19. Au cours de ses travaux, le Conference a reparti l'examen des articles figurant dans le projet de convention entre les deux commissions plénières (Commission I et Commission II). Les articles 1 à 5 et le préambule ont été renvoyes a la Commission I et les autres articles à la Commission II. Chaque commission plénière, après s'être mise d'accord sur le texte de tel ou tel article, en saisissait le Comité de rédaction qui le lui renvoyait ensuite. Les commissions plénières ont rendu compte à la Conférence des résultats de leurs travaux et le Comité de rédaction a présenté à la Conférence un texte complet de la Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

20. Sur la base des débats résumes dans les comptes rendus analytiques des séances de la Conférence (E/CONF.82/SR.1 à 8) et des commissions plénières (E/CONF.82/C.1/SR.1 à 33 et E/CONF.82/C.2/SR.1 à 34) ainsi que des rapports des commissions plénières (E/CONF.82/11 et E/CONF.82/12) et du Comité de rédaction (E/CONF.82/13), la Conférence a élaboré la convention ci-après :

Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

21. Cette Convention, qui est soumise à ratification, acceptation, approbation ou à un acte de confirmation formelle, et qui restera ouverte à l'adhésion, a été adoptée par la Conférence le 19 décembre 1988 et ouverte à la signature le 20 décembre 1988, conformément à ses dispositions, jusqu'au 28 février 1989 à l'Office des Nations Unies à Vienne et, passé cette date, jusqu'au 20 décembre 1989 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en étant le dépositaire.

22. La Conférence a aussi adopté les résolutions ci-après, qui sont annexées au présent Acte final :

1. Echange de renseignements

2. Application provisoire de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes

3. Fourniture des ressources nécessaires à la Division des stupéfiants et au Secrétariat de l'Organe international des stupéfiants pour leur permettre de s'acquitter des tâches qui leur incombent en vertu des traités internationaux sur le contrôle des drogues.

EN FOI DE QUOI les représentants ont signé le présent Acte final.

FAIT à Vienne, le vingt décembre mil neuf cent quatre-vingt-huit, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe, chacun des textes faisant également foi.

ANNEXE

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ADOPTION D'UNE CONVENTION CONTRE LE TRAFIC ILLICITE DE STUPEFIANTS ET DE SUBSTANCES PSYCHOTROPES

1. **Echange de renseignements**

2. **Application provisoire de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes**

3. **Fourniture des ressources nécessaires à la Division des stupéfiants et au Secrétariat de l'Organe international des stupéfiants pour leur permettre de s'acquitter des tâches qui leur incombent en vertu des traités internationaux sur le contrôle des drogues**

RESOLUTION 1

Echanges de renseignements

La Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes,

Appelant l'attention sur la resolution III de la Conférence des Nations Unies de 1961 chargée d'adopter une Convention unique sur les stupéfiants, qui insiste sur l'importance des fiches techniques, concernant les trafiquants internationaux de drogues, établies par l'Organisation internationale de police criminelle et sur leur utilisation par cette organisation pour diffuser le signalement de ces trafiquants,

Considérant le dispositif mis au point par l'Organisation internationale de police criminelle pour l'échange en temps opportun et efficace de renseignements sur les enquêtes criminelles entre services de police sur le plan mondial,

Recommande que les services de police fassent l'usage le plus large possible des fichiers et du système de communications de l'Organisation internationale de police criminelle pour atteindre les objectifs de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

RESOLUTION 2

Application provisoire de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes

La Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes,

1. Prie instamment les Etats, dans la mesure où ils le peuvent, d'accélérer les procédures de ratification de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, afin qu'elle entre en vigueur aussitôt que possible;

2. Invite les Etats, dans la mesure où ils le peuvent, à appliquer provisoirement les mesures prévues dans la Convention en attendant son entrée en vigueur à l'égard de chacun d'eux;

3. Prie le Secrétaire général de transmettre la présente résolution au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale.

RESOLUTION 3

Fourniture des ressources nécessaires à la Division des stupéfiants et au secrétariat de l'Organe international des stupéfiants pour leur permettre de s'acquitter des tâches qui leur incombent en vertu des traités internationaux sur le contrôle des drogues

La Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes,

Reconnaissant que la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, cette Convention telle que modifiée par le Protocole de 1972 portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 et la Convention de 1971 sur les substances psychotropes restent la base des efforts internationaux en matière de contrôle des stupéfiants et des substances psychotropes et que la stricte application, tant par les gouvernements que par les organes internationaux de contrôle de l'Organisation des Nations Unies, des obligations découlant des conventions est indispensable pour atteindre les objectifs desdites conventions,

Considérant que la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes créera de nouvelles obligations et de nouvelles dépenses pour les gouvernements, la Commission des stupefiants, l'Organe international de contrôle des stupéfiants et leurs secrétariats respectifs,

Profondément alarmée par la portée des récentes réductions d'effectifs et de ressources budgétaires sur la capacité de la Division des stupéfiants et du Secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants d'exécuter intégralement leur programme de travail tel qu'il découle de leur mandat,

1. *Demande instamment* à tous les Etats Membres de prendre les mesures voulues à l'Assemblée générale ainsi que dans les organes financiers de l'Assemblée pour fixer le degré de priorité qui convient et approuver l'ouverture des crédits budgétaires nécessaires afin de doter la Division des stupéfiants et le Secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants des ressources nécessaires pour leur permettre de s'acquitter pleinement des tâches qui leur incombent en vertu de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, de la Convention sur les stupéfiants de 1961, de cette Convention telle que modifiée par le Protocole de 1972 portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, et de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes;

2. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires relevant de sa compétence pour donner effet aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Conferenza delle Nazioni Unite per l'adozione di una Convenzione contro il traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope

Vienna(Austria), 25 novembre-20 dicembre 1988

4 - Libreria - Suppl. ord. *G.U.* n. 267.

Convenzione delle Nazioni Unite contro il traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope- - Adottata dalla Conferenza nella sua 6a seduta plenaria, il 19 Dicembre 1988.---Le Parti alla presente Convenzione,

Profondamente preoccupate dall'ampiezza e dall'incremento della produzione, della domanda e del traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope che rappresentano una grave minaccia per la salute ed il benessere degli individui e che hanno effetti funesti sulle basi economiche,culturali e politiche della società,

Profondamente preoccupate inoltre dai crescenti effetti di devastazione causati dal traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope nei vari strati della società, in particolare a causa del fatto che in numerose regioni del mondo i bambini sono sfruttati in quanto consumatori sul mercato della droga ed utilizzati ai fini della illecita produzione, distribuzione e commercio di stupefacenti e di sostanze psicotrope, il che rappresenta un pericolo di incommensurabile gravità,

Riconoscendo i legami tra il traffico illecito ed altre attività criminali organizzate correlate, che minano i fondamenti della legittima economia e minacciano la stabilità , la sicurezza e la sovranità degli Stati,

Riconoscendo anche che il traffico illecito è un'attività criminale internazionale la cui eliminazione esige un'attenzione urgente e la massima precedenza;

Riconoscendo altresì che il traffico illecito é fonte di profitti finanziari e di patrimoni considerevoli che permettono alle organizzazioni criminali trasnazionali di penetrare, contaminare e corrompere le strutture dello Stato,, le attività commerciali e finanziarie legittime e la società a tutti i livelli,

Determinate a privare coloro che praticano il traffico illecito del frutto delle loro attività criminali ed a eliminare in tal modo il loro movente principale,

Desiderose di eliminare le cause profonde del problema dell'abuso di stupefacenti e di sostanze psicotrope, soprattutto la richiesta illecita di tali stupefacenti e sostanze ed i profitti considerevoli derivanti dal traffico illecito,

In considerazione della necessità di adottare misure per controllare alcune sostanze, compresi i precursori, i prodotti chimici ed i solventi che sono utilizzati nella fabbricazione di stupefacenti e di sostanze psicotrope e la cui disponibilità ha dato luogo ad un incremento della fabbricazione clandestina di tali stupefacenti e sostanze,

Risolute a migliorare la cooperazione internazionale per la repressione del traffico illecito via mare,

Riconoscendo che l'eliminazione del traffico illecito spetta alla responsabilità collettiva di tutti gli Stati e che un'azione coordinata é necessaria a tal fine nell'ambito della cooperazione internazionale,

Riconoscendo la competenza dell'Organizzazione delle Nazioni Unite in materia di controllo degli stupefacenti e di sostanze psicotrope ed auspicando che gli organismi internazionali competenti in materia esercitino la loro attività nel quadro di questa Organizzazione,

Riaffermando i principi direttivi dei trattati in vigore relativi agli stupefacenti ed alle sostanze psicotrope nonché il sistema di controllo stabilito da detti trattati,

Riconoscendo la necessità di rafforzare e completare le misure previste nella Convenzione unica sugli stupefacenti del 1961 in questa Convenzione come modificata dal Protocollo del 1972 che emenda la Convenzione Unica sugli stupefacenti del 1961 e nella Convenzione del 1971 sulle sostanze psicotrope al fine di ridurre l'ampiezza e l'estensione del traffico illecito e di attenuarne le gravi conseguenze,

Riconoscendo anche che occorre rafforzare ed accrescere i mzzi giuridici efficaci di cooperazione internazionale in materia penale per porre fine alle attività criminali internazionali costituite dal traffico illecito,

Desiderando stipulare una Convenzione internazionale globale, efficace ed operativa nell'intento specifico di lottare contro il traffico illecito nella quale si tenga conto dei vari aspetti dell'insieme del problema soprattutto di quelli che non sono trattati negli strumenti internazionali esistenti nel settore degli stupefacenti e delle sostanze psicotrope,

Convengono quanto segue:

Articolo primo

DEFINIZIONI Tranne indicazione espressa in senso opposto o qualora il contesto esiga diversamente, le seguenti definizioni si applicano a tutte le disposizioni della presente Convenzione:

a) per "beni" si intendono tutti i tipi di averi, materiali o immateriali, mobili o immobili, tangibili o intangibili, nonché gli atti giuridici o documenti attestanti la proprietà di tali averi o dei diritti relativi;

b) per "albero della coca" si intende qualunque specie di arbusto del genere erythroxylon;

c) per "Commissione" si intende la Commissione degli stupefacenti del Consiglio economico e sociale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite;

d) Per "confisca" si intende la privazione permanente di beni dietro decisione di un tribunale o altra autorità competente;

e) per "Consiglio" si intende il Consiglio economico e sociale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite;

f) per "Convenzione del 1961" s'intende la Convenzione unica sugli stupefacenti del 1961;

g) Per "-Convenzione del 1961 cosi' come modificata" s'intende la Convenzione unica sugli stupefacenti del 1961 cosi' come modificata dal Protocollo del 1972 che emenda la Convenzione unica sugli stupefacenti del 1961;

h) per "Convenzione del 1971" si intende la Convenzione del 1971 sulle sostanze psicotrope;

i) per "Stato di transito" si intende uno Stato sul cui territorio vengono spostate sostanze illecite - stupefacenti,sostanze psicotrope e sostanze figuranti alla Tabella I ed alla Tabella II - e che non é nè il punto di origine nè la destinazione finale di tali sostanze.

j) per "congelamento" o " sequestro" si intende il divieto temporaneo relativo al trasferimento, alla conversione, alla disposizione o al movimento di beni oppure il fatto di assumere provvisoriamente la custodia o il controllo di beni dietro decisione di un tribunale o di un'altra autorità competente;

k) per"consegna sorvegliata" si intendono i metodi atti a consentire il passaggio sul territorio di uno o più paesi, di stupefacenti o di sostanze psicotrope, di sostanze figuranti alla Tabella I o alla Tabella II annesse alla presente Convenzione o di sostanze che sono loro sostituite, spedite illecitamente o sospettate di esserlo, sotto il controllo delle autorità competenti dei predetti Paesi che ne sono a conoscenza, al fine di identificare le persone implicate nella perpetrazione dei reati di cui al paraqgrafo 1 dell'articolo 3 della Convenzione;

l) per "Organo" si intende l'Organo internazionale di controllo degli stupefacenti stabilito dalla Convenzione unica sugli stupefacenti del 1961 e questa Convenzione cosi' come modificata dal Protocollo del 1972 che emenda la Convenzione unica sugli stupefacenti del 1961;

m)per "papavero da oppio" si intende la pianta della specie "Papaver somniferum" L.;

n) per "canapa indiana" s'intende ogni pianta del genere canapa indiana;

o) per "prodotto" si intende qualsiasi bene proveniente direttamente o indirettamente dalla perpetrazione di un reato determinato conformemente con il paragrafo 1 dell'articolo 3 oppure ottenuto direttamente o indirettamente all'atto della trasgressione;

p) per "segretario generale " si intende il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite,

q) Per "stupefacente" si intende ogni sostanza di origine naturale o di sintesi figurante alla Tabella I o alla Tabella II della Convenzione del 1961 e della Convenzione del 1961 cosi' come modificata;

r) per "sostanza psicotropa" si intende ogni sostanza, avente origine naturale o di sintesi, oppure ogni prodotto naturale della Tabella I,II,III o IV della Convenzione del 1971 sulle sostanze psicotrope;

s) Per "Tabella I" e "Tabella II si intendono le liste di sostanze annesse alla presente Convenzione che potranno essere modificate periodicamente conformemente con l'articolo 12;

t) per "traffico illecito" si intendono le infrazioni di cui ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 3 della presente Convenzione;

u) per "trasportatore commerciale" si intende ogni persona o ente pubblico privato o altro che provveda al trasporto di persone, di beni,o di corriere a titolo oneroso.

Articolo 2

Ambito di applicazione della Convenzione

1. L'oggetto della presente Convenzione é di promuovere la cooperazione tra le Parti in modo tale che esse possano combattere con maggiore efficacia i vari aspetti del traffico illecito di stupefacenti e delle sostanze psicotrope di dimensioni internazionale. Nell'adempimento dei loro obblighi ai sensi della Convenzione, le Parti adottano le misure necessarie, compresi i provvedimenti legislativi e regolamentari compatibili con le disposizioni fondamentali dei loro rispettivi sistemi legislativi interni.

2. Le Parti adempiono ai loro obblighi in virtu' della presente Convenzione in maniera compatibile con i principi della parità sovrana e dell'integrità

territoriale degli Stati, ed in virtù del principio di non-intervento negli affari interni di altri Stati.

3. Ogni Parte si astiene dall'esercitare sul territorio di un'altra Parte competenze o funzioni che sono esclusivamente riservate alle Autorità di detta altra Parte dalla sua legislazione nazionale.

Articolo 3

Reati e sanzioni

1. Ciascuna Parte adotta i provvedimenti necessari per attribuire il carattere di reato, conformemente con la sua legislazione nazionale, qualora l'atto sia stato commesso intenzionalmente):

a) i) alla produzione, alla fabbricazione, all'estrazione, alla preparazione, all'offerta, alla messa in vendita, alla distribuzione, alla vendita,, alla consegna a qualsiasi condizione,alla mediazione, alla spedizione, alla spedizione in transito, al trasporto, all'importazione o all'esportazione di qualsiasi stupefacente o di qualunque sostanza psicotropa in violazione delle disposizioni della Convenzione del 1961, della Convenzione del 1961 cosi' come modificata o della Convenzione del 1971,

ii) alla coltivazione del papavero da oppio, dell'albero della coca o della pianta di canapa indiana,ai fini della produzione di stupefacenti in violazione delle disposizioni della Convenzione del 1961 e della Convenzione del 1961 cosi' come modificata.

iii) alla detenzione o all'acquisto di qualunque stupefacente o di ogni sostanza psicotropa ai fini di una delle attività enumerate al capoverso i) sopra

iv) alla fabbricazione, al trasporto o alla distribuzione di attrezzature di materiali o di sostanze figuranti alla Tabella I ed alla Tabella II, che la persona addetta sa essere destinate all'utilizzazione nella coltivazione, la produzione o la fabbricazione illecita di stupefacenti o di sostanze psicotrope, o a favore di esse;

v)all'organizzazione, alla gestione o al finanziamento di uno dei reati enumerati ai capoversi i),ii),iii) o iv) precedenti;

i) alla conversione o al trasferimento dei beni, effettuati con la consapevolezza che provengono da uno dei reati stabiliti in conformità con il capoverso a) del presente paragrafo o dalla partecipazione alla sua perpetrazione, alfine di dissimulare o di contraffare l'origine illecita di detti beni o di aiutare qualsiasi persona implicata nella perpetrazione di uno di tali reati a sfuggire alle conseguenze legali dei suoi atti;

ii) alla dissimulazione o alla contraffazione della reale natura, origine, luogo, disposizione, movimento o proprietà dei beni o relativi diritti , il cui autore sa essere provenienti da uno dei reati determinati conformemente con il capoverso a) del presente paragrafo o dalla partecipazione ad uno di questi reati ;

c) Fatti salvi i suoi principi costituzionali ed i concetti fondamentali del proprio sistema giuridico,

i) all'acquisto, alla detenzione o all'utilizzazione di beni il cui acquirente, detentore o utilizzatore sa, al momento in cui li riceve, essere provenienti da uno dei reati determinati conformemente con il capoverso a) del presente paragrafo o dalla partecipazione ad una di queste infrazioni;

ii) alla detenzione di attrezzature di materiali o di sostanze figuranti alla Tabella I o alla Tabella II il cui detentore sa che sono o debbono essere utilizzati nella coltivazione, produzione o fabbricazione illecite di stupefacenti o di sostanze psicotrope, o a favore di esse;

iii) al fatto di incitare o di indurre pubblicamente altrui con qualsiasi mezzo, a commettere uno dei reati determinati in conformità con il presente articolo o fare illecitemente uso di stupefacenti o di sostanze psicotrope;

iv) alla partecipazione ad uno dei reati determinati in conformità con il presente articolo o ad ogni associazione, intesa, tentativo o complicità tramite prestazione di assistenza, di aiuto o di consigli in vista della sua pepetrazione.

2. Fatti salvi i propri principi costituzionali ed i concetti fondamentali del proprio ordinamento giuridico, ciascuna Parte adotta le misure necessarie per attribuire la natura di reato, conformemente alla propria legislazione interna, qualora l'atto sia stato commesso intenzionalmente, alla detenzione ed all'acquisto di stupefacenti e di sostanze psicotrope, alla coltivazione di stupefacenti destinati al consumo personale in violazione delle disposizioni della Convenzione di Vienna del 1961, della Convenzione del 1961 cosi' come modificata oppure della Convenzione del 1971.

3. La conoscenza, l'intenzione, o la motivazione necessarie in quanto elementi di uno dei reati di cui al paragrafo 1 del presente articolo possono essere dedotte da circostanze di fatto obiettive.

4. a) Ciascuna Parte farà si' che i reati determinati in conformità con il paragrafo 1 del presente articolo siano punibili con sanzioni tenendo conto della loro gravità quali l'imprigionamento o altre pene privative della libertà, l'imposizione di multe ed il sequestro;

b) Le Parti possono prevedere che l'autore del reato sarà sottoposto a misure di trattamento terapeutico, di istruzione, di assistenza sanitaria post-ospedaliera , di riadattamento o di riinserimento sociale, come misure complementari alla condanna o alla sanzione penale decretata per un reato determinato in conformità con il paragrafo 1 del presente articolo;

c) Nonostante le disposizioni dei capoversi precedenti, in casi adeguati di reati di natura minore le Parti possono in particolare prevedere in luogo di una condanna o di una sanzione penale misure di educazione di riadattamento o di rinserimento sociale nonchè qualora l'autore del reato sia un tossicomane misure di trattamento terapeutico e di assistenza sanitaria post-ospedaliera ;

d) Le Parti possono prevedere che misure di trattamento terapeutico, di educazione, di assistenza sanitaria post-ospedaliera, di riadattamento o di riinserimento sociale dell'autore del reato siano sia in sostituzione della condanna o della pena decretate per un reato determinato conformemente con le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, sia in aggiunta ad essa.

5.Le Parti faranno in modo che i loro tribunali ed altre autorità competenti possano tener conto di circostanze di fatto che conferiscono una particolare gravità ai reati determinati in conformità con il paragrafo 1 del presente articolo, come:

a)Lapartecipazione all'esecuzione del reato, da parte di una organizzazione di malfattori alla quale appartiene l'autore del reato;

b) la partecipazione dell'autore del reato ad altre attività criminali organizzate a livello internazionale;

c) la partecipazione dell'autore del reato ad altre attività illegali facilitate dalla perpetrazione del reato;;

d) l'uso della violenza o di armi da parte dell'autore del reato;

e) il fatto che l'autore del reato abbia un incarico pubblico e che il reato sia collegato a detto incarico;

f) l'abuso o l'utilizzazione di minori;

g) il fatto che il reato sia stato commesso in uno stabilimento penitenziario, in un istituto d'istruzione, in un centro di servizi sociali o nella loro immediata vicinanza o in altri luoghi dove gli scolari e gli studenti praticano attività educative, sportive o sociali.

h) nella misura in cio' sia consentito dalla legislazione interna di una Parte,precedenti condanne soprattutto per analoghi reati, nel paese o all'estero.

6. Le Parti si sforzano di fare in modo che ogni potere giudiziario discrezionale conferito loro dalla loro legislazione interna e pertinente ai procedimenti giudiziari intentati contro individui per reati determinati in conformità con il presente articolo, venga esercitato in modo da valorizzare al massimo l'efficacia delle misure di individuazione e di repressione relative a detti reati tenendo debitamente conto della necessità di esercitare un effetto di dissuasione per quanto riguarda la loro perpetrazione.

7. Le Parti si accertano che i loro tribunali o altre autorità competenti prendano in considerazione la gravità dei reati enumerati al paragrafo 1 del presente articolo nonchè le circostanze di cui al paragrafo 5 del presente articolo qualora esse prendano in considerazione l'eventualità di un proscioglimento anticipato o condizionale di persone riconosciute colpevoli di tali reati.

8.Se del caso, ciascuna Parte determina nell'ambito della sua legislazione nazionale un periodo prolungato di prescrizione durante il quale possono essere intentati procedimenti per uno dei reati determinati in conformità con il paragrafo 1 del presente articolo. Questo periodo sarà piu' lungo se il presunto autore del reato si è sottratto alla giustizia.

9. Ciascuna Parte adotta, in conformità con il proprio ordinamento giuridico adeguati provvedimenti affinchè ogni persona accusata o riconosciuta colpevole dii un reato determinato conformemente con il paragrafo 1 del presente articolo, che si trova sul suo territorio assista allo svolgimento della procedura penale necessaria.

10. Ai fini della cooperazione tra le Parti in virtù della presente Convenzione ed in particolere della cooperazione in virtù degli articoli 5,6, 7 e 9, i reati determinati conformemente con il presente articolo non sono considerati come reati fiscali o politici nè considerati come aventi moventi politici, fatti salvi i limiti costituzionali e della legislazione fondamentale delle Parti.

11. Nessuna disposizione del presente articolo pregiudica il principio secondo il quale la determinazione dei reati che ne sono oggetto ed i mezzi giuridici di difesa relativi sono di esclusiva competenza del diritto interno di ciascuna Parte ed in base al quale i predetti reati sono perseguiti e puniti in conformità con detta legislazione.

Articolo4

COMPETENZA

1. Ciascuna Parte :

a) adotta le misure necessarie per stabilire la propria competenza per quanto riguarda i reati da essa determinati conformemente con il paragrafo 1 dell'articolo 3 quando :

i) il reato è stato commesso sul proprio territorio;

ii) il reato è stato commesso a bordo di una nave battente la sua bandiera o di un aeronave immatricolato conformemente con la sua legislazione nel momento in cui il reato è stato commesso;

b) Può adottare le misure necessarie per stabilire la propria giurisdizione per quanto riguarda i reati che essa ha determinato conformemente al paragrafo 1 dell'articolo 3 quando:

i) il reato è stato commesso da uno dei suoi concittadini o da una persona che risiede abitualmente sul suo territorio;

ii) il reato è stato commesso a bordo di una nave contro la quale questa Parte è stata autorizzata a prendere adeguati provvedimenti in virtù dell'articolo 17,

con la riserva che tale competenza sia esercitata solo in base agli accordi ed alle intese di cui ai paragrafi 4 e 9 di detto articolo;

iii) il reato fa parte di quelli determinati in base al capoverso c)iv) del paragrafo 1 dell'articolo 3 ed è stato commesso fuori del suo territorio al fine dell'esecuzione sul suo territorio di uno dei reati determinati conformemente con il paragrafo 1 dell'articolo 3.

2. Ciascuna Parte:

a) adotta anche le misure necessarie a determinare la sua competenza per quanto riguarda i reati che essa ha stabilito conformemente al paragrafo 1 dell'articolo 3 quando il presunto autore del reato si trova sul suo territorio ed essa non lo estrada verso il territorio di un' altra Parte per il motivo che:

i) il reato è stato commesso sul suo territorio o a bordo di una nave che batte la sua bandiera o di un aeronavee immatricolato conformemente con la sua legislazione nel momento in cui il reato è stato commesso, oppure

ii) il reato è stato commesso da uno dei suoi concittadini;

b) Puo anche adottare i provvedimenti necessari per determinare la sua competenza per quanto concerne i reati che essa ha stabilito conformemente con il paragrafo 1 dell'articolo 3 quando il presunto autore del reato si trova sul suo territorio ed essa non lo estrada ve rso il territorio di un'altra Parte.

3. La presente Convenzione non esclude l'esercizio di qualsiasi competenza in materia penale stabilita da una Parte conformemente alla propria legislazione nazionale.

Articolo 5
CONFISCA

1. Ciascuna Parte adotta i provvedimenti che si rivelano necessari per consentire la confisca:

a) dei prodotti derivanti da reati stabiliti in base al paragrafo 1 dell'articolo 3 o di beni il cui valore corrisponde a quello di tali prodotti;

b) degli stupefacenti, sostanze psicotrope, materiali ed attrezzature o altri strumenti utilizzati o destinati ad essere utilizzati in qualunque modo per i reati stabiliti conformemente con il paragrafo 1 dell'articolo 3.

2. Ciascuna Parte adotta inoltre i provvedimenti che si rivelano necessari per permettere alle sue autorità competenti di identificare individuare, congelare o sequestrare i prodotti i beni, gli strumenti oppure ogni altra cosa di cui al paragrafo 1 del presente articolo ai fini di una eventuale confisca.

3. Per poter applicare le misure previste al presente articolo, ciascuna Parte abilita i suoi tribunali o altre autorità competenti ad ordinare la presentazione o la confisca di documenti bancari, finanziari o commerciali. Le Parti non possono invocare il segreto bancario per rifiutare di dare effetto alle disposizioni del presente paragrafo.

4. a) Quando una Parte che abbia competenza a giudicare un reato determinato in conformità con il paragrafo 1 dell'articolo 3 presenta una richiesta ai sensi del presente articolo, la Parte sul di cui territorio sono situati prodotti beni, strumenti o ogni altra cosa di cui al paragrafo 1 del presente articolo:

i) trasmette la richiesta alle proprie Autorita' competenti in vista di far decretare una decisione di confisca, e qualora detta decisione venga decretata, la fa eseguire, oppure

ii) trasmette alle sue Autorità competenti affinchè venga eseguita nei limiti della richiesta la decisione di confisca presa dalla Parte richiedente in conformità con il paragrafo 1 del presente articolo per quanto riguarda prodotti beni strumenti od ogni altra cosa di cui al paragrafo 1 situato sul territorio della Parte richiesta.

b) Se una richiesta è effettuata in virtù del presente articolo da un' altra Parte che ha competenza a giudicare un reato determinato conformemente con il paragrafo 1 dell'articolo 3, la Parte richiesta prende provvedimenti per individuare, identificare, congelare o confiscare i prodotti, i beni, gli strumenti od ogni altra cosa di cui al paragrafo 1 del presente articolo, ai fini di un'eventuale confisca ordinata sia dalla Parte richiedente, sia a seguito di una domanda formulata in base al capoverso a) del presente paragrafo, dalla Parte richiesta.

c) le decisioni o misure previste ai capoversi a) e b) del presente paragrafo sono adottate dalla Parte richiesta conformemente con la sua legislazione interna ed in base alle disposizioni di tale legislazione, e conformemente alle sue regoledi procedura o ad ogni trattato, accordo o intesa bilaterale o multilaterale che la lega alla Parte richiedente;

d) Le disposizioni dei paragrafi da 6 a 19 dell'articolo 7 si applicano" mutatis mutandis ". Oltre alle informazioni di cui al paragrafo 10 dell'articolo 7 le richieste effettuate in conformità con il presente articolo contengono le seguenti informazioni:

i) Se la domanda è di competenza del capoverso a) i) del presente paragrafo, una descrizione dei beni da confiscare ed un esposto dei fatti sui quali si basa la Parte richiedente, che consenta alla Parte richiesta di far pronunciare una decisione di confisca nell'ambito della sua legislazione interna;

ii) Se la richiesta è di competenza del capoverso a)ii) una copia legalmente accettabile della decisione di confisca decretata dalla Parte richiedente su cui la domanda si basa, un esposto dei fatti, nonchè informazioni che indichino entro quali limiti si chiede che la decisione venga applicata;

iii) Se la richiesta è di competenza del capoverso b), un esposto dei fatti sui quali si basa la Parte richiedente ed una descrizione delle misure richieste.

e) Ciascuna Parte comunica al Segretario generale il testo delle leggi e dei regolamenti che danno effetto al presente paragrafo nonchè il testo di qualsiasi modifica legalmente apportata a dette leggi e regolamenti;

f) Se una Parte decide di subordinare l'adozione dei provvedimenti di cui ai capoversi a) e b) del presente paragrafo all'esistenza di un trattato in materia, essa considera la presente Convenzione come una base pattizia necessaria e sufficiente;

g) Le Parti si sforzeranno di concludere trattati accordi o intese bilaterali e multilaterali al fine di rafforzare l'efficacita' della cooperazione internazionale ai fini del presente articolo;

5. a) Ogni Parte che confisca prodotti o beni in attuazione del paragrafo 1 o del paragrafo 4 del presente articolo, ne dispone conformemente alla sua legislazione interna ed alle sue procedure amministrative;

b) Quando una Parte agisce dietro richiesta di un'altra Parte in applicazione del presente articolo essa può prevedere in particolare di concludere accordi che prevedano:

i) di versare il valore di detti prodotti e beni, oppure i fondi provenienti dalla loro vendita, o una parte sostanziale del valore di detti prodotti e beni ad organismi intergovernativi specia lizzati nella lotta contro il traffico illectio e l'abuso di stupefacenti e di sostanze psicotrope;

ii) di dividere con altre Parti, sistematicamente o caso per caso, tali prodotti o tali beni, oppure i fondi provenienti dalla loro vendita, in conformità con la sua legislazione interna, le sue procedure amministrative e con gli accordi bilaterali o multilaterali stipulati a tal fine.

6. a) Se determinati prodotti sono stati trasformati o convertiti in altri beni, detti beni possono essere oggetto delle misure di cui al presente articolo in luogo ed in sostituzione di questi prodotti;

b) Se dei prodotti sono stati mischiati a beni acquisiti lecitamente, tali beni fatto salvo ogni potere di confisca o di congelamento possono essere confiscati fino a concorrenza del valore stimato dei prodotti che vi sono stati mischiati;

c) I redditi ed altri benefici derivanti:

i) dai prodotti,

ii) Dai beni nei quali questi prodotti sono stati trasformati o convertiti, oppure

iii) dai beni ai quali sono stati mischiati dei prodotti,possono altresi' essere oggetto delle misure di cui al presente articolo nella stessa maniera e nella stessa misura dei prodotti.

7.Ciascuna Parte puo' prendere in considerazione l'ipotesi di invertire l'onere di prova per quanto concerne l'origine lecita dei prodotti presunti o di altri beni che possono essere oggetto di una confisca, nella misura in cui ciò sia conforme con i principi della sua legislazione interna e con la natura della procedura giudiziaria e delle altre procedure.

8.L'interpretazione delle disposizioni del presente articolo non deve in alcun caso pregiudicare i diritti dei terzi in buona fede.

9.Nessuna disposizione del presente articolo pregiudica il principio secondo il quale le misure che ne sono oggetto sono determinate ed eseguite conformemente al diritto interno di ciascuna Parte e secondo le disposizioni di detta legislazione.

Articolo 6
Estradizione

1.Il presente articolo si applica ai reati determinati dalle Parti conformemente al paragrafo 1 dell'articolo 3.

2. Ciascuno dei reati cui si applica il presente articolo è com tutti i diritti incluso in ogni trattato di estradizione in vigore tra le Parti in quanto reati il cui autore può essere estradato. Le Parti si impegnano ad includere tali reati come reati il cui autore può essere estradato in ogni trattato di estradizione che concluderanno.

3. Se una Parte che subordina l'estradizione all'esistenza di un trattato riceve una richiesta di estradizione di una Parte con la quale non ha concluso un simile trattato, essa può considerare la presente Convenzione come base legale di estradizione per i reati cui si applica il presente articolo. Le Parti che necessitano di misure legislative dettagliate per poter utilizzare la presente Convenzione in quanto base legale diestradizione prenderanno in considerazione l'adozione di tali misure.

4. Le Parti che non subordinano l'estradizione all'esistenza di un trattato riconoscono tra di loro alle infrazioni cui il presente articolo si applica, la natura di reato il cui autore può essere estradato.

5. L'estradizione è subordinata alle condizioni previste dal diritto della Parte richiesta o dai trattati di estradizione applicabili compresi i motivi per i quali la Parte richiesta può rifiutare l'estradizione.

6. Nell'esaminare le richieste ricevute in applicazione del presente articolo la Parte richiesta può rifiutarsi di giudicarle se le sue autorità giudiziarie o altre autorità competenti hanno ragioni fondate di ritenere che l'estradizione agevolerebbe l'esercizio di azioni giudiziarie o l'imposizione di una sanzione penale contro una persona per via della sua razza, della sua

religione della sua nazionalità o delle sue opinioni politiche, oppure recherebbe pregiudizio per uno qualunque di questi motivi ad una persona chiamata in causa dalla domanda.

7. Le Parti si sforzano di accelerare le procedure di estradizione e di semplificare i relativi requisiti in materia di prova per quanto concerne i reati cui si applica il presente articolo.

8. Fatte salve le disposizioni della sua legislazione interna e dei trattati di estradizione che essa ha stipulato la Parte richiesta può, dietro richiesta della Parte richiedente e qualora ritenga che le circostanze lo giustifichino e che vi sia urgenza, porre in detenzione una persona presente sul suo territorio e di cui si richiede l'estradizione oppure prendere nei suoi confronti ogni altra misura adeguata per assicurare la sua presenza durante la procedura di estradizione.

9. Fatto salvo l'esercizio della sua giurisdizione penale determinata conformemente alla sua legislazione interna, una Parte sul di cui territorio si trova il presunto autore di un reato deve:

a) Se, per i motivi enunciati al capoverso a) del paragrafo 2 dell'articolo 4, essa non lo estrada per un reato determinato conformemente al paragrafo 1 dell'articolo 3, sottoporre il caso allee sue autorità competenti per l'esercizio dell'azione penale, a meno che non ne sia convenuto diversamente con la Parte richiedente;

b) Se essa non lo estrada per tale reato ed ha determinato la propria giurisdizione per quanto riguarda tale reato, conformemente con il capoverso b) del paragrafo 2 dell'articolo 4, sottoporre il caso alle sue Autorità competenti per l'esercizio dell'azione penale a meno che la Parte richiedente non domandi una diversa procedura per salvaguardare la sua legittima competenza.

10. Se l'estradizione richiesta ai fini dell'esecuzione di una pena, è rifiutata in quanto la persona che è oggetto di tale richiesta è un cittadino della Parte richiesta quest'ultima, qualora la sua legislazione glielo consenta, conformemente con le disposizioni di tale legislazione e dietro richiesta della Parte richiedente,prenderà in considerazione di fare eseguire essa stessa la pena che è stata pronunciata conformemente con la legislazione della Parte richiedente , oppure la rimanenza di tale pena.

11. Le Parti si sforzeranno di stipulare accordi bilaterali e multilaterali per consentire l'estradizione o accrescerne l'efficacità.

12. Le Parti possono prevedere di concludere accordi bilaterali o multilaterali vertenti su questioni particolari o di natura generale, relativi al trasferimento nel loro paese di persone condannate a pene di imprigionamento o ad altre pene privative di libertà per i reati cui si applica il presente articolo, affinchè possano ivi scontare la rimanenza della pena.

Articolo 7
Assistenza giudiziaria reciproca

1. Le Parti si prestano reciprocamente , in conformità con il presente articolo,la più vasta assistenza giudiziaria possibile per tutte le inchieste, procedimenti penali e procedure giudiziarie relative alle infrazioni stabilite conformemente con il paragrafo 1 dell'articolo 3.

2. L'assistenza giudiziaria concessa in applicazione del presente articolo può essere richiesta per i seguenti fini::

a) raccogliere testimonianze o deposizioni,

b) notificare atti giudiziari;

c) Effettuare perquisizioni e confische;

d)Esaminare oggetti e visitare luoghi;

e) Fornire informazioni e corpi del reato;

f) Fornire originali o copie certificate conformi di documenti o fascicoli pertinenti, compresi estratti bancari, documenti contabili, fascicoli di società e documenti commerciali;

g)Identificare o individuare prodotti, beni, strumenti o altre cose al fine di raccogliere elementi di prova.

3. Le parti possono prestarsi tra di loro ogni altra forma di assistenza giudiziaria autorizzata dalla legislazione interna della parte richiesta.

4. Dietro richiesta, le Parti agevolano o incoraggiano nella misura compatibile con la loro legislazione e prassi interne, la presentazione o la messa a disposizione di persone, compresi i detenuti che accettano di fornire la loro partecipazione all'inchiesta o di partecipare alla procedura.

5. Le Parti non possono invocare il segreto bancario per rifiutare l'assistenza giudiziaria di cui al presente articolo.

6. Le disposizioni del presente articolo non pregiudicano in alcun modo gli obblighi derivanti da ogni altro trattato bilaterale o multilaterale che regoli o debba regolare, in tutto o in parte, l'assistenza giudiziaria reciproca in materia penale.

7. I paragrafi da 8 a 19 del presente articolo sono applicabili alle richieste effettuate conformemente al presente articolo se le Parti in questione non sono vincolate da un trattato di assistenza giudiziaria reciproca. Se queste Parti sono vincolate da un trattato di questo tipo, sono applicabili le disposizioni corrispondenti di tale trattato a meno che le Parti non convengano di applicare in luogo di esse le disposizioni dei paragrafi da 8 a 19 del presente articolo.

8. Le Parti indicano un'autorità o, se del caso, delle autorità che hanno la responsabilità ed il potere di rispondere alle richieste di assistenza giudiziaria o di trasmetterle alle autorità competenti per esecuzione. L'autorità o le autorità designate a tal fine sono oggetto di una notifica rivolta al Segretario Generale. La trasmissione delle domande di assistenza giudiziaria reciproca e di ogni comunicazione relativa avviene tra le autorità designate dalle Parti, s'intende che la presente disposizione non pregiudica il diritto di qualunque parte di esigere che tali domande e comunicazioni le siano inviate per le vie diplomatiche e nei casi urgenti se le Parti ne convengono tramite l'OIPC/Interpol se ciò è possibile.

9. Le richieste sono inviate per iscritto in una lingua accettabile per la Parte richiesta. La o le lingue accettabili per ciascuna Parte sono notificate al Segretario generale. In caso di urgenza e se le Parti ne convengono le richieste possono essere fatte verbalmente, ma dovranno essere immediatamente confermate per iscritto.

10. Le richieste di assistenza giudiziaria reciproca debbono contenere le seguenti informazioni:

a) la designazione dell'autorità da cui proviene la richiesta;

b) L'oggetto e la natura dell'inchiesta dei procedimenti penali o della procedura giudiziaria cui si riferisce la richiesta ed il nome e le funzioni dell'autorità che ne è incaricata;

c) Un riassunto dei fatti pertinenti, salvo per le richieste inviate ai fini della notifica di atti giudiziari;

d) Una descrizione dell'assistenza richiesta, nonchè il dettaglio di ogni particolare procedura che la Parte richiedente vorrebbe vedere attuata;

e) se possibile l'identità, l'indirizzo e la nazionalità di ogni persona interessata; nonchè

f) Lo scopo per il quale la testimonianza, le informazioni o le misure sono richieste.

11. La Parte richiesta può richiedere un supplemento di informazione qualora ciò le sembri necessario per dar seguito alla richiesta conformemente con la sua legislazione o quando ciò può facilitare l'espletamento della richiesta.

12. Ogni richiesta è espletata conformemente con la legislazione della Parte richiesta e, nella misura in cui ciò non contravviene con detta legislazione, e qualora ciò sia possibile, in conformità con le procedure specificate nella richiesta.

13. La Parte richiedente non comunica nè utilizza le informazioni o le testimonianze fornite dalla Parte richiesta per inchieste, procedimenti penali o procedure giudiziarie diverse da quelle che sono l'oggetto della domanda, senza il consenso preliminare della Parte richiesta.

14. La Parte richiedente può esigere che la Parte richiesta mantenga il segreto sulla richiesta e sul suo contenuto tranne nella misura necessaria per procedere al suo espletamento. Se la Parte richiesta non può soddisfare a questa esigenza essa ne informa immediatamente la Parte richiedente.

15. L'assistenza giudiziaria può essere rifiutata:

a), Se la richiesta non è effettuata in conformità con le disposizioni del presente articolo;

b) Se la Parte richiesta ritiene che l'espletamento della domanda può pregiudicare la sua sovranità, la sua sicurezza, il suo ordine pubblico o altri interessi essenziali;

c) Qualora la legislazione della Parte richiesta vieterebbe alle sue Autorità di adottare le misure richieste se si dovesse trattare di un reato analogo già precedentemente oggetto di un'inchiesta, di procedimenti penali o di una procedura giudiziaria nell'ambito della loro competenza;

d) Qualora fosse contrario all'ordinamento giuridico della Parte richiesta in materia di assistenza giudiziaria reciproca di accettare la richiesta.

16. Ogni rifiuto di assistenza giudiziaria reciproca deve essere motivato.

17. L'assistenza giudiziaria può essere differita dalla Parte richiesta per il motivo che essa potrebbe intralciare un'inchiesta, procedimenti penali o una procedura giudiziaria in corso. In tal caso la Parte richiesta consulta la Parte richiedente al fine di determinare se tale assistenza reciproca può ancora essere fornita alle condizioni reputate necessarie dalla Parte richiesta.

18. Un testimone, un esperto un'altra persona che acconsente a depositare una testimonianza durante una procedura o a collaborare ad un'inchiesta, a procedimenti penali o ad una procedura giudiziaria sul territorio della Parte richiedente non sarà nè perseguito, nè detenuto nè punito nè sottoposto ad alcun'altra limitazione della sua libertà personale in detto territorio per atti, omissioni o condanne precedenti alla sua partenza dal territorio della Parte richiesta. Tale

immunità cesserà quando il teste, l'esperto o detta persona, dopo aver avuto, per un periodo di 15 giorni consecutivi o per ogni altro periodo convenuto dalle Parti, a decorrere dalla data alla quale sono stati ufficialmente informati che la loro presenza non era più richiesta dalle autorità giudiziarie - la possibilità di abbandonare il territorio , vi siano tuttavia rimasti volontariamente, oppure, avendolo lasciato, vi siano ritornati di loro libera volontà.

19. Le spese ordinarie sostenute per espletare una domanda sono a carico della Parte richiesta a meno che non sia diversamente convenuto tra le Parti interessate. Qualora spese importanti o straordinarie siano o si rivelino ulteriormente necessarie per dare attuazione alla richiesta, le Parti si consulteranno per fissare le condizioni in base alle quali sarà dato segutio alla richiesta nonchè la maniera in cui le spese saranno prese a carico.

20. Le Parti prendono in considerazione, se del caso,la possibilità di concludere accordi o intese bilaterali conformi agli obiettivi delle disposizioni del presente articolo, danno ad essi effetto pratico o li rafforzano.

Articolo 8

Trasferimento delle procedure repressive

Le Parti prenderanno in considerazione la possibilità di trasferirsi reciprocamente le procedure repressive relative ai reati determinati conformemente al il paragrafo 1 dell'articolo 3 nei casi in cui il trasferimento sia necessario nell'interesse di una buona amministrazione della giustizia.

Articolo 9

Altre forme di cooperazione e di formazione.

1. Le Parti cooperano strettamente conformemente con i loro rispettivi ordinamenti giurididi ed amministrativi, in vista di rafforzare l'efficacità dell'azione di individuazione e di repressione volta a porre fine all'esecuzione dei reati stabiliti conformemente con il paragrafo 1 dell'articolo 3. In particolare in base ad accordi o intese bilaterali o multilaterali:

a) Esse stabiliscono e mantengono canali di comunicazione trà gli organismi ed i servizi nazionali competenti in vista di facilitare lo scambio sicuro e rapido di informazioni concernenti tutti gli aspetti dei reati determinati conformemente al paragrafo 1 dell'articolo 3, compresi, qualora le Parti interessate lo

ritengano appropriato i collegamenti di tale traffico con altre attività criminali;

b) Esse cooperano tra di loro, nel caso di reati determinati conformemente con il paragrafo 1 dell'articolo 3 e aventi carattere internazionale, mediante lo svolgimento di inchieste concernenti:

i) l'identità, il luogo dove si trovano e le attività che esercitano le persone sospettate dei reati determinati conformemente con il paragrafo 1 dell'articolo 3;

ii) il movimento di prodotti e di beni provenienti dalla perpetrazione di detti reati;

iii)) il movimento degli stupefacenti, sostanze psicotrope,e sostanze figuranti alla Tabella I ed alla Tabella II della presente Convenzione e gli strumenti utilizzati o destinati ad essere utilizzati nell'esecuzione di tali reati;

c) Se del caso, e qualora ciò non sia contrario alla loro legislazione interna, esse creano, tenendo conto della necessità di proteggere la sicurezza delle persone e delle operazioni, squadre miste incaricate di attuare le disposizioni del presente paragrafo. Gli agenti di ogni Parte membri di tali squadre si conformano alle indicazioni delle autorità competenti della Parte sul di cui territorio l'operazione si svolge. In tutti questi casi le Parti' interessate vigilano affinchè sia pienamente rispettata la sovranità della Parte sul di cui territorio l'operazione si svolge.

d) Esse forniscono, se del caso, le quantità necessarie di sostanze a fini di analisi o di inchiesta;

e) esse agevolano un efficace coordinamento tra i loro organismi e servizi competenti e favoriscono lo scambio di personale e di esperti, compresa l'assegnazione di agenti di collegamento.

2. Nella misura in cui ciò è necessario, ciascuna Parte istituisce, sviluppa o migliora programmi di formazione specifici ad intenzione dei membri dei suoi servizi di individuazione e di repressione e di altro personale, compresi gli agenti doganali incaricati della repressione dei reati stabiliti conformemente con il paragrafo 1 dell'articolo 3. Questi programmi dovranno vertere in particolare sui seguenti punti:

a) I metodi utilizzati per individuare e reprimere i reati determinati conformemente al paragrafo 1 dell'articolo 3;

b) Gli itinerari seguiti e le tecniche utilizzate dalle persone sospettate dei reati determinati conformemente con il paragrafo 1 dell'articolo 3, in particolare negli Stati di transito e le misure di lotta appropriate;

c) il controllo dell'importazione e dell'esportazione degli stupefacenti, sostanze psicotrope e sostanze figuranti alla Tabella I ed alla Tabella II;

d) l'individuazione ed il controllo del movimento di prodotti e di beni provenienti dall'esecuzione dei reati determinati conformemente al paragrafo 1 dell'articolo 3; e degli stupefacenti, sostanze psicotrope, sostanze figuranti alla Tabella I ed alla Tabella II e strumenti utilizzati o destinati ad essere utilizzati per commettere tali reati ;

e) I metodi utilizzati per trasferire dissimulare o contraffare questi prodotti, beni e strumenti;

f) la raccolta di elementi prova;

g) le tecniche di controllo nelle zone franche e nei porti franchi;

h) le tecniche moderne di individuazione e di repressione.

3. Le Parti si prestano a vicenda assistenza per pianificare ed eseguire programmi di formazione e di ricerca che consentano loro di scambiare conoscenze specializzate nei settori di cui al paragrafo 2 del presente articolo ed a tal fine organizzano anche, se del caso, conferenze e seminari regionali ed internazionali per stimolare la cooperazione e consentire l'esame di problemi di interesse comune compresi i problemi e necessità particolari degli Stati di transito.

Articolo 10
Cooperazione internazionale ed assistenza agli Stati di transito

1. Le Parti cooperano, direttamente o tramite le organizzazioni internazionali o regionali competenti in vista di aiutare e di appoggiare nella misura del possibile gli Stati di transito ed in particolare i paesi in via di sviluppo che necessitano di tale assistenza e di tale appoggio per mezzo di programmi di cooperazione tecnica volti ad impedire l'entrata ed il transito illeciti e relativi ad attività connesse.

2. Le Parti possono intraprendere direttamente tramite le organizzazioni internazionali o regionali competenti di fornire un aiuto finanziario a questi Stati di transito per sviluppare e rafforzare l'infrastruttura necessaria all'efficacità della lotta contro il traffico illecito e alla prevenzione di tale traffico.

3. Le Parti possono concludere accordi o intese bilaterali o multilaterali per rafforzare l'efficacia della cooperazione internazionale di cui al presente articolo e possono prevedere di concludere intese finanziarie al riguardo.

Articolo 11
Consegne sorvegliate

1. Se i principi fondamentali dei loro ordinamenti giuridici interni lo consentono, le Parti prendono i provvedimenti necessari tenendo conto delle loro possibilità per consentire un adeguato ricorso alle consegne sorvegliate a livello internazionale in base ad accordi o intese da esse eventualmente stipulate in vista di identificare gli individui implicati in reati stabiliti conformemente con il paragrafo 1 dell'articolo 3 e di intentare procedimenti contro di essi.

2. La decisione di ricorrere a consegne sorvegliate viene adottata in ogni fattispecie e puo, se del caso tener conto di accordi e di intese finanziarie per quanto riguarda l'esercizio della loro competenza da parte delle Parti interessate.

3. Le spedizioni illecite per le quali sia stato convenuto di sorvegliare la consegna possono, con il consenso delle Parti interessate essere intercettate ed autorizzate a proseguire il loro percorso, sia tali quali, sia dopo che gli stupefacenti o le sostanze psicotrope ne siano state sottratte o sostituite in tutto o in parte da altri prodotti.

Articolo 12

Sostanze frequentemente utilizzate nella fabbricazione illecita di stupefacenti di sostanze psicotrope.

1. Le Parti adottano le misure che esse ritengono appropriate per impedire la deviazione di sostanze figuranti alla Tabella I ed alla Tabella II ai fini della fabbricazione illecita di stupefacenti e di sostanze psicotrope e cooperano tra di loro a questo fine.

2. Se una Parte o l'Organo sono in possesso di informazioni che, a loro avviso necessitano che una sostanza venga iscritta nella Tabella I o nella Tabella II, esseinviano al Segretario generale una notifica accompagnata da tutte le informazioni pertinenti. La procedura descritta ai paragrafi da 2 a 7 del presente articolo si applica anche quando una Parte o l'Organo sono in possesso di informazioni che giustificano la radiazione di una sostanza dalla Tabella I o dalla Tabella II, o il passaggio di una sostanza da una tabella all'altra.

3. Il Segretario generale comunica questa notifica e tutte le informazioni che essa ritiene pertinenti alle Parti, alla Commissione e, se la notifica proviene da una Parte, all'Organo. Le Parti comunicano al Segretario generale le loro osservazioni relative alla notifica, nonchè ogni informazione complementare tale da poter aiutare l'Organo a procedere ad una valutazione e la Commissione a pronunciarsi.

4. Se l'Organo, tenendo conto dell'ampiezza, dell'importanza e della diversità degli usi leciti della sostanza e dopo aver esaminato se sia possibile ed agevole utilizzare sostanze di sostituzione sia per fini leciti sia per la fabbricazione illecita di stupefacenti o di sostanze psicotrope, constata:

a) che la sostanza è frequentemente utilizzata per la fabbricazione illecita di uno stupefacente o di una sostanza psicotropa, e

b) che la fabbricazione illecita di uno stupefacente o di una sostanza psicotropa, per via del loro volume e della loro ampiezza, crea gravi problemi di sanità pubblica o sociali, giustificando in tal modo un'azione a livello internazionale,

esso comunica alla Commissione una valutazione della sostanza indicando in particolare gli effetti probabili dell'iscrizione di detta sostanza alla Tabella I o alla Tabella II sia per quanto riguarda gli usi leciti che la fabbricazione illecita e, se del caso, formula raccomandazioni per quanto concerne le misure di controllo che sarebbero adeguate tenendo conto di tale valutazione.

5. La Commissione, tenendo conto delle osservazioni presentate dalle Parti e delle osservazioni e raccomandazioni dell'Organo la cui valutazione sarà determinante a livello scientifico e prendendo altresi' debitamente in considerazione tutti gli altri fattori pertinenti può decidere a maggioranza di due terzi dei suoi membri di iscrivere una sostanza alla Tabella I o alla Tabella II .

6. Ogni decisione presa dalla Commissione in virtù del presente articolo è comunicata dal Segretario generale a tutti gli Stati ed altri enti che sono Parti alla presente Convenzione o sono abilitati a divenirlo ed all'Organo. Essa prenderà pienamente effetto nei confronti di ciascuna Parte 180 giorni dopo la data della sua comunicazione.

7. a) Le decisioni prese dalla Commissione in virtù del presente articolo sono sottoposte al Consiglio per revisione se una Parte ne fa domanda entro i 180 giorni successivi alla data della loro notifica. La domanda deve essere inviata al Segretario generale accompagnata da tutte le informazioni pertinenti che la motivano;

b) Il Segretario Generale comunica copia della domanda e delle informazioni pertinenti alla Commissione all'Organo e a tutte le Parti invitandole a presentare le loro osservazioni entro 90 giorni. Tutte le osservazioni ricevute sono comunicate al Consiglio per esame;

c) Il Consiglio può confermare o annulare la decisione della Commissione. La sua decisione è comunicata a tutti gli Stati ed altri enti che sono Parti alla presente Convenzione o sono abilitati a divenirlo, alla Commission e all'Organo.

8. a) Fatto salvo il carattere generale delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo e delle disposizioni della Convenzione del 1961, della Convenzione del 1961 cosi' come modificata e della Convenzione del 1971, le Parti prendono le misure che ritengono appropriate per controllare, sul loro territorio, la fabbricazione e la distribuzione di sostanze figuranti alla Tabella I ed alla Tabella II,

b) A tal fine le Parti possono:.

i) Esercitare una sorveglianza su tutte le persone ed imprese che praticano la fabbricazione e la distribuzione di dette sostanze;

ii) sottoporre ad un regime di licenza gli stabilimenti ed i locali nei quali detta fabbricazione o distribuzione possono essere effettuate;

iii) Esigere che i titolari di una licenza ottengano un'autorizzazione per svolgere le operazioni summenzionate;

iv) Impedire l'accumulo da parte dei fabbricanti e dei distributori di quantitativi di dette sostanze in eccedenza a quelli richiesti dal funzionamento normale della loro impresa e dalla situazione del mercato.

9. Per quanto riguarda le sostanze figuranti alla Tabella I ed alla Tabella II, ciascuna Parte adotta le misure seguenti:

a) Stabilisce e mantiene un sistema di sorveglianza del commercio internazionale delle sostanze figuranti alla Tabella I ed alla Tabella II al fine di agevolare l'individuazione delle operazioni sospette. Questi sistemi di sorveglianza debbono essere attuati in stretta collaborazione con i fabbricanti, importatori, esportatori, grossisti e dettaglianti, che segnalano alle autorità competenti le ordinazioni e le operazioni sospette;

b) Prevede il sequestro di ogni sostanza figurante alla Tabella I ed alla Tabella II qualora esistano prove sufficienti che essa è destinata a servire alla fabbricazione illecita di uno stupefacente o di una sostanza psicotropa,

c) Informa il più rapidamente possibile le autorità ed i servizi competenti delle Parti interessate qualora vi siano ragioni di ritenere che una sostanza figurante alla Tabella I o alla Tabella II è importata, esportata o avviata in transito o in vista della fabbricazione illecita di stupefacenti o di sostanze psicotrope soprattutto fornendo a tali Autorità informazioni sulle modalità di pagamento utilizzate ed ogni altro elemento essenziale di prova.

d) esige che gli invii che sono oggetto d'importazioni e di esportazioni siano correttamente contrassegnati e accompagnati dai necessari documenti. I documenti commerciali quali fatture, manifesti di carico, documenti doganali di trasporto ed altri documenti di spedizione devono indicare i nomi delle sostanze che sono oggetto dell'importazione o dell'esportazione cosi' come figurano alla Tabella I o alla Tabella II, la quantità importata o esportata, nonchè il nome e l'indirizzo dell'esportatore, dell'importatore e quelli del destinatario quando è noto;

e) Fa in modo che i documenti di cui al capoverso d) del presente paragrafo siano conservati per almeno due anni e tenuti a disposizione per esame delle autorità competenti.

10. a) Oltre alle disposizioni del paragrafo 9), dietro richiesta inviata al Segretario generale dalla Parte interessata, ciascuna Parte del territorio dal quale una sostanza figurante alla Tabella I deve essere esportata, vigila affinchè, prima dell'esportazione, le informazioni seguenti siano fornite dalle sue Autorità competenti alle Autorità competenti del paese importatore:

i) nome e indirizzo dell'esportatore dell'importatore e, del destinatario quando è noto;

ii) designazione della sostanza cosi' come figura alla Tabella I,

iii) quantitativo di sostanza esportata;

iv) punto di ingresso e data di spedizione previsti;

v) ogni altra informazione reciprocamente convenuta tra le Parti;

b) Ogni Parte può adottare misure di controllo più rigorose o più severe di quelle previste al presente paragrafo se essa lo ritiene auspicabile o necessario.

11. Quando una Parte fornisce informazioni ad un'altra Parte conformemente con i paragrafi 9 e 10 del presente articolo, essa può esigere dalla Parte che le riceve che custodisca la natura riservata di ogni segreto economico, industriale o commerciale o professionale, o procedimento commerciale che tali informazioni possono contenere.

12. Ciascuna Parte fornisce annualmente all'Organo nella forma e con le modalità da esso definite ed utilizzando i formulari da quest'ultimo forniti, informazioni su:

a) I quantitativi di sostanze figuranti alla Tabella I ed alla Tabella II che sono stati sequestrati e lo loro origine se essa è nota;

b) Ogni altra sostanza che non è iscritta nella Tabella I o nella Tabella II ma che è stata identificata come avente servito per la fabbricazione illecita di stupefacenti o di sostanze psicotrope e che la Parte considera come sufficientemente importante da essere segnalata all'attenzione dell'Organo;

c) i metodi di deviamento e di fabbricazione illecita.

13. L'Organo fa rapporto ogni anno alla Commissione in merito all'attuazione del presente articolo e la Commissione esamina periodicamente se la Tabella I e la Tabella II sono adeguate e pertinenti.

14. Le disposizioni del presente articolo non si applicano nè ai preparati farmaceutici, nè agli altri preparati contenenti sostanze figuranti alla Tabella I o alla Tabella II e miscelati in modo tale che dette sostanze non possano essere agevolmente utilizzate nè estratte con mezzi agevoli da attuare.

Articolo 13
Materiali ed attrezzature

Le Parti adottano i provvedimenti che ritengono appropriati per prevenire il commercio e il deviamento di materiali e di attrezzature in vista della produzione o della fabbricazione illecite di stupefacenti e di sostanze psicotrope, ed esse cooperano a tal fine.

Articolo 14

Misure volte ad eliminare la coltivazione illecita delle piante delle piante da cui si estraggono stupefacenti ed a sopprimere la domanda illecita di stupefacenti e di sostanze psicotrope

1. Le misure adottate dalle Parti in virtù della presente Convenzione non saranno meno rigorose delle disposizioni applicabili alla eliminazione della coltivazione illecita di piante contenenti stupefacenti e sostanze psicotrope, ed alla eliminazione della domanda illecita di stupefacenti e di sostanze psicotrope ai sensi delle disposizioni della Convenzione del 1961, della Convenzione del 1961 cosi' come modificata e della Convenzione del 1971

2. Ciascuna Parte adotta misure appropriate per impedire sul suo territorio la coltura illecita di piante contenenti stupefacenti sostanze psicotrope come il papavero da oppio, l'albero della coca e la pianta di canapa indiana, e per distruggere quelle che vi fossero illecitamente coltivate. Le misure adottate debbono rispettare i diritti fondamentali dell'uomo e tenere debitamente conto degli usi leciti tradizionali - quando tali usi sono attestati dalla storia - nonche'della protezione dell'ambiente.

3. a) Le Parti possono cooperare per rendere più efficaci gli sforzi volti ad eliminare la coltivazione illecita. Tale cooperazione può in particolare comportare il sostegno di uno. sviluppo rurale integrato finalizzato a coltivazioni di sostituzione fattibili da un punto di vista economico. Prima di attuare tali programmi di sviluppo rurale si dovrà tener conto di fattori come l'accesso al mercato, le risorse disponibili e la situazione socio-economica. Le Parti possono convenire di altre misure appropriate di cooperazione;

b) Le Parti facilitano altresi' lo scambio di informazioni scientifiche e tecniche e l'esecuzione di lavori di ricerca concernenti l'eliminazione delle coltivazioni illecite;

c) Le Parti, quando hanno frontiere comuni, si sforzano di cooperare ai programmi di eliminazione della coltivazione illecita nelle loro rispettive zone frontaliere.

4. Le Parti adottano misure appropriate per eliminare o ridurre la domanda illecita di stupefacenti e di sostanze psicotrope in vista di diminuire le sofferenze dell'uomo e di far scomparire gli incitamenti di natura finanziaria al traffico illecito. Tali provvedimenti possono essere in particolare fondati sulle Raccomandazioni dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle istituzioni specializzate delle Nazioni Unite come l'Organizzazione mondiale della sanità ed altre Organizzazioni internazionali competenti, e sullo Schema Multidisciplinare completo adottato dalla Conferenza internazionale sull'abuso e sui traffico illecito di droghe svoltaosi nel 1987, nella misura in cui detto Schema concerne gli sforzi degli organismi governativi e nongovernativi, e l'iniziativa privata nel campo della prevenzione, del trattamento terapeutico e della riabilitazione. Le Parti possono concludere accordi o intese bilaterali volte a sopprimere o a ridurre la domanda illecita di stupefacenti e di sostanze psicotrope.

5. Le Parti possono anche adottare i provvedimenti necessari per la distruzione rapida o l'utilizzazione lecita degli stupefacenti, delle sostanze psicotrope e delle sostanze iscritte alla Tabella I ed alla Tabella II che sono state sequestrate o confiscate, e affinchè i quantitativi necessari debitamente certificati di queste sostanze siano ammissibili come prova.

Articolo 16
Documenti commerciali e marcatura delle esportazioni

1. Le Parti adottano i provvedimenti appropriati in vista di assicurare che i mezzi di trasporto utilizzati dai trasportatori commerciali non servano a commettere i reati determinati conformemente con il paragrafo 1 dell'articolo 3; tali misure possono includere la conclusione di intese speciali con i trasportatori commerciali.

2. Ciascuna Parte esige dai trasportatori commerciali che essi adottino ragionevoli precauzioni per impedire che i loro mezzi di trasporto servano a commettere i reati determinati conformemente con il paragrafo 1 dell'articolo 3. Tali precauzioni possono in particolare consistere:

a) Se il trasportatore commerciale ha la sua sede di affari principale sul territorio di detta Parte:

i) Nel formare personale che sia in grado di identificare gli invii o le persone sospette;

ii) nell'incoraggiare l'integrità del personale;

b) Se il trasportatore commerciale opera sul territorio di questa Parte:

i) nel depositare in anticipo le note di carico ogni qualvolta ciò sia possibile

ii) Nell'utilizzare, per i contenitori, sigilli infalsicabili e che possano essere oggetto di un controllo a parte :

iii) Nell'informare le autorità competenti, il prima possibile, di ogni circostanza sospetta che potrebbe essere collegata alla perpetrazione dei reati determinati conformemente al paragrafo 1 dell'articolo 3.

3. Ciascuna Parte vigila affinchè, nei punti di entrata e di uscita e nelle altre zone di controllo doganale, i trasportatori commerciali e le Autorità competenti cooperino in vista di impedire l'accesso non autorizzato ai mezzi di trasporto ed ai carichi e di applicare le misure di sicurezza appropriate.

Articolo 15
Trasportatori commerciali

1. Ciascuna Parte esige che le spedizioni lecite di stupefacenti e di sostanze psicotrope destinate all'esportazione siano accompagnate dei documenti necessari. Non solo le spedizioni devono soddisfare le disposizioni in materia di documentazione enunciate all'articolo 31 della Convenzione del 1961, all'articolo 31 della Convenzione del 1961 cosi' come modificata ed all'articolo 12 della Convenzione del 1971, ma i documenti commerciali come fatture, note di carico, documenti doganali di trasporto ed altri documenti di spedizione debbono indicare i nomi degli stupefacenti e delle sostanze psicotrope che sono oggetto dell'esportazione cosi' come figurano nelle tabelle pertinenti della Convenzione del 1961, della Convenzione del 1961 cosi' come modificata e della Convenzione del 1971, il quantitativo esportato nonche' il nome e l'indirizzo dell'esportatore, dell'importatore e quelli del destinatario se quest'ultimo è noto.

2. Ciascuna Parte esige che le spedizioni di stupefacenti e di sostanze psicotrope destinate all'esportazione non siano contrassegnate in maniera scorretta.

Articolo 17
Traffico illecito via mare

1. Le Parti cooperano, in tutta la misura del possibile in vista di porre fine al traffico illecito via mare in conformità con il diritto internazionale del mare.

2. Una Parte che ha motivi ragionevoli di sospettare che una nave che batte la sua bandiera o che non batte nessuna bandiera, ovvero che non sia in alcun modo immatricolata , pratichi il traffico illecito, può domandare alle altre Parti di aiutarla a porre fine a tale utilizzazione. Le Parti cosi' richieste forniscono tale assistenza compatibilmente con i mezzi di cui dispongono.

3. Una Parte che ha motivi ragionevoli di sospettare che una nave che esercita la libertà di navigazione conformemente al diritto internazionale e che inalbera la bandiera o porta l'immatricolazione di un'altra Parte, pratichi un traffico illecito può notificarla allo Stato di bandiera, domandare conferma dell'immatricolazione e se questa è confermata,chiedere a questo Stato l'autorizzazione di prendere misure appropriate nei confronti di questa nave.

4. Conformemente con le disposizioni del paragrafo 3 con i trattati in vigore tra di loro o con ogni altro accordo o intesa peraltro stipulata tra queste Parti, lo Stato di bandiera può in particolare autorizzare lo Stato richiedente a:

a) Fermare la nave in alto mare per ispezionarla;

b) visitare la nave;

c) se sono scoperte prove attestanti la partecipazione ad un traffico illecito, prendere adeguati provvedimenti nei confronti della nave, delle persone che si trovano a bordo e del carico.

5. Se una misura è adottata in attuazione del presente articolo, le Parti interessate tengono debitamente conto della necessità di non pregiudicare la sicurezza della vita in mare e quella della nave e del suo carico e di non recare pregiudizio agli interessi commerciali e giuridici dello Stato di bandiera o di ogni altro Stato interessato.

6. Lo Stato di bandiera può, in misura compatibile con i suoi obblighi a titolo del paragrafo 1 del presente articolo, subordinare la sua autorizzazione a condizioni decise di comune accordo tra lo Stato di bandiera e lo Stato richiedente in particolare per quanto riguarda la responsabilità.

7. Ai fini dei paragrafi 3 e 4 del presente articolo, ciascuna Parte risponde senza indugio ad ogni domanda rivoltale da un'altra Parte in vista di determinare se una nave che batte la sua bandiera vi è autorizzata, ed alle domande di autorizzazione presentate in applicazione del paragrafo 3. Nel momento in cui diviene Parte alla presente Convenzione ciascun Stato designa l'autorità, o, se del caso le autorità abilitate a ricevere tali domande ed a rispondervi. Entro il mese successivo a tale designazione, il Segretario generale notifica a tutte le altre Parti l'autorità designata da ciascuna di esse.

8. Una Parte che ha adottato una delle misure di cui al presente articolo informa senza indugio lo Stato di bandiera interessato dei risultati di tale misura.

9. Le Parti prenderanno in considerazione la conclusione di accordi o di intese bilaterali o regionali in vista di dare effetto alle disposizioni del presente articolo o di rafforzarne l'efficacità.

10 Le misure prese in applicazione del paragrafo 4 sono eseguite unicamente da navi da guerra o da aeronavi militari o da altre navi o aeronavi a tal fine debitamente abilitate che portano in maniera visibile un

contrassegno esterno e che sono identificabili come essendo al servizio dello Stato.

11. Ogni misura adottata conformemente con il presente articolo tiene debitamente conto, conformemente con il diritto internazionale del mare, della necessità di non sconfinare sui diritti e sugli obblighi e sull'esercizio della giurisdizione degli Stati costieri, e di non pregiudicare tali diritti, obblighi, o giurisdizione.

Articolo 18
Zone franche e porti franchi

1. Le Parti applicano, per porre fine al traffico illecito degli stupefacenti, delle sostanze psicotrope e delle sostanze figuranti alla Tabella I ed alla Tabella II nelle zone franche e nei porti franchi, misure che non saranno meno severe di quelle che applicano nelle altre parti del loro territorio.

2. Le Parti si sforzano:

a) di sorvegliare il movimento delle merci e delle persone nelle zone franche e nei porti franchi, ed a tal fine abilitano le autorità competenti a procedere allà visita dei carichi e delle navi in entrata ed in uscita, comprese le navi da diporto e da pesca, nonché le aeronavi ed i veicoli e, se del caso a frugare i membri dell'equipaggio ed i passeggeri nonchè i loro bagagli;

b) di stabilire e mantenere un sistema che consenta di individuare le spedizioni sospette di contenere stupefacenti, sostanze psicotrope o sostanze figuranti alla Tabella I ed alla Tabella II che entrano nelle zone franche e nei porti franchi o ne escono ;

c) di stabilire e di mantenere sistemi di sorveglianza nei bacini e nei depositi portuali nonchè negli aeroporti e nei posti di frontiera nelle zone franche e nei porti franchi.

Articolo 19

Utilizzazione dei servizi postali

1. In esecuzione dei loro obblighi derivanti dalle Convenzioni dell'Unione Postale Universale, ed in conformità con i principi fondamentali dei loro ordinamenti giuridici interni, le Parti prendono provvedimenti per porre fine alla'utilizzazione dei servizi

postali ai fini del traffico illecito e cooperano a tal fine tra di loro.

2. Le misure di cui al paragrafo 1 del presente articolo includono in particolare:

a) un'azione coordinata per la prevenzione e la repressione dell'utilizzazione dei servizi postali ai fini del traffico illecito;

b) L'adozione e l'attuazione, per mezzo dei servizi di individuazione e di repressione a tal fine abilitati, di tecniche d'inchiesta e di controllo atte a consentire di scoprire nelle consegne postali le spedizioni illecite di stupefacenti, di sostanze psicotrope e di sostanze figuranti alla Tabella I ed alla Tabella II;

c) Provvedimenti legislativi che consentano il ricorso a mezzi appropriati per raccogliere le prove necessarie per i procedimenti giudiziari.

Articolo 20

Informazioni che debbono essere fornite dalle parti

Le Parti forniscono alla Commissione, tramite il Segretario generale, informazioni sull'applicazione della presente Convenzione sul loro territorio, ed in particolare:

a) il testo delle leggi e dei regolamenti promulgati per dare effetto alla presente Convenzione;

b) dettagli sui casi di traffico illecito di loro competenza che esse ritengono importanti in quanto tali casi rivelano nuove tendenze, indicando i quantitativi di cui si tratta, le fonti da cui provengono le sostanze o i metodi utilizzati dalle persone che praticano il traffico illecito

2. Le Parti forniscono queste informazioni con le modalità ed alle date stabilite dalla Commissione.

Articolo 21

Funzioni della Commissione

La Commissione è abilitata ad esaminare tutte le questioni attinenti ai fini della presente Convenzione, ed in particolare:

a) In base alle informazioni presentate dalle Parti in conformità con l'articolo 20, la Commissione segue l'attuazione della presente Convenzione.

b) La Commissione può formulare suggerimenti e raccomandazioni generali basate sull'esame delle informazioni ricevute dalle Parti;

c) La Commissione può richiamare l'attenzione dell'Organo su tutte le questioni che possono essere attinenti alle funzioni di quest'ultimo;

d) La Commissione adotta i provvedimenti che ritiene appropriati per quanto riguarda ogni questione che le viene deferita dall'Organo in applicazione del paragrafo 1 b) dell'articolo 22;

e) La Commissione può, in conformità con le procedure enunciate all'articolo 12, modificare la Tabella I e la Tabella II;

La Commissione può richiamare l'attenzione degli Stati che non sono Parti sulle decisioni e le raccomandazioni che essa adotta in virtù della presente Convenzione affinchè essi prevedano di adottare provvedimenti in conseguenza.

Articolo 22
Funzioni dell'Organo

1.Fatte salve le funzioni che spettano alla Commissione in virtù dell'articolo 21 fatte salve le funzioni che spettano all'Organo ed alla Commissione in virtù de:lla Convenzione del 1961, della Convenzione del 1961 così come modificata e della Convenzione del 1971:

a) se, dopo aver esaminato le informazioni di cui dispongono l'Organo, il Segretario Generale o la Commissione, o le informazioni comunicate dagli organismi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, l'Organo ha motivi di ritenere che non sono state conseguite le finalità della presente Convenzione in settori di sua competenza, esso puo' invitare una Parte o delle Parti a fornire tutte le informazioni pertinenti;

b) Per quanto riguarda gli articoli 12,13 e 16:

i) Dopo aver agito conformemente con il capoverso a) del presente paragrafo, l'Organo può, qualora lo ritenga necessario, domandare alla parte interessata di prendere le misure correttive che, date le circostanze, appaiono necessarie per assicurare l'esecuzione delle disposizioni degli articoli 12, 13 e 16;

ii) Prima di agire in conformità con il capoverso iii) in appresso, l'Organo considererà come riservate le comunicazioni che avrà scambiato con la Parte interessata in virtù dei capoversi precedenti;

iii) L'Organo, qualora constati che la Parte interessata non ha preso i provvedimenti correttivi che era stata invitata a prendere in conformità con il presente capoverso, puo'' richiamare l'attenzione delle Parti, del Consiglio e della Commissione sulla questione. Ogni rapporto pubblicato in virtù del presente capoverso conterrà altresi' il parere della Parte interessata se quest'ultima lo richiede.

2. Ogni Parte sarà invitata a farsi rappresentare alle sessioni dell'Organo durante le quali una questione che la concerne direttamente deve essere esaminata in applicazione del presente articolo.

3. Nei casi in cui una decisione dell'Organo adottata in base al presente articolo non è unànime, deve essere rappresentata l'opinione della minoranza.

4. Le decisioni dell'Organo in base al presente articolo debbono essere prese a maggioranza di due terzi del numero totale dei membri dell'Organo.

5. L'Organo, nell'esercizio delle funzioni che gli spettano in virtù del capoverso a) del paragrafo 1 del presente articolo, salvaguardia la natura riservata di ogni informazione che potrà avere.

6. L'esecuzione dei trattati o degli accordi stipulati tra le Parti conformemente con le disposizioni della presente Convenzione non ricade sotto la responsabilità che incombe all'Organo in base al presente Articolo.

7. Le disposizioni del presente articolo non si applicano alle controversie tra le Parti ai sensi delle disposizioni dell'articolo 32.

Articolo 23
Rapporti dell'Organo

1. L'Organo redige un rapporto annuale sulle sue attività, nel quale analizza le informazioni di cui dispone e rende conto, in casi appropriati,riguardo ad eventuali spiegazioni fornite dalle Parti o loro richieste , formulando ogni osservazione e raccomandazione che ritiene opportuno fare. L'Organo può redigere rapporti supplementari se lo ritiene necessario. I rapporti sono presentati al Consiglio tramite la Commissione che può formulare ogni osservazione che ritenga opportuna.

2.I rapporti dell'Organo sono comunicati alle Parti e pubblicati in seguito dal Segretario Generale. Le Parti debbono autorizzare la loro distribuzione senza limitazioni.

Articolo 24

Applicazione di misure più severe di quelle prescritte dalla presente Convenzione.

Le Parti possono adottare misure più rigorose o più severe di quelle previste dalla presente Convenzione se esse lo ritengono auspicabile o necessario per prevenire o eliminare il traffico illecito.

Articolo 25
Non-deroga ai diritti ed obblighi derivanti da trattati precedenti

Le disposizioni della presente Convenzione non derogano ad alcun diritto od obbligo che la Convenzione del 1961, la Convenzione del 1961 cosi' come modificata o la Convenzione del 1971 riconoscono impongono alle Parti alla presente Convenzione.

Articolo 26
Firma

La presente Convenzione sarà aperta dal 20 dicembre 1988 al 28 febbraio 1989, presso l'Ufficio delle Nazioni Unite a Vienna e successivamente, fino al 20 dicembre 1989, presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York, alla firma:

a) di tutti gli Stati;

b) Della Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia;

c) delle Organizzazioni d'integrazione economica regionale aventi competenza in materia di negoziazione, di conclusione e di applicazione di accordi internazionali relativi a questioni che sono oggetto della, presente Convenzione,i riferimenti nella Convenzione a Parti, Stati o servizi nazionali essendo applicabili a queste organizzazioni entro i limiti della loro competenza.

Articolo 27
Ratifica, Accettazione, Approvazione o Atto di conferma formale

1 La presente Convenzione è soggetta alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione degli Stati e della Namibia rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia, e ad un atto di conferma formale delle organizzazioni regionali d'integrazione economica di cui al capoverso c) dell'articolo 26. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione e gli strumenti relativi agli atti di conferma formale saranno depositati presso il Segretario generale.

2. Nei loro strumenti di conferma formale, le organizzazioni regionali d'integrazione economica specificheranno l'ambito della loro competenza nei settori di competenza della presente Convenzione. Inoltre, queste organizzazioni informeranno il Segretario Generale di ogni modifica apportata alla portata della loro competenza nei settori coperti dalla Convenzione.

Articolo 28
Adesione

1. La presente Convenzione rimarrà aperta all'adesione di ogni Stato, della Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia, e delle organizzazioni d'integrazione economica regionale di cui al capoverso c) dell'articolo 26. L'adesione avrà luogo mediante il deposito di uno strumento di adesione presso il Segretario generale.

2. Nei loro strumenti di adesione, le organizzazioni di integrazione economica regionale specificheranno la portata della loro competenza nei settori coperti dalla presente Convenzione.Inoltre, queste organizzazioni informeranno il Segretario generale di ogni modifica apportata all'ambito della loro competenza nei settori coperti dalla Convenzione.

Articolo 29
Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il novantesimo giorno successivo alla data del deposito presso il Segretario generale, del ventesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione da parte degli Stati o dalla Namibia, rappresentata dal Consiglio per la Namibia.

2. Per ciascuno degli Stati e per la Namibia, rappresentata dal Consiglio per la Namibia che ratificheranno, accetteranno od approveranno la presente Convenzione o vi aderiranno dopo il deposito del ventesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, la Convenzione entrerà in vigore il novantesimo giorno dopo il deposito del suo strumento di ratifica di accettazione di approvazione o di adesione.

3. Per ciascuna organizzazione regionale di integrazione economica di cui al capoverso c) dell'articolo 26 che deporrà uno strumento relativo ad un atto di conferma formale o uno strumento di adesione, la Convenzione entrerà in vigore alla più lontana delle seguenti due date : il novantesimo giorno dopo detto deposito o alla data alla quale la Convenzione entrerà in vigore conformemente con il paragrafo 1 del presente articolo.

Articolo 30
Denuncia

1. Ogni Parte può denunciare la presente Convenzione in ogni tempo per mezzo di notifica scritta inviata al Segretario Generale.

2. La denuncia ha effetto per la Parte interessata un anno dopo la data alla quale la notifica sarà stata ricevuta dal Segretario generale.

Articolo 31
Emendamenti

1. Ogni Parte può proporre un emendamento alla presente Convenzione. Il testo di detto emendamento e le ragioni che lo motivano sono comunicate da tale Parte al Segretario generale il quale le trasmette alle altre Parti e domanda loro se esse accettano l'emendamento proposto. Se il testo di un emendamento distribuito in tal modo non è stato respinto da nessuna Parte nei 24 mesi successivi alla sua comunicazione, si riterrà che tale emendamento è stato accettato e che entra in vigore per ciascuna Parte 90

giorni dopo che questa Parte avrà depositato presso il Segretario generale uno strumento che esprime il suo consenso ad essere vincolato da detto emendamento.

2. Se un emendamento è stato respinto da una Parte, il Segretario generale inizia consultazioni con le Parti e, qualora una maggioranza lo domandi, deferisce la questione, nonchè ogni osservazione presentata dalle Parti, dinnanzi al Consiglio che può decidere di convocare una conferenza conformemente con il paragrafo 4 dell'articolo 62 della Carta delle Nazioni Unite. Ogni emendamento risultante da tale conferenza sarà riportato per iscritto in un protocollo di emendamento. Le Parti che consentono ad essere vincolate da questo Protocollo sono tenute ad informarne espressamente il Segretario Generale.

Articolo 32

Risoluzione delle controversie

1. Qualora sorga tra due o più Parti una controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione, le Parti si consulteranno in vista di risolvere tale controversia per via negoziale, d'inchiesta, di mediazione, di conciliazione, di arbitrato o di ricorso ad organismi regionali, per via giudiziaria o mediante altri mezzi pacifici di loro scelta.

2. Ogni controversia di tal sorta che non può essere risolta con i mezzi di cui al paragrafo 1 del presente articolo, sarà sottoposta, dietro richiesta di uno qualsiasi degli Stati Parti alla controversia, alla Corte internazionale di giustizia, per decisione.

3. Se un'organizzazione regionale d'integrazione economica di cui al capoverso c) dell'articolo 26 è parte ad una controversia che non può essere risolta nel modo previsto al paragrafo 1 del presente articolo, essa può tramite uno Stato membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, pregare il Consiglio di domandare un parere consultivo alla Corte internazionale di giustizia in virtù dell'articolo 65 dello Statuto della Corte, parere che sarà considerato come decisivo.

4. Ciascun Stato, all'atto di firmare, ratificare, accettare od approvare la presente Convenzione o di aderirvi o ciascuna organizzazione regionale d'integrazione economica all'atto della firma, del deposito di un atto di conferma formale o dell'adesione può dichiarare che non si considera vincolato dalle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 del presente articolo Le altre Parti non sono vincolate dalle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 nei confronti di una Parte che ha reso una tale dichiarazione.

5. Ogni Parte che ha effettuato una dichiarazione in base al paragrafo 4 del presente articolo può in ogni tempo ritirare questa dichiarazione mediante notifica inviata al Segretario generale.

Articolo 33
Testi autentici

I testi in lingua inglese, in lingua araba, in lingua cinese, in lingua spagnola, in lingua francese ed in lingua russa della presente Convenzione fanno ugualmente fede.

Articolo 34
Depositario

Il Segretario generale è il depositario della presente Convenzione.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO A VIENNA, in un esemplare originale, il venti dicembre millenovecentottantotto.

ANNESSO

TABELLA I

Acido lisergico
Efedrina
Ergometrina
Ergotamina
Fenil-1 propanone-2
........................Pseudo-efedrina

I sali delle sostanze iscritte nella presente Tabella in tutti i casi in cui l'esistenza di questi sali è possibile

TABELLA II

Acetone
Acido antranilico
Acido fenilacetico
Anidride acetica
Etere etilico
Piperidina

I sali delle sostanze figuranti nella presente Tabella in tutti i casi in cui l'esistenza di questi sali è possibile.

CONFERENZA DELLE NAZIONI UNITE PER L'ADOZIONE DI UNA CONVENZIONE CONTRO IL TRAFFICO ILLECITO DI STUPEFACENTI E DI SOSTANZE PSICOTROPE

Vienna (Austria), 25 novembre-20 dicembre 1988

ATTO FINALE DELLA CONFERENZA DELLE NAZIONI UNITE PER L'ADOZIONE DI UNA CONVENZIONE CONTRO IL TRAFFICO ILLECITO DI STUPEFACENTI E DI SOSTANZE PSICOTROPE

1. Nella sua risoluzione 39/141 del 14 dicembre 1984, l'Assemblea generale delle Nazioni Unite ha pregato il Consiglio economico e sociale dell'ONU, " in considerazione del paragrafo 3 dell'Articolo 62 e del paragrafo 1 dell'Articolo 66 della Carta delle Nazioni Unite e della Risoluzione 9 (I) adottata il 16 febbraio 1946 dal Consiglio stesso di invitare la Commissione degli stupefacenti ad iniziare la preparazione a titolo prioritario, nel corso della sua trentunesima sessione che avrà luogo nel febbraio 1985, di un progetto di Convenzione contro il traffico illecito di stupefacenti nel quale fossero trattati globalmente i vari aspetti del problema ed in particolare quelli che non sono trattati negli strumenti internazionali esistenti..."

2. Dando seguito a tale richiesta ed alle misure per darvi effetto adottate dalla Commissione degli Stupefacenti e dal Consiglio economico e sociale, il Segretario generale dell'ONU ha predisposto il testo iniziale di un progetto di convenzione contro il traffico illecito degli stupefacenti e delle sostanze psicotrope. In base alle osservazioni espresse in proposito dai governi e dai dibattiti che la Commissione degli stupefacenti ha tenuto su questo progetto nel corso della sua trentaduesima sessione nel 1987, il Segretario generale ha predisposto un documento di lavoro consolidato che è stato distribuito a tutti i governi nell'aprile 1987. Questo documento è stato esaminato nel corso di due sessioni di un gruppo intergovernativo di esperti a composizione aperta. Il 7 dicembre 1987, l'Assemblea Generale ha adottato la sua risoluzione 42/111 nella quale essa ha dato istruzioni complementari per far progredire la redazione del progetto di convenzione. Il gruppo di esperti essendo stato impossibilitato per mancanza di tempo ad esaminare a fondo tutti gli articoli, l'Assemblea Generale ha pregato il Segretario generale di prevedere di convocare nuovamente il gruppo

intergovernativo di esperti per una durata di due settimane immediatamente prima della decima sessione straordinaria della Commissione degli stupefacenti del febbraio 1988, alfine di proseguire la revisione del documento di lavoro sul progetto di convenzione contro il traffico illecito degli stupefacenti e delle sostanze psicotrope e, se possibile, di giungere ad un accordo relativo alla Convenzione. Nella sua decima sessione straordinaria svoltasi a Vienna dall'8 al 19 febbraio 1988, la Commissione degli stupefacenti ha esaminato il testo del progetto di convenzione ed ha deciso che alcuni di questi articoli dovranno essere rinviati alla Conferenza che venisse convocata per adottare una Convenzione. La Commissione ha anche raccomandato al Consiglio economico e sociale alcuni mezzi per accelerare la stesura del progetto di convenzione.

3. Nella sua risoluzione 1988/8 del 25 maggio 1988, il Consiglio economico e sociale avendo ricordato i lavori preparatori intrapresi dagli organi competenti dell'ONU in conformità con la risoluzione 39/141 dell'Assemblea generale ha deciso "di convocare, in conformità con il paragrafo 4 dell'Articolo 62 della Carta delle Nazioni Unite e nell'ambito delle disposizioni della risoluzione 366 (IV) dell'Assemblea Generale del 3 dicembre 1949, una Conferenza di plenipotenziari in vista dell'adozione di una convenzione contro il traffico illecito degli stupefacenti e delle sostanze psicotrope". Nella sua decisione 1988/120, parimenti adottata il 25 maggio 1988, il Consiglio ha deciso che la Conferenza si svolgerebbe a Vienna, dal 25 novembre al 20 dicembre 1988 e che il Segretario generale dovrebbe inviare un invito a partecipare alla Conferenza a coloro i quali erano stati invitati a partecipare alla Conferenza internazionale sull'abuso ed il traffico illecito di droghe svoltosi a Vienna dal 17 al 26 giugno 1987.

4. Nella sua risoluzione 1988/8, il Consiglio economico e sociale ha anche deciso di convocare un gruppo di studi in vista della Conferenza per esaminare alcuni progetti di articoli ed il progetto di convenzione globalmente per garantire l'uniformità del progetto di convenzione da sottoporre alla Conferenza. Il Gruppo di studio sul progetto di convenzione si è riunito presso l'Ufficio delle Nazioni Unite a Vienna, dal 27 giugno all'8 luglio 1988, ed ha adottato un rapporto (E/CONF.82/3) ad intenzione della Conferenza.

5. La Conferenza delle Nazioni Unite per l'adozione di una Convenzione contro il traffico illecito degli stupefacenti e delle sostanze psicotrope si è riunita alla Neue Hofburg a Vienna, dal 25 Novembre al 20 dicembre 1988.

6. In conformità con la risoluzione 1988/8 e con la decisione 1988/120 del Consiglio

economico e sociale entrambe adottate il 25 maggio 1988,

il Segretario generale ha invitato:

a) Tutti gli Stati a partecipare alla Conferenza;

b) La Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia, a partecipare alla Conferenza.

c) I rappresentanti delle organizzazioni che hanno ricevuto dall'Assemblea Generale un invito permanente a partecipare in quanto osservatori alle sessioni ed ai lavori di tutte le Conferenze internazionali, convocate sotto i suoi auspici, a partecipare alla Conferenza in tale qualità, in conformità con le risoluzioni 3237 (XXIX), in data 22 novembre 1974, e 31/152, in data 20 dicembre 1976, dell'Assemblea generale;

d) I rappresentanti dei movimenti di liberazione nazionale riconosciuti dall'Organizzazione dell'Unità africana nella sua regione a partecipare alla Conferenza in qualità di osservatori, in conformità con la risoluzione 3280 (XXIX)) dell'Assemblea generale in data 10 dicembre 1974;

e) Le istituzioni specializzate e l'Agenzia internazionale dell'energia atomica nonchè gli organi interessati dell'ONU a farsi rappresentare alla Conferenza;

f) Le altre organizzazioni intergovernative a farsi rappresentare da osservatori alla Conferenza;

g) Le organizzazioni non governative dotate di statuto consultivo presso il Consiglio economico e sociale interessate, ed altre organizzazioni non governative interessate che possono dare un contributo specifico ai lavori della Conferenza, sono state invitate a farvisi rappresentare da osservatori

7. Hanno partecipato alla Conferenza le delegazioni dei 106 Stati seguenti:

Afganistan, Albania, Algeria, Arabia Saudita, Argentina, Australia, Austria, Bahamas, Bahrein, Bangladesh, Barbados, Belgio, Birmania, Bolivia Botswana, Brasile, Bulgaria, Camerun, Canada, Capoverde, Cecoslovacchia, Cile, Cina, Cipro, Colombia, Costa Rica, Costa d'Avorio, Cuba, Danimarca, Filippine, Egitto,, Emirati arabi uniti, Equador, Etiopia, Finlandia, Francia, Gana, Germania, Giordania,Giamaica, Giappone Grecia, Guatemala, Guinea, Honduras, India, Indonesia, Iran (Repubblica islamica d'), Iraq, Irlanda Israele, Italia,

Iugoslavia, Jamahiriya araba libica, Kenya, Kuweit, Lussemburgo, Madagascar, Malesia, Malta, Marocco, Mauritius, Mauritania, Messico Monaco Nepal, Nicaragua, Nigeria Norvegia Nuova-Zelanda, Oman Pakistan, Panama, Papuasia-Nuova Guinea, Paraguay, Paesi Bassi Perù, Polonia, Portogallo, Qatar, Repubblica di Corea, Repubblica democratica tedesca, Repubblica dominicana, Repubblica socialista sovietica di Bielorussia, Repubblica socialista sovietica di Ucraina Repubblica Unita di Tanzania Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, Santa Sede, Senegal, Spagna, Sudan, Sri Lanka, Stati Uniti d'America, Svezia, Svizzera, Suriname , Tailandia, Tunisia, Turchia, Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche, Ungheria, Uruguay, Venezuela, Vietnam, Yemen e Zaire.

8. I rappresentanti dei movimenti di liberazione nazionale in appresso, invitati alla Conferenza dal Segretario generale, vi hanno assistito ed hanno partecipato in conformità con il regolamento interno della Conferenza (E/CONF.82/7): Congresso panafricanista di Azania e Organizzazione dei popoli dell'Africa sud-occidentale.

9. I rappresentanti delle istituzioni specializzate in appresso, invitate alla Conferenza dal Segretario generale, vi hanno assistito e partecipato in conformità con il regolamento interno della Conferenza: Organizzazione internazionale del Lavoro, Organizzazione dell'aviazione civile internazionale, Organizzazione delle Nazioni Unite per lo sviluppo industriale, Organizzazione delle Nazioni Unite per l'istruzione, la scienza e la cultura e Organizzazione mondiale della sanità.

10. I rappresentanti delle altre organizzazioni intergovernative in appresso, invitate alla Conferenza dal Segretario generale vi hanno assistito e partecipato in conformità con il regolamento interno della Conferenza: Ufficio del Piano di Colombo, Centro arabo di studi e di formazione in materia di sicurezza, Comunità economica europea, Consiglio di cooperazione doganale, Consiglio dell'Europa, Lega degli Stati Arabi, Organizzazione internazionale di polizia criminale e Trattato sud-americano sugli stupefacenti e le sostanze psicotrope.

11. Rappresentanti degli organi e degli organismi delle Nazioni Unite interessate, invitati alla Conferenza dal Segretario generale, vi hanno assistito e partecipato in conformità con il regolamento interno della Conferenza: Centro per lo sviluppo sociale e gli affari umanitari, Fond delle Nazioni Unite per la lotta contro l'abuso di droghe, Istituto delle Nazioni Unite per la prevenzione dei reati ed il trattamento dei delinquenti in Asia ed in Estremo Oriente, ed Organo internazionale di

controllo degli stupefacenti.

12. Hanno assistito o partecipato alla Conferenza, in conformità con il suo regolamento interno, gli osservatori delle organizzazioni non governative in appresso, invitate alla Conferenza dal Segretario Generale: Agenzia islamica di soccorso per l'Africa, Associazione delle scuole internazionali, Associazione del trasporto aereo internazionale, Associazione internazionale della pubblicità, Associazione internazionale dei giuristi democratici, Associazione internazionale dei Lions Clubs, Associazione mondiale delle guide e delle scouts, Associazione soroptimist internazionale, Ufficio internazionale cattolico dell'infanzia, Caritas Internationalis, Centro Italiano di solidarietà, Camera di Commercio internazionale, Comitato di coordinamento di organizzazioni ebree, Comunità internazionale Baha'ie, Comunità terapeutiche colombiane, Confederazione internazionale dei sindacati liberi, Consiglio internazionale delle donne, Consiglio internazionale dui problemi dell'alcoolismo e dei tossicomani, Cruz Blanca Panama, Programma di prevenzione per l'abuso della droga, Federazione abolizionista internazionale, Federazione internazionale degli assistenti sociali e delle assistenti sociali, Federazione internazionale delle donne professioniste nel settore liberale e commerciale, Federazione internazionale farmaceutica Integrative Drogenhilfe a.d. Fachhochschule Ffm. e.v,Trattamento per la disintossicazione dall'Oppio; Fondazione per l' addestramento a la ricerca, Affari Internazionali Pace del Regno Unito, Pax Romana, Unione europea femminile, Unione mondiale delle Organizzazioni femminili cattoliche e Zonta internazionale.

13. La Conferenza ha eletto Guillermo Bedregal Gutierrez (Bolivia) come Presidente.

14. La Conferenza ha eletto come vice-presidenti i rappresentanti dei seguenti Stati: Algeria, Argentina, Bahamas, Cina, Costa d'Avorio, Stati Uniti d'America, Francia, Iran (Repubblica Islamica d'), Giappone, Kenya, Malesia, Messico, Marocco, Nigeria, Pakistan, Filippine, Regno-Unito di Gran-Bretagna e d'Irlanda del Nord, Senegal, Sudan, Svezia, Turchia, Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche, Venezuela e Iugoslavia.

15. La Conferenza ha eletto la Sig.ra Mervat Tallawy (Egitto) come relatore generale.

16. La Conferenza ha istituito un Bureau nonche' le seguenti commissioni e comitati:

Bureau

Presidente: Il Presidente della Conferenza,

<u>Membri</u>:Il Presidente ed i Vice-Presidenti della Conferenza, il Relatore generale della Conferenza,i Presidenti delle Commissioni plenarie ed il Presidente del Comitato di redazione.

<u>*Commissioni plenarie*</u>

<u>Commissione I</u>

<u>Presidente</u> : Gioacchino Polimeni (Italia);

<u>Vice-Presidente</u>:M.A.Hena (Bangladesh)

<u>Relatore</u>: Oskar Hugler (Repubblica democratica tedesca)

<u>Commissione II</u>

<u>Presidente:: Istvan Bevar (Ungheria)</u>

<u>Vice-Presidente: L. H.J.B. van Gorkum (Paesi Bassi)</u>

<u>Relatore: Sig.ra Yolanda Fernandez Ochoa (Costa Rica)</u>

<u>Comitato di redazione</u>

<u>Presidente</u>: M.V.N. Rao (India)

<u>Vice-Presidente</u>:Hashem m.Kuran (Egitto)

<u>Membri</u>: Il Presidente del Comitato di redazione ed i rappresentanti degli Stati seguenti: Australia, Botswana, Canada, Cina, Colombia, Egitto, Spagna, Francia, Gana, Iraq, Peru, Senegal, Cecoslovacchia e Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche.

I relatori delle commissioni plenarie hanno partecipato in base alle loro qualifiche ai lavori del Comitato di redazione, in conformità con l'articolo 49 del Regolamento interno della Conferenza.

Commissione di verifica dei poteri

Presidente: M. Edouard Molitor (Lussemburgo)

Membri: I rappresentanti dei seguenti Stati: Bolivia, Botswana, Cina, Costa d'Avorio, Stati Uniti d'America, Giamaica, Lussemburgo, Tailandia e Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche.

17. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite era rappresentato dalla Sig.na Margaret J.Anstee, Vice Segretario generale, Direttore generale dell'Ufficio delle Nazioni Unite a Vienna. Il Signor Francisco Ramos-Galino, Direttore della Divisione stupefacenti è stato nominato Segretario esecutivo dal Segretario generale.

18. Alla Conferenza veniva presentato il rapporto (E/CONF.82/3) del Gruppo di studio convocato in conformità con la risoluzione 1988/8 del Consiglio economico e sociale in data 25 maggio 1988. Oltre ad un resoconto dei lavori del Gruppo di studio, il rapporto conteneva proposte concernenti il progetto di Convenzione presentate al Gruppo di studio per essere trasmesse alla Conferenza nonchè il testo del progetto di Convenzione contro il traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope (annesso II). Tale progetto di convenzione costituiva la proposta di base per l'esame da parte della Conferenza.

19. Durante i suoi lavori, la Conferenza ha suddiviso l'esame degli articoli figuranti nel progetto di convenzione tra le due Commissioni plenarie (Commissione I e Commissione II). Gli articoli da 1 a5 ed il preambolo sono stati rinviati alla Commissione I e gli altri articoli alla Commissione II. Ogni Commissione plenaria, dopo aver raggiunto un accordo sul testo di tale e talaltro articolo, lo sottoponeva al Comitato di redazione il quale lo rinviava alla Commissione. Le Commissioni plenarie hanno reso conto alla Conferenza in merito ai risultati dei loro lavori ed il Comitato di redazione ha presentato alla Conferenza un testo completo della Convenzione contro il traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope.

20. In base ai dibattiti riassunti nei resoconti analitici delle sedute della Conferenza (E/CONF.82/SR. 1 8) e delle commissioni plenarie (E/CONF.82/C1/SR.1 a 33 ed E/CONF.82/C.2/SR.1 a 34), nonchè dei rapporti delle commissioni plenarie (E/CONF.82/11 ed E/CONF.82/12) e del Comitato di redazione (E/CONF.82/13), la Conferenza ha elaborato la seguente Convenzione:

Convenzione delle Nazioni Unite contro il traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope.

21. Questa Convenzione, che è soggetta a ratifica, accettazione, approvazione o ad un atto di conferma formale, e che rimarrà aperta all'adesione, è stata adottata dalla Conferenza il 19 dicembre 1988 e aperta alla firma il 20 dicembre 1988 in conformità con le sue disposizioni, fino al 28 febbraio 1989 presso l'Ufficio delle Nazioni Unite a Vienna e, dopo questa data, fino al 20 dicembre 1989 presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York, essendone depositario il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

23. La Conferenza ha anche adottato le risoluzioni in appresso, annesse al presente Atto finale:

1. Scambio di informazioni

2. Applicazione provvisoria della Convenzione delle Nazioni Unite contro il traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope.

3. Fornitura delle risorse necessarie alla Divisione degli stupefacenti ed al Segretariato dell'Organo internazionale degli stupefacenti per consentir loro di adempiere alle funzioni loro spettanti in virtù dei trattati internazionali sul controllo delle droghe.

IN FEDE DI CHE i rappresentanti hanno firmato il presente Atto finale.

FATTO a Vienna, il venti dicembre millenovecentottantotto, in un unico esemplare che sarà depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, in inglese, arabo, cinese, spagnolo, francese ed in russo, ciascun testo facente ugualmente fede.

ANNESSO

RISOLUZIONI ADOTTATE DALLA CONFERENZA DELLE NAZIONI UNITE PER L'ADOZIONE DI UNA CONVENZIONE CONTRO IL TRAFFICO ILLECITO DI STUPEFACENTI E DI SOSTANZE PSICOTROPE

1. Scambio di informazioni

2. Applicazione provvisoria della Convenzione delle Nazioni Unite contro il traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope.

3. Fornitura delle risorse necessarie alla Divisione degli stupefacenti ed al Segretariato dell'Organo internazionale degli stupefacenti per consentir loro di adempiere alle funzioni loro spettanti in virtù dei trattati internazionali sul controllo delle droghe.

RISOLUZIONE 1

Scambio di informazioni

La Conferenza delle Nazioni Unite per l'adozione di una Convenzione contro il traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope

Richiamando l'attenzione sulla risoluzione III della Conferenza delle Nazioni Unite del 1961 incaricata di adottare una Convenzione unica sugli stupefacenti, che insiste sull'importanza di schede tecniche concernenti i trafficanti internazionali di droghe, stabilite dall'Organizzazione internazionale di polizia criminale e sulla loro utilizzazione da parte di questa Organizzazione per diffondere la segnalazione di questi trafficanti,

In considerazione del dispositivo messo a punto dall'Organizzazione internazionale di polizia criminale per lo scambio tempestivo ed efficace di informazioni sulle inchieste criminali tra servizi di polizia a livello mondiale,

Raccomanda che i servizi di polizia facciano il più largo uso possibile degli schedari e del sistema di comunicazione dell'Organizzazione internazionale di politica criminale per raggiungere gli obiettivi della Convenzione delle Nazioni Unite contro il traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope.

RISOLUZIONE 2

Applicazione provvisoria della Convenzione delle Nazioni Unite contro il traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope

La Conferenza delle Nazioni Unite per l'adozione di una Convenzione contro il traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope

1. Sollecita gli Stati ad accelerare,

nella misura in cui possono farlo, le procedure di ratifica della Convenzione delle Nazioni Unite contro il traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope, affinchè essa entri in vigore il prima possibile;

2. Invita gli Stati ad applicare provvisoriamente, nella misura in cui possono farlo, le misure previste nella Convenzione in attesa della sua entrata in vigore nei confronti di ciascuno di essi;

3. Prega il Segretario generale di trasmettere la presente risoluzione al Consiglio economico e sociale ed all'Assemblea generale.

RISOLUZIONE 3

<u>Fornitura delle risorse necessarie alla Divisione degli stupefacenti ed al segretariato dell'Organo internazionale degli stupefacenti per consentir loro di adempiere alle funzioni loro spettanti in virtù dei trattati internazionali sul controllo delle droghe</u>

<u>La Conferenza delle Nazioni Unite per l'adozione di una Convenzione contro il traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope,</u>

<u>Riconoscendo</u> che la Convenzione Unica suglistupefacenti del 1961, questa Convenzione così come modificata dal Protocollo del 1972 recante emendamento della Convenzione Unica sugli stupefacenti del 1961 e la Convenzione del 1971 sulle sostanze psicotrope, rimangono la base degli sforzi internazionali in materia di controllo degli stupefacenti e delle sostanze psicotrope, e che è indispensabile una rigorosa applicazione sia da parte dei governi che degli organi internazionali di controllo dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, degli obblighi derivanti dalle convenzioni, per raggiungere gli obiettivi delle predette Convenzioni,

<u>Considerando</u> che la Convenzione delle Nazioni Unite contro il traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope creerà nuovi obblighi, e nuove spese per i governi, la Commissione degli stupefacenti, l'Organo internazionale di controllo degli stupefacenti ed i loro rispettivi segretariati,

<u>Profondamente allarmata</u> dalla portata delle recenti riduzioni di personale e di risorse di bilancio, sulla capacità della Divisione degli stupefacenti e del Segretariato dell'Organo internazionale di controllo degli stupefacenti di eseguire integralmente il loro programma di lavoro come risulta dal mandato affidato loro;

<u>1. Sollecita</u> tutti gli Stati Membri a prendere i provvedimenti richiesti nell'Assemblea Generale nonché negli organi finanziari dell'Assemblea per stabilire un opportuno grado di precedenza ed approvare l'apertura dei crediti di bilancio necessari al fine di dotare la Divisione

degli stupefacenti ed il Segretariato dell'Organo Internazionale di controllo degli stupefacenti delle risorse necessarie per consentir loro di adempiere pienamente alle funzioni loro spettanti in virtù della Convenzione delle Nazioni Unite contro il traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope della Convenzione sugli stupefacenti del 1961, di questa Convenzione così come modificata dal Protocollo del 1972 recante emendamento della Convenzione unica sugli stupefacenti del 1961 e della Convenzione del 1971 sulle sostanze psicotrope;

2. Prega il Segretario generale di prendere i provvedimenti necessari di sua competenza per dare effetto alle norme del paragrafo 1 precedente.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 4790):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DE MICHELIS) il 20 aprile 1990.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 3 luglio 1990, con pareri delle commissioni I, II, V, IX e XII.

Esaminato dalla III commissione il 17 luglio 1990.

Esaminato in aula e approvato il 24 luglio 1990.

Senato della Repubblica (atto n. 2377):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 27 luglio 1990, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 8ª e 12ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 10 ottobre 1990.

Relazione scritta annunciata il 16 ottobre 1990 (atto n. 2377/*A* - relatore sen. BONALUMI).

Esaminato in aula e approvato il 18 ottobre 1990.

90G0367

LEGGE 5 novembre 1990, n. 329.

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito, con scambio di note, fatta a Pallanza il 21 ottobre 1988.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra il Governo della Repubbica italiana e il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito, con scambio di note, fatta a Pallanza il 21 ottobre 1988.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere alla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dal paragrafo 2 dell'articolo 30 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 novembre 1990

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

CONVENZIONE

TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA ED IL GOVERNO DEL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E D'IRLANDA DEL NORD PER EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI E PREVENIRE LE EVASIONI FISCALI IN MATERIA DI IMPOSTE SUL REDDITO

Il Governo della Repubblica italiana ed il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord;

Desiderosi di concludere una nuova Convenzione per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1

I soggetti

La presente Convenzione si applica alle persone che sono residenti di uno o di entrambi gli Stati contraenti.

ARTICOLO 2

Imposte considerate

(1) Le imposte attuali cui si applica la Convenzione sono:

(a) per quanto concerne il Regno Unito:

(i) l'imposta sul reddito (the income tax);

(ii) l'imposta sulle società (the corporation tax);

(iii) l'imposta sugli utili di capitale (the capital gains tax);

(iv) l'imposta sul reddito derivante dal petrolio (the petroleum revenue tax)

(qui di seguito indicate quali "imposta del Regno Unito").

(b) per quanto concerne l'Italia:

(i) l'imposta sul reddito delle persone fisiche;

(ii) l'imposta sul reddito delle persone giuridiche;

(iii) l'imposta locale sui redditi;

ancorché riscosse mediante ritenuta alla fonte (qui di seguito indicate quali "imposta italiana").

(2) La presente Convenzione si applicherà anche alle imposte future di natura identica o analoga che verranno istituite da ciascuno Stato contraente dopo la firma della presente Convenzione in aggiunta o in sostituzione delle imposte di detto Stato contraente indicate nel paragrafo (1) del presente Articolo. Le autorità competenti degli Stati contraenti si comunicheranno le modifiche sostanziali apportate alle rispettive legislazioni fiscali.

ARTICOLO 3

Definizioni generali

(1) Ai fini della presente Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione:

(a) il termine "Regno Unito" designa la Gran Bretagna e l'Irlanda del Nord, ivi comprese le zone al di fuori del mare territoriale del Regno Unito le quali in conformità al diritto internazionale sono state o possono in futuro essere considerate, ai sensi della legislazione del Regno Unito sulla Piattaforma Continentale, come zone nelle quali possono essere esercitati i diritti del Regno Unito riguardanti il fondo ed il sottosuolo marino nonché le loro risorse naturali;

(b) il termine "Italia" designa la Repubblica italiana e comprende le zone al di fuori del mare territoriale italiano le quali, ai sensi della legislazione italiana concernente la ricerca e lo sfruttamento delle risorse naturali, possono essere considerate come zone nelle quali possono essere esercitati i diritti dell'Italia riguardanti il fondo ed il sottosuolo marino, nonchè le loro risorse naturali;

(c) le espressioni "uno Stato contraente" e "l'altro Stato contraente" designano, come il contesto richiede, il Regno Unito o l'Italia;

(d) il termine "persona" comprende le persone fisiche, le società ed ogni altra associazione di persone, ma non comprende le società di persone le quali non sono considerate persone giuridiche ai fini dell'imposizione in ciascuno Stato contraente;

(e) il termine "società" designa qualsiasi persona giuridica o qualsiasi ente che è considerato persona giuridica ai fini dell'imposizione;

(f) le espressioni "impresa di uno Stato contraente" e "impresa dell'altro Stato contraente" designano rispettivamente una impresa esercitata da un residente di uno Stato contraente e un'impresa esercitata da un residente dell'altro Stato contraente;

(g) il termine "nazionale" designa:

   (i) per quanto concerne il Regno Unito, ogni cittadino del Regno Unito ed ogni soggetto britannico che non possiede la cittadinanza di ogni altro Paese o territorio del Commonwealth, a condizione che abbia il diritto di risiedere nel Regno Unito, nonchè ogni persona giuridica, società di persone, associazione o altro ente costituito in conformità alla legislazione in vigore nel Regno Unito;

(ii) per quanto concerne l'Italia, ogni persona fisica che possiede la cittadinanza italiana, nonchè ogni persona giuridica, società di persone ed associazione costituita in conformità alla legislazione in vigore in Italia;

(h) per "traffico internazionale" s'intende qualsiasi attività di trasporto effettuato per mezzo di una nave o di un aeromobile da parte di una impresa la cui sede di direzione effettiva è situata in uno Stato contraente, ad eccezione del caso in cui la nave o l'aeromobile sia impiegato esclusivamente tra località situate nell'altro Stato contraente;

(i) il termine "autorità competente" designa, per quanto concerne il Regno Unito, i Commissioners of Inland Revenue od un loro rappresentante autorizzato e per quanto concerne l'Italia, il Ministero delle Finanze;

(j) il termine "imposta" designa, come il contesto richiede, l'imposta del Regno Unito o l'imposta italiana.

(2) Per l'applicazione della presente Convenzione da parte di uno Stato contraente le espressioni non diversamente definite hanno il significato che ad esse è attribuito dalla legislazione di detto Stato contraente relativa alle imposte oggetto della Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione.

ARTICOLO 4

Domicilio fiscale

(1) Ai fini della presente Convenzione, l'espressione "residente di uno Stato contraente" designa ogni persona che, in virtù della legislazione di detto Stato, è assoggettata ad imposta nello stesso Stato a motivo del suo

domicilio, della sua residenza, della sede della sua direzione o di ogni altro criterio di natura analoga. Tuttavia, tale espressione non comprende le persone che sono imponibili in questo Stato contraente soltanto per i redditi provenienti da fonti ivi situate.

(2) Quando, in base alle disposizioni del paragrafo (1) del presente articolo, una persona fisica è considerata residente di entrambi gli Stati contraenti, la sua situazione è determinata in conformità alle seguenti disposizioni:

(a) detta persona è considerata residente dello Stato contraente nel quale dispone di un'abitazione permanente. Quando essa dispone di un'abitazione permanente in ciascuno degli Stati contraenti, è considerata residente dello Stato contraente nel quale le sue relazioni personali ed economiche sono più strette (centro degli interessi vitali);

(b) se non si può determinare lo Stato contraente nel quale detta persona ha il centro dei suoi interessi vitali, o se la medesima non dispone di un'abitazione permanente in alcuno degli Stati contraenti, essa è considerata residente dello Stato contraente in cui soggiorna abitualmente;

(c) se detta persona soggiorna abitualmente in entrambi gli Stati contraenti ovvero non soggiorna abitualmente in alcuno di essi, essa è considerata residente dello Stato contraente del quale ha la nazionalità;

(d) se detta persona ha la nazionalità di entrambi gli Stati contraenti ovvero non ha la nazionalità di alcuno di essi, le autorità competenti degli Stati contraenti risolvono la questione di comune accordo.

(3) Quando, in base alle disposizioni del paragrafo (1) del presente articolo, una persona diversa da una persona fisica è considerata residente di entrambi gli Stati contraenti, si ritiene che essa è residente dello Stato contraente in cui si trova la sede della sua direzione effettiva.

ARTICOLO 5

Stabile organizzazione

(1) Ai fini della presente Convenzione, l'espressione "stabile organizzazione" designa una sede fissa di affari in cui un'impresa esercita in tutto o in parte la sua attività.

(2) L'espressione "stabile organizzazione" comprende in particolare:

(a) una sede di direzione;
(b) una succursale;
(c) un ufficio;
(d) una officina;
(e) un laboratorio;
(f) una miniera, un pozzo di petrolio o di gas, una cava o ogni altro luogo di estrazione o di sfruttamento di risorse naturali;
(g) un cantiere di costruzione o di montaggio la cui durata oltrepassa i dodici mesi.

(3) Non si considera che vi sia una "stabile organizzazione" se:

(a) si fa uso di una installazione ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna di merci appartenenti all'impresa;
(b) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna;

(c) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini della trasformazione da parte di un'altra impresa;

(d) una sede fissa di affari è utilizzata ai soli fini di acquistare merci o di raccogliere informazioni per l'impresa;

(e) una sede fissa di affari è utilizzata, per l'impresa, ai soli fini di pubblicità, di fornire informazioni, di ricerche scientifiche o di attività analoghe che abbiano carattere preparatorio o ausiliario.

(4) Una persona che agisce in uno Stato contraente per conto di una impresa dell'altro Stato contraente - diversa da un agente che goda di uno status indipendente, di cui al paragrafo (5) del presente articolo - è considerata "stabile organizzazione" nel primo Stato se essa ha ed abitualmente esercita in detto Stato il potere di concludere contratti a nome dell'impresa, salvo il caso in cui la sua attività sia limitata all'acquisto di merci per l'impresa.

(5) Non si considera che un'impresa di uno Stato contraente ha una stabile organizzazione nell'altro Stato contraente per il solo fatto che essa vi esercita la propria attività per mezzo di un mediatore, di un commissionario generale o di ogni altro intermediario che goda di uno status indipendente, a condizione che dette persone agiscano nell'ambito della loro ordinaria attività.

(6) Il fatto che una società residente di uno Stato contraente controlli o sia controllata da una società residente dell'altro Stato contraente ovvero svolga la sua attività in questo altro Stato (sia per mezzo di una stabile organizzazione oppure no) non costituisce di per sè motivo sufficiente per far considerare una qualsiasi delle dette società una stabile organizzazione dell'altra.

ARTICOLO 6

Redditi immobiliari

(1) I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae da beni immobili (compresi i redditi delle attività agricole o forestali) situati nell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

(2) L'espressione "beni immobili" ha il significato che ad essa è attribuito dal diritto dello Stato contraente in cui i beni stessi sono situati. L'espressione comprende in ogni caso gli accessori, le scorte morte o vive delle imprese agricole e forestali, nonchè i diritti ai quali si applicano le disposizioni del diritto privato riguardanti la proprietà fondiaria. Sono, altresì, considerati "beni immobili" l'usufrutto di beni immobili e i diritti relativi a canoni variabili o fissi per lo sfruttamento o la concessione dello sfruttamento di giacimenti minerari, sorgenti ed altre risorse naturali. Le navi, i battelli e gli aeromobili non sono considerati beni immobili.

(3) Le disposizioni del paragrafo (1) del presente articolo, si applicano ai redditi derivanti dalla utilizzazione diretta, dalla locazione o dall'affitto nonchè da ogni altra forma di utilizzazione di beni immobili.

(4) Le disposizioni dei paragrafi (1) e (3) del presente articolo si applicano anche ai redditi derivanti dai beni immobili di una impresa nonchè ai redditi dei beni immobili utilizzati per l'esercizio di una libera professione.

ARTICOLO 7

Utili delle imprese

(1) Gli utili di un'impresa di uno Stato contraente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che l'impresa non svolga la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata. Se l'impresa svolge in tal modo la sua attività, gli utili dell'impresa sono imponibili nell'altro Stato ma soltanto nella misura in cui detti utili sono attribuibili alla stabile organizzazione.

(2) Fatte salve le disposizioni del paragrafo (3) del presente articolo, quando un'impresa di uno Stato contraente svolge la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, in ciascuno Stato contraente vanno attribuiti a detta stabile organizzazione gli utili che si ritiene sarebbero stati da essa conseguiti se si fosse trattato di una impresa distinta e separata svolgente attività identiche o analoghe in condizioni identiche o analoghe e in piena indipendenza dall'impresa di cui essa costituisce una stabile organizzazione.

(3) Nella determinazione degli utili di una stabile organizzazione sono ammesse in deduzione le spese direttamente connesse con l'attività della stessa stabile organizzazione, comprese le spese di direzione e le spese generali di amministrazione sostenute sia nello Stato in cui è situata la stabile organizzazione, sia altrove.

(4) Nessun utile può essere attribuito ad una stabile organizzazione per il solo fatto che essa ha acquistato merci per l'impresa.

(5) Quando gli utili comprendono elementi di reddito considerati separatamente in altri articoli della presente Convenzione, le disposizioni di tali articoli non vengono modificate da quelle del presente articolo.

ARTICOLO 8

Navigazione marittima e aerea

(1) Gli utili derivanti dall'esercizio, in traffico internazionale, di navi o di aeromobili sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

(2) Se la sede della direzione effettiva dell'impresa di navigazione marittima è situata a bordo di una nave, detta sede si considera situata nello Stato contraente in cui si trova il porto d'immatricolazione della nave, oppure, in mancanza di un porto d'immatricolazione, nello Stato contraente di cui è residente l'esercente della nave.

(3) Le disposizioni del paragrafo (1) del presente articolo si applicano parimenti agli utili derivanti dalla partecipazione a un fondo comune ("pool"), a un esercizio in comune o ad un organismo internazionale di esercizio.

ARTICOLO 9

Imprese associate

Allorchè

(a) un'impresa di uno Stato contraente partecipa, direttamente o indirettamente, alla direzione, al con-

trollo o al capitale di un'impresa dell'altro Stato contraente, o

(b) le medesime persone partecipano, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa di uno Stato contraente e di un'impresa dell'altro Stato contraente,

e, nell'uno e nell'altro caso, le due imprese, nelle loro relazioni commerciali o finanziarie, sono vincolate da condizioni accettate o imposte, diverse da quelle che sarebbero state convenute tra imprese indipendenti, gli utili che in mancanza di tali condizioni sarebbero stati realizzati da una delle imprese, ma che a causa di dette condizioni non lo sono stati, possono essere inclusi negli utili di questa impresa e tassati in conseguenza.

ARTICOLO 10

Dividendi

(1) I dividendi pagati da una società residente di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

(2) Tuttavia, tali dividendi possono essere tassati anche nello Stato contraente di cui la società che paga i dividendi è residente ed in conformità alla legislazione di detto Stato ma, se la persona che percepisce i dividendi ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere:

(a) il 5 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi se l'effettivo beneficiario è una società che controlla direttamente o indirettamente, almeno il 10 per cento del potere di voto della società che paga i dividendi;

(b) il 15 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi in tutti gli altri casi.

Questo paragrafo non riguarda l'imposizione della società per gli utili con i quali sono stati pagati i dividendi.

(3) Fino a quando una persona fisica residente nel Regno Unito ha diritto, secondo la legislazione del Regno Unito, ad un credito d'imposta sui dividendi pagati da una società che è residente nel Regno Unito, il paragrafo (2) del presente articolo non si applica ai dividendi pagati da una società che è residente del Regno Unito ad un residente dell'Italia. In tal caso si applicano le seguenti disposizioni del presente paragrafo:

(a)(i) Se un residente dell'Italia ha diritto ad un credito d'imposta su tali dividendi ai sensi del sub-paragrafo (b) del presente paragrafo, anche il Regno Unito può, in conformità alla propria legislazione, prelevare l'imposta sul totale dell'ammontare o del valore di tali dividendi e dell'ammontare di detto credito d'imposta con una aliquota che non eccede il 15 per cento.

(ii) Se un residente dell'Italia ha diritto ad un credito d'imposta su tali dividendi ai sensi del sub-paragrafo (c) del presente paragrafo, anche il Regno Unito può, in conformità alla propria legislazione, prelevare l'imposta sul totale dell'ammontare o del valore di tali dividendi e dell'ammontare di detto credito d'imposta con un'aliquota che non eccede il 5 per cento.

(iii) Fatta eccezione per quanto previsto nei sub-paragrafi (a)(i) e (a)(ii) del presente paragrafo, i dividendi pagati da una società residente del Regno Unito ad un residente dell'Italia che ne sia il beneficiario effettivo sono esenti da qualsiasi imposta che nel Regno Unito è applicabile ai dividendi.

(b) Un residente dell'Italia che riceve dividendi da una società che è residente del Regno Unito ha diritto, fatte salve le disposizioni del sub-paragrafo (c) del presente paragrafo ed a condizione che egli sia il beneficiario effettivo dei dividendi, al credito d'imposta con riguardo a tali dividendi cui una persona fisica residente del Regno Unito avrebbe avuto diritto se avesse ricevuto i dividendi stessi, ed al pagamento di ogni eccedenza di tale credito d'imposta rispetto all'imposta dovuta nel Regno Unito.

(c) Le disposizioni del sub-paragrafo (b) del presente paragrafo non si applicano quando il beneficiario effettivo dei dividendi è, o è associato ad, una società che controlla da sola od insieme ad una o più società collegate, direttamente o indirettamente, il 10% o più del potere di voto nella società che paga i dividendi. In tal caso, una società residente dell'Italia che riceve dividendi da una società residente del Regno Unito ha diritto, a condizione che sia la beneficiaria effettiva dei dividendi, ad un credito d'imposta pari alla metà del credito di imposta cui una persona fisica residente nel Regno Unito avrebbe avuto diritto se avesse ricevuto i dividendi stessi ed al pagamento di ogni eccedenza di tale credito d'imposta rispetto all'imposta dovuta nel Regno Unito. Ai fini del presente sub-paragrafo, due società si considerano collegate se una di esse controlla, direttamente o indirettamente, più del 50 per cento del potere di voto nell'altra società oppure una terza società controlla più del 50 per cento del potere di voto di entrambe.

(d) Il presente paragrafo non si applica se la persona che percepisce i dividendi✓non è a tal titolo soggetta all'imposta italiana.

(4) (a) Un residente del Regno Unito che riceve dividendi da una società residente dell'Italia - fatte salve le disposizioni del sub-paragrafo (b) del presente paragrafo - ha diritto, se è il beneficiario effettivo dei dividendi, al credito d'imposta con riguardo a tali dividendi cui una persona fisica residente dell'Italia avrebbe avuto diritto se avesse ricevuto gli stessi dividendi, previa deduzione dell'imposta prevista nel sub-paragrafo (b) del paragrafo (2) del presente articolo. Questa disposizione non si applica se la persona che percepisce i dividendi ed il credito di imposta non è a tal titolo soggetta all'imposta del Regno Unito.

(b) Le disposizioni del sub-paragrafo (a) del presente paragrafo non si applicano quando il beneficiario effettivo dei dividendi è una società che controlla da sola od insieme ad una o più società collegate, direttamente o indirettamente, il 10% o più del potere di voto nella società che paga i dividendi. In tal caso, una società residente del Regno Unito che riceve dividendi da una società residente dell'Italia ha diritto, a condizione che sia la beneficiaria effettiva dei dividendi, ad un credito di imposta pari alla metà del credito d'imposta cui una persona fisica residente in Italia avrebbe diritto se avesse ricevuto gli stessi dividendi, previa deduzione dell'imposta prevista al sub-paragrafo (a) del paragrafo (2) del presente articolo ed a condizione che la società la quale riceve i dividendi ed il credito d'imposta sia a tal titolo soggetta all'imposta del Regno Unito.

Ai fini del presente sub-paragrafo, due società si considerano collegate se una di esse controlla, direttamente o indirettamente, più del 50 per cento del potere di voto nell'altra società oppure una terza società controlla più del 50 per cento del potere di voto di entrambe.

(c) I crediti di imposta previsti ai sub-paragrafi (a) e (b) del presente paragrafo sono considerati dividendi ai fini del presente articolo.

(5) Le disposizioni dei sub-paragrafi (b) e (c) del paragrafo (3) e dei sub-paragrafi (a) e (b) del paragrafo (4) del presente articolo non si applicano a meno che la persona che percepisce i dividendi dimostri (su richiesta dell'autorità competente, rispettivamente, del Regno Unito o dell'Italia all'atto della ricezione di un'istanza da parte di detta persona per ottenere il credito di imposta nei confronti dell'imposta sui redditi rispettivamente del Regno Unito o italiana ad essa applicabile ovvero il rimborso del credito per la parte eccedente detta imposta sui redditi) che la partecipazione per la quale erano stati pagati i dividendi era stata acquistata da tale persona, in buona fede, per ragioni commerciali oppure nell'ambito dell'ordinaria attività di fare o gestire investimenti e che tale acquisizione non costituiva il fine specifico o uno dei fini specifici del conseguimento del credito d'imposta previsto al sub-paragrafo (b) al sub-paragrafo (c) del paragrafo (3) e dei sub-paragrafi (a) e (b) del paragrafo (4) del presente articolo, a seconda del caso.

(6) Ai fini del presente articolo il termine "dividendi" designa i redditi derivanti da azioni, da azioni o diritti di godimento, da quote minerarie, da quote di fondatore o da altre quote di partecipazione agli utili, ad eccezione dei crediti, nonché i redditi di altre quote sociali assoggettati al medesimo regime fiscale dei redditi delle azioni secondo la legislazione dello Stato di cui è residente la società distributrice.

(7) Le disposizioni del paragrafo (1) e dei paragrafi (2) (3) o (4) del presente articolo non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo dei dividendi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente di cui è residente la società che paga i dividendi sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata, e la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, i dividendi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

(8) Qualora una società residente di uno Stato contraente ricavi utili o redditi dall'altro Stato contraente, detto altro Stato non può applicare alcuna imposta sui dividendi pagati dalla società, a meno che tali dividendi siano pagati ad un residente di detto altro Stato o che la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad una stabile organizzazione o ad una base fissa situata in detto altro Stato, nè prelevare alcuna imposta, a titolo di imposizione degli utili non distribuiti, sugli utili non distribuiti dalla società, anche se i dividendi pagati o gli utili non distribuiti costituiscano in tutto o in parte utili o redditi realizzati in detto altro Stato.

(9) Se il beneficiario effettivo di un dividendo, residente di uno Stato contraente, possiede il 10 per cento o più della classe delle azioni per le quali viene pagato il dividendo, le disposizioni dei paragrafi (2), (3) o (4), a seconda del caso, del presente articolo non si applicano nei limiti in cui:

(a) il dividendo stesso può essere stato pagato soltanto con utili che la società distributrice ha realizzato ovaltri redditi che essa ha ricevuto in un periodo anteriore ai 12 mesi precedenti la "data rilevante"; e

(b) le azioni per le quali il dividendo viene pagato non sono state possedute in modo continuativo per un periodo di 12 mesi precedenti la data di delibera di distribuzione dei dividendi.

Ai fini del presente paragrafo il termine" data rilevante" designa la data in cui il beneficiario effettivo dei dividendi è divenuto proprietario del 10 per cento o più della classe di azioni in questione.Il presente paragrafo non si applica se il beneficiario effettivo dei dividendi dimostra che le azioni erano state acquistate, in buona fede, per ragioni commerciali e non essenzialmente al fine di ottenere i benefici del presente articolo.

ARTICOLO 11

Interessi

(1) Gli interessi provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

(2) Tuttavia, tali interessi possono essere tassati anche nello Stato contraente dal quale essi provengono ed in conformità alla legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce gli interessi ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 10 per cento dell'ammontare lordo degli interessi.

(3) Nonostante le disposizioni del paragrafo (2) del presente articolo, gli interessi menzionati nel paragrafo (1) del presente articolo sono imponibili soltanto nello Stato contraente di cui è residente la persona che riceve gli interessi, se detta persona è il beneficiario effettivo degli interessi e gli stessi sono pagati:

(a) in relazione alla vendita a credito di attrezzature industriali, commerciali o scientifiche, o

(b) in relazione alla vendita a credito di merci consegnate da un'impresa ad un'altra impresa.

(4) Nonostante le disposizioni del paragrafo (2) del presente articolo, gli interessi di cui al paragrafo (1) del presente articolo sono imponibili soltanto nello Stato contraente del quale la persona che riceve gli interessi è residente, quando tale persona è il beneficiario effettivo degli interessi e:

(a) il debitore degli interessi è il primo Stato contraente di cui al paragrafo (1) del presente articolo o una delle sue suddivisioni politiche o amministrative o uno dei suoi enti locali (per quanto riguarda l'Italia) o uno dei suoi enti locali o organizzazioni o istituzioni del Governo o di un ente locale (per quanto riguarda il Regno Unito); o

(b) gli interessi sono pagati in dipendenza di un prestito contratto, garantito o assicurato dal secondo Stato contraente di cui al paragrafo (1) del presente articolo ("il secondo Stato contraente"), compresa la Società di Assicurazione ai Crediti per l'Esportazione, o da una delle sue sudddivisioni politiche o amministrative o da uno dei suoi enti locali (per quanto riguarda l'Italia) o da uno dei suoi enti locali o dal

Dipartimento del Regno Unito di Garanzia dei Crediti all'Esportazione (Export Credits Cuarantee Department) (per quanto riguarda il Regno Unito) o da una pubblica istituzione del secondo Stato contraente.

(5) Ai fini del presente articolo il termine "interessi" designa i redditi dei titoli del debito pubblico, delle obbligazioni di prestiti garantite o non da ipoteca e portanti o meno una clausola di partecipazione agli utili, e dei crediti di qualsiasi natura, nonchè ogni altro provento assimilabile, in base alla legislazione fiscale dello Stato da cui i redditi provengono, ai redditi di somme date in prestito, ma non include i redditi considerati nell'articolo 10 della presente Convenzione.

(6) Le disposizioni dei paragrafi (1),(2),(3) e (4), a seconda del caso, del presente articolo non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo degli interessi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono gli interessi sia una attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata ed il credito generatore degli interessi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso gli interessi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

(7) Gli interessi si considerano provenienti da uno Stato contraente quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o un residente di detto Stato. Tuttavia, quando il debitore degli interessi, sia esso residente o no di uno Stato contraente, ha in uno Stato contraente una stabile organizzazione od una base fissa per le cui necessità viene

contratto il debito sul quale sono pagati gli interessi e tali interessi sono a carico della stabile organizzazione o della base fissa, gli interessi stessi si considerano provenienti dallo Stato in cui è situata la stabile organizzazione o la base fissa.

(8) Se, in coseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e beneficiario effettivo o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare degli interessi pagati eccede, per qualsiasi motivo, quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e beneficiario effettivo in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità alla legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

(9) Le disposizioni del presente articolo non si applicano se il credito generatore degli interessi era stato costituito o ceduto essenzialmente al fine di beneficiare del presente articolo e non, in buona fede, per ragioni commerciali.

(10) Le riduzioni d'imposta previste ai paragrafi (2), (3) o (4), a seconda del caso, del presente articolo non si applicano se il beneficiario effettivo degli interessi è esente da imposta per tali redditi nello Stato contraente di cui è residente ed il predetto percipiente vende o sottoscrive un contratto per vendere la partecipazione da cui traggono origine gli interessi entro i tre mesi successivi alla data in cui il percipiente stesso ha acquistato siffatta partecipazione.

ARTICOLO 12

Canoni

(1) I canoni provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

(2) Tuttavia, tali canoni possono essere tassati anche nello Stato contraente dal quale essi provengono ed in conformità alla legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce i canoni ne e l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere l'8 per cento dell'ammontare lordo dei canoni.

(3) Ai fini del presente articolo il termine "canoni" designa i compensi di qualsiasi natura corrisposti per l'uso o la concessione in uso di un diritto di autore su opere letterarie, artistiche o scientifiche (comprese le pellicole cinematografiche e le pellicole o registrazioni per trasmissioni radiofoniche o televisive), di brevetti, marchi di fabbrica o di commercio, disegni o modelli, progetti, formule o processi segreti, nonchè per l'uso o la concessione in uso di attrezzature industriali, commerciali o scientifiche o per informazioni concernenti esperienze di carattere industriale, commerciale o scientifico.

(4) Le disposizioni dei paragrafi (1) e (2) del presente articolo non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo dei canoni, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono i canoni, sia una attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa

ivi situata, ed i diritti o i beni generatori dei canoni, si ricolleghino effettivamente ad esse. In tal caso i canoni sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

(5) I canoni si considerano provenienti da uno Stato contraente quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o un residente di detto Stato. Tuttavia, quando il debitore dei canoni sia esso residente o no di uno Stato contraente, ha in uno Stato contraente una stabile organizzazione o una base fissa per le cui necessità è stato contratto l'obbligo al pagamento dei canoni, e tali canoni sono a carico della stabile organizzazione o base fissa, i canoni stessi si considerano provenienti dallo Stato contraente in cui è situata la stabile organizzazione o la base fissa.

(6) Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e beneficiario effettivo o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare dei canoni eccede, per qualsiasi motivo, quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e beneficiario effettivo in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità alla legislazione di ciascuno Stato contraente, tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

ARTICOLO 13

Utili di capitale

(1) Gli utili che un residente di uno Stato contraente ritrae dalla alienazione di beni immobili di cui all'articolo 6 della presente Convenzione situati nell'altro Stato contraente, sono imponibili in detto altro Stato.

(2) Gli utili derivanti dalla alienazione di beni mobili facenti parte della proprietà aziendale di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente, ovvero di beni mobili appartenenti ad una base fissa di cui dispone un residente di uno Stato contraente nell'altro Stato contraente per l'esercizio di una libera professione, compresi gli utili derivanti dalla alienazione di detta stabile organizzazione (da sola o in uno con l'intera impresa) o di detta base fissa, sono imponibili in detto altro Stato.

(3) Gli utili derivanti dalla alienazione di navi o di aeromobili impiegati in traffico internazionale, nonchè dei beni mobili relativi alla gestione di tali navi o aeromobili sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

(4) Gli utili derivanti dalla alienazione di ogni altro bene diverso da quelli menzionati nei paragrafi precedenti del presente articolo sono imponibili soltanto nello Stato contraente di cui l'alienante è residente.

(5) Le disposizioni del paragrafo (4) del presente articolo non pregiudicano il diritto di uno Stato contraente di prelevare, conformemente alla propria legislazione, una imposta sugli utili, derivanti dalla alienazione di un qualsiasi bene, realizzati da una persona fisica che:

(a) è residente dell'altro Stato contraente; e
(b) è stata residente del predetto primo Stato contraente in un qualsiasi momento nel corso dei cinque anni immediatamente precedenti l'alienazione del bene; e
(c) non è soggetta ad imposta per tali utili nell'altro Stato contraente.

ARTICOLO 14

Professioni indipendenti

(1) I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae dall'esercizio di una libera professione o di altre attività di carattere indipendente sono imponibili soltanto in detto Stato a meno che egli non disponga abitualmente nell'altro Stato contraente di una base fissa per l'esercizio della sua attività. Se egli dispone di tale base fissa, i redditi sono imponibili nell'altro Stato ma unicamente nella misura in cui sono attribuibili a detta base fissa.

(2) L'espressione "libera professione " comprende in particolare le attività indipendenti di carattere scientifico, letterario, artistico, educativo o pedagogico, nonchè le attività indipendenti dei medici, avvocati, ingegneri, architetti, dentisti e contabili.

ARTICOLO 15

Lavoro subordinato

(1) Salve le disposizioni degli articoli 16, 18, 19, 20 e 21 della presente Convenzione, i salari, gli stipendi e le altre remunerazioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di una attività dipendente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale attività non venga svolta nell'altro Stato contraente. Se l'attività è quivi svolta, le remunerazioni percepite a tal titolc sono imponibili in questo altro Stato.

(2) Nonostante le disposizioni del paragrafo (1) del presente articolo, le remunerazioni che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di una attività dipendente svolta nell'altro Stato contraente sono imponibili soltanto nel primo Stato se:

(a) il beneficiario soggiorna nell'altro Stato per un periodo o periodi che non oltrepassano in totale 183 giorni nel corso di un qualsiasi anno fiscale; e

(b) le remunerazioni sono pagate da o a nome di un datore di lavoro che non è residente dell'altro Stato; e

(c) l'onere delle remunerazioni non è sostenuto da una stabile organizzazione o da una base fissa che il datore di lavoro ha nell'altro Stato.

(3) Nonostante le disposizioni precedenti del presente articolo, le remunerazioni relative a lavoro subordinato svolto a bordo di navi o di aeromobili impiegati in traffico internazionale sono imponibili nello Stato contraente nel quale è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

ARTICOLO 16

Compensi e gettoni di presenza

La partecipazione agli utili, i gettoni di presenza e le altre retribuzioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in qualità di membro del consiglio di amministrazione o del collegio sindacale di una società residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

ARTICOLO 17

Artisti e sportivi

(1) Nonostante le disposizioni degli articoli 14 e 15 della presente Convenzione, i redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae dalle sue prestazioni personali esercitate nell'altro Stato contraente in qualità di artista dello spettacolo, quale artista di teatro, del cinema, della radio o della televisione o in qualità di musicista, nonchè di sportivo sono imponibili in detto altro Stato.

(2) Quando i redditi derivanti da prestazioni che un artista dello spettacolo o uno sportivo esercita personalmente ed in tale qualità sono attribuiti ad una persona diversa dall'artista o dallo sportivo medesimo, detti redditi sono imponibili nello Stato contraente in cui le prestazioni dell'artista o dello sportivo sono esercitate, nonostante le disposizioni degli articoli 7, 14 e 15 della presente Convenzione.

ARTICOLO 18

Pensioni

(1) Fatte salve le disposizioni del paragrafo (2) dell'articolo 19 della presente Convenzione, le pensioni e le altre remunerazioni analoghe pagate ad un residente di uno Stato contraente in relazione ad un cessato impiego ed ogni altra annualità pagata a tale residente sono imponibili soltanto in detto Stato.

(2) Il termine "annualità" designa le somme fisse pagabili periodicamente a date stabilite vita natural durante, oppure per un periodo di tempo determinato o determinabile, in dipendenza di un obbligo contratto di effettuare tali pagamenti contro un adeguato e pieno corrispettivo in denaro o in beni valutabili in denaro.

ARTICOLO 19

Funzioni pubbliche

(1) (a) Le remunerazioni, diverse dalle pensioni, pagate da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale ad una persona fisica, in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato.

(b) Nonostante le disposizioni del sub-paragrafo (1) (a) del presente articolo, tali remunerazioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora i servizi siano resi in detto Stato ed il beneficiario sia un residente di tale altro Stato che:
(i) abbia la nazionalità di detto Stato senza avere la nazionalità del detto primo Stato; o
(ii) senza avere la nazionalità del detto primo Stato, non sia divenuto residente di detto altro Stato al solo scopo di rendervi i servizi.

(2) (a) Le pensioni corrisposte da, o con fondi costituiti da, uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica od amministrativa o da un suo ente locale ad una persona fisica in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato.

(b) Nonostante le disposizioni del sub-paragrafo (2) (a) del presente articolo, tali pensioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora la persona fisica sia un residente di questo Stato e ne abbia la nazionalità.

(3) Le disposizioni degli articoli 15, 16 e 18 della presente Convenzione, si applicano alle remunerazioni o pensioni pagate in corrispettivo di servizi resi nell'ambito di una attività industriale o commerciale esercitata da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale.

ARTICOLO 20

Insegnanti

(1) Una persona fisica che soggiorna in uno degli Stati contraenti per un periodo non superiore a due anni allo scopo di insegnare o di effettuare ricerche presso una università, collegio o altro analogo istituto di istruzione riconosciuto di detto Stato contraente e che è, o era immediatamente prima di tale soggiorno, un residente dell'altro Stato contraente, è esente da imposizione nel detto primo Stato contraente per le remunerazioni che riceve in dipendenza di tali attività di insegnamento o di ricerca per un periodo che non superi due anni dalla data in cui egli abbia soggiornato per la prima volta in detto Stato per tali scopi.

(2) Il presente articolo si applica soltanto ai redditi derivanti da attività di ricerca qualora tale ricerca sia effettuata dalla persona fisica nel pubblico interesse e non principalmente nell'interesse privato di una o più persone determinate.

ARTICOLO 21

Studenti e apprendisti

Le somme che uno studente o un apprendista il quale è, o era immediatamente prima di soggiornare in uno Stato contraente, un residente dell'altro Stato contraente e che soggiorna nel primo Stato contraente al solo scopo di compiervi i suoi studi o di attendere alla propria formazione professionale, riceve per sopperire alle spese di mantenimento, di istruzione o di formazione professionale, non sono imponibili in detto primo Stato a condizione che tali somme provengano da fonti situate fuori di questo Stato.

ARTICOLO 22

Altri redditi

(1) Gli elementi di reddito di un residente di uno Stato contraente, qualsiasi ne sia la provenienza, esclusi i redditi derivanti da associazioni commerciali (trusts) o da eredità giacenti nel corso della loro amministrazione, che non sono stati trattati negli articoli precedenti della presente Convenzione, sono imponibili soltanto in detto Stato.

(2) Le disposizioni del paragrafo (1) del presente articolo non si applicano ai redditi, diversi da quelli derivanti dai beni immobili definiti nel paragrafo (2) dell'articolo 6 della presente Convenzione, qualora il beneficiario di tali redditi residente di uno Stato contraente eserciti nell'altro Stato contraente sia una attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata, ed il diritto od il bene produttivo del reddito si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, gli elementi di reddito sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

ARTICOLO 23

Disposizioni varie applicabili a talune attività di alto mare

(1) Le disposizioni del presente articolo si applicano nonostante ogni altra disposizione della presente Convenzione.

(2) Ai fini del presente articolo il termine "attività di alto mare" (offshore activities) designa le attività svolte in alto mare (offshore) connesse alla esplorazione ed allo sfruttamento del fondo e del sottosuolo marino e delle loro risorse naturali situati in uno Stato contraente.

(3) Se un'impresa di uno Stato contraente svolge attività di alto mare nell'altro Stato contraente, si considera che essa esercita la propria attività in detto altro Stato per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata.

(4) Le disposizioni del paragrafo (3) del presente articolo non si applicano se le attività di alto mare sono svolte nell'altro Stato per un periodo o periodi che non oltrepassano in totale 30 giorni nell'arco di 12 mesi. Ai fini del presente paragrafo:

(a) se un'impresa che svolge attività di alto mare nell'altro Stato ~~contraente~~ è associata ad un'altra impresa che vi svolge attività sostanzialmente analoghe, si considera che la prima impresa svolga tutte le attività esercitate dalla seconda impresa, fatta eccezione del caso in cui dette attività siano esercitate contestualmente come proprie attività;

(b) si considera che un'impresa è associata ad un'altra impresa se una di esse partecipa, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale dell'altra oppure se le

medesime persone partecipano, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di entrambe le imprese.

(5) Se un residente di uno Stato contraente svolge attività di alto mare nell'altro Stato contraente consistenti nell'esercizio di una libera professione o di altre attività di carattere indipendente, si considera che tale residente eserciti dette attività con una base fissa nell'altro Stato contraente. Tuttavia, il presente paragrafo non si applica se le attività in questione sono svolte nell'altro Stato contraente per un periodo o periodi che non oltrepassano in totale 30 giorni nell'arco di 12 mesi.

(6) I salari, gli stipendi e le altre remunerazioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di una attività dipendente connessa con attività di alto mare nell'altro Stato contraente sono imponibili in questo altro Stato se l'attività dipendente è svolta in alto mare in detto altro Stato. Tuttavia, il presente paragrafo non si applica se l'attività dipendente è svolta nell'altro Stato contraente per un periodo o periodi che non oltrepassano 30 giorni nell'arco di 12 mesi.

ARTICOLO 24

Eliminazione della doppia imposizione

(1) La doppia imposizione dei redditi sarà eliminata in conformità ai seguenti paragrafi del presente articolo.

(2) Fatte salve le disposizioni della legislazione del Regno Unito concernenti la concessione di una deduzione dall'imposta del Regno Unito dell'imposta dovuta in un paese diverso dal Regno Unito (che non modificano il principio generale qui previsto):

(a) l'imposta italiana dovuta ai sensi della legislazione italiana conformemente alla presente

Convenzione, sia direttamente che per detrazione, sugli utili o redditi provenienti da fonti site in Italia (fatta eccezione nel caso dei dividendi, dell'imposta dovuta sugli utili con i quali sono pagati i dividendi stessi) è ammessa in deduzione dall'imposta del Regno Unito calcolata sugli stessi utili o redditi per i quali è stata calcolata l'imposta italiana;

(b) nel caso di dividendi pagati da una società residente in Italia ad una società residente nel Regno Unito che controlla direttamente o indirettamente almeno il 10 per cento del potere di voto nella società che paga i dividendi, la deduzione tiene conto (in aggiunta a qualsiasi imposta italiana deducibile ai sensi del sub-paragrafo (a) del presente paragrafo) dell'imposta italiana dovuta dalla società sugli utili con i quali sono stati pagati i dividendi stessi.

(3) Se un residente dell'Italia possiede elementi di reddito che sono imponibili nel Regno Unito, l'Italia nel calcolare le proprie imposte sul reddito specificate nell'articolo 2 della presente Convenzione, può includere nella base imponibile di tali imposte detti elementi di reddito, a meno che espresse disposizioni della presente Convenzione non stabiliscano diversamente. In tal caso, l'Italia deve dedurre dalle imposte così calcolate l'imposta sui redditi pagata nel Regno Unito, ma l'ammontare della deduzione non può eccedere la quota di imposta italiana attribuibile ai predetti elementi di reddito nella proporzione in cui gli stessi concorrono alla formazione del reddito complessivo. Tuttavia nessuna deduzione sarà accordata ove l'elemento di reddito venga assoggettato in Italia ad imposizione mediante ritenuta a titolo di imposta su richiesta del beneficiario del reddito in base alla legislazione italiana.

(4) Ai fini dei ~~precedenti~~ paragrafi (2) e (3) del presente articolo, gli utili e i redditi posseduti da un residente di uno Stato contraente che possono essere tassati nell'altro Stato contraente in conformità alla presente Convenzione si considerano provenienti da fonti situate in detto altro Stato contraente.

ARTICOLO 25

Non-discriminazione

(1) I nazionali di uno Stato contraente non sono assoggettati nell'altro Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettati i nazionali di detto altro Stato che si trovino nella stessa situazione.

(2) L'imposizione di una stabile organizzazione che una impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente non deve essere in questo altro Stato meno favorevole dell'imposizione a carico delle imprese di detto altro Stato che svolgono la medesima attività. Tale disposizione non può essere interpretata nel senso che faccia obbligo ad uno Stato contraente di accordare ai residenti dell'altro Stato contraente le deduzioni personali, gli abbattimenti alla base e le riduzioni di imposta che esso accorda ai propri residenti in relazione alla loro situazione o ai loro carichi di famiglia o ad ogni altra circostanza di carattere personale.

(3) Fatta salva l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 9, del paragrafo (8) dell'articolo 11 o del paragrafo (6) dell'articolo 12 della presente Convenzione, gli interessi, i canoni ed altre spese pagati da una impresa di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono deducibili ai fini della determinazione degli utili imponibili di detta impresa, alle stesse

condizioni in cui sarebbero deducibili se fossero pagati ad un residente di detto primo Stato.

(4) Le imprese di uno Stato contraente, il cui capitale è in tutto o in parte, direttamente o indirettamente, posseduto o controllato da uno o più residenti dell'altro Stato contraente, non sono assoggettate in detto primo Stato ~~contraente~~ ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettate le altre imprese della stessa natura di detto primo Stato.

(5) Le disposizioni del presente articolo si applicano alle imposte di ogni genere e denominazione.

ARTICOLO 26

Procedura amichevole

(1) Quando un residente di uno Stato contraente ritiene che le misure adottate da uno o da entrambi gli Stati contraenti comportano o comporteranno per lui una imposizione non conforme alle disposizioni della presente Convenzione, egli può, indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale di detti Stati, sottoporre il suo caso all'autorità competente dello Stato contraente di cui è residente.

(2) L'autorità competente, se il ricorso appare fondato e se essa non è in grado di giungere ad una soddisfacente soluzione, farà del suo meglio per regolare il caso per via di amichevole composizione con l'autorità competente dell'altro Stato contraente, al fine di evitare una tassazione non conforme alla Convenzione.

(3) Le autorità competenti degli Stati contraenti faranno del loro meglio per risolvere per via di amichevole composizione le difficoltà o i dubbi inerenti all'interpretazione o all'applicazione della Convenzione.

(4) Le autorità competenti degli Stati contraenti potranno comunicare direttamente tra loro al fine di pervenire ad un accordo come indicato nei paragrafi precedenti.

ARTICOLO 27

Scambio di informazioni

(1) Le autorità competenti degli Stati contraenti si scambieranno le informazioni necessarie per applicare le disposizioni della presente Convenzione o quelle delle leggi interne degli Stati contraenti relative alle imposte previste dalla Convenzione, nella misura in cui la tassazione che tali leggi prevedono non è contraria alla Convenzione, ed in particolare per prevenire l'evasione o le frodi fiscali e per agevolare l'operatività delle norme contro l'elusione. Le informazioni ricevute da uno Stato contraente saranno tenute segrete e saranno comunicate soltanto alle persone od autorità (ivi compresi l'autorità giudiziaria e gli organi amministrativi) incaricate dell'accertamento o della riscossione delle imposte previste dalla presente Convenzione, delle procedure o dei procedimenti concernenti tali imposte o delle decisioni di ricorsi presentati per tali imposte. Le persone od autorità sopracitate utilizzeranno tali informazioni soltanto per questi fini. Le predette persone od autorità potranno servirsi di queste informazioni nel corso di udienze pubbliche o nei giudizi.

(2) Le disposizioni del paragrafo (1) del presente articolo non possono in nessun caso essere interpretate nel senso di imporre ad uno degli Stati contraenti l'obbligo:

(a) di adottare provvedimenti amministrativi in deroga alla propria legislazione e alla propria prassi amministrativa o a quelle dell'altro Stato contraente;

(b) di fornire informazioni che non possono essere ottenute in base alla propria legislazione o nel quadro della propria normale prassi amministrativa o di quelle dell'altro Stato contraente;

(c) di trasmettere informazioni che potrebbero rivelare segreti commerciali, industriali, professionali o processi commerciali oppure informazioni la cui comunicazione sarebbe contraria all'ordine pubblico.

ARTICOLO 28

Membri delle missioni diplomatiche o permanenti e degli uffici consolari

Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano i privilegi fiscali di cui beneficiano i membri delle missioni diplomatiche o permanenti o degli uffici consolari in virtù delle regole generali del diritto internazionale o delle disposizioni di accordi particolari.

ARTICOLO 29

Rimborsi

(1) L'imposta riscossa in uno Stato contraente mediante ritenuta alla fonte è rimborsata su domanda del, o per conto del, contribuente o dello Stato del quale egli è residente se tale residente ha diritto ad un rimborso di tale imposta in conformità alle disposizioni della presente Convenzione.

(2) La domanda di rimborso deve essere presentata entro i termini stabiliti dalla legislazione dello Stato

contraente nel quale l'imposta è stata prelevata e deve essere corredata di un attestato dello Stato contraente - del quale il contribuente è residente - certificante che sussistono le condizioni richieste per aver diritto al rimborso.

(3) Le autorità competenti degli Stati contraenti stabiliranno di comune accordo, conformemente alle disposizioni dell'articolo 26 della presente Convenzione, le modalità di applicazione del presente articolo.

ARTICOLO 30

Entrata in vigore

(1) La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati non appena possibile.

(2) La presente Convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo la data dello scambio degli strumenti di ratifica ed avrà quindi effetto:

(a) nel Regno Unito:

- (i) con riferimento all'imposta sul reddito ed alla imposta sugli utili di capitale, per ciascun anno d'accertamento che inizia il, o successivamente al, 6 aprile dell'anno solare successivo a quello in cui ha avuto luogo lo scambio degli strumenti di ratifica;
- (ii) con riferimento all'imposta sulle società, per ciascun anno finanziario che inizia il, o successivamente al, 1° aprile dell'anno solare successivo a quello in cui ha avuto luogo lo scambio degli strumenti di ratifica;

(iii) con riferimento all'imposta sul reddito derivante dal petrolio, per ciascun periodo d'imposta che inizia il, o successivamente al, 1° gennaio dell'anno solare successivo a quello in cui ha avuto luogo lo scambio degli strumenti di ratifica;

(b) in Italia:

con riferimento ai redditi imponibili per i periodi d'imposta che iniziano il, o successivamente al, 1° gennaio dell'anno solare successivo a quello in cui ha avuto luogo lo scambio degli strumenti di ratifica.

(3) La vigente Convenzione per evitare le doppie imposizioni ed impedire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito firmata a Londra il 4 luglio 1960, ed il Protocollo che modifica tale Convenzione, firmato a Londra il 28 aprile 1969, sono abrogati e cessano di avere effetto con riferimento alle imposte cui si applica la presente Convenzione conformemente alle disposizioni del paragrafo (2) del presente articolo.

ARTICOLO 31

Denuncia

La presente Convenzione rimarrà in vigore fino alla denuncia da parte di uno degli Stati contraenti. Ciascuno Stato contraente può denunciare la Convenzione, per via diplomatica, notificandone la cessazione almeno sei mesi prima della fine dell'anno solare. In tal caso, la Convenzione cesserà di avere effetto:

(a) nel Regno Unito:

(i) con riferimento all'imposta sul reddito e all'imposta sugli utili di capitale, per ciascun anno di

accertamento che inizia il, o successivamente al, 6 aprile dell'anno solare successivo a quello della notifica;

(ii) con riferimento all'imposta sulle società, per ciascun anno finanziario che inizia il, o successivamente al, 1° aprile dell'anno solare successivo a quello della notifica;

(iii) con riferimento all'imposta sul reddito derivante dal petrolio, per ciascun periodo d'imposta che inizia il, o successivamente al, 1° gennaio dell'anno solare successivo a quello della notifica;

(b) in Italia:

con riferimento ai redditi imponibili per i periodi d'imposta che iniziano il, o successivamente al, 1° gennaio dell'anno successivo a quello della notifica.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati a farlo, dai rispettivi Governi, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatta a Pallanza il 21 ottobre 1988 in duplice esemplare, in lingua italiana ed inglese, entrambi i testi aventi eguale valore.

Per il Governo della Repubblica italiana

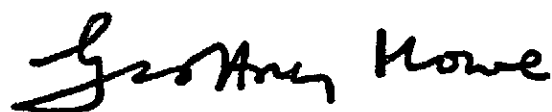
Giulio Andreotti

Per il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord

Geoffrey Howe

Pallanza
21 October 1988

His Excellency
Onorevole Giulio Andreotti
Minister of Foreign Affairs
of the Italian Republic

Your Excellency,

I have the honour to refer to the Convention between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Italian Republic for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income which has been signed today and to propose on behalf of the Government of the United Kingdom that for the purpose of that Convention it shall be understood that:

(1) Notwithstanding the provisions of Article 30 (Entry into force), Article 8 (Shipping and air transport) shall have effect as respects profits derived during any taxable period beginning on or after the 1st January 1974.

(2) With reference to paragraph (1) of Article 26 (Mutual agreement procedure), the expression "irrespective of the remedies provided by the domestic law" shall not be understood to mean that the time limits prescribed by domestic law shall not be observed; a claim under Article 26 shall not be entertained where the tax-payer has not taken the appropriate action under domestic law to prevent such time limits from expiring.

(3) With further reference to paragraph (1) of Article 26 (Mutual agreement procedure, nothing herein contained shall reduce any longer time limit available to such resident for this purpose under the law of the Contracting State of which he is a resident.

(4) With reference to paragraph (3) of Article 29 (Refunds), the provisions herein contained shall not be construed as preventing the competent authorities of the Contracting States from mutually agreeing upon a different procedure for the granting of tax benefits provided by the Convention.

(5) If, in accordance with Article 9 (Associated enterprises) of the Convention, a redetermination has been made by one Contracting State with respect to a person, the other Contracting State shall, to the extent it agrees that such redetermination reflects arrangements or conditions which would be made between independent persons, make the appropriate adjustments with respect to persons who are related to such person and are subject to the taxing jurisdiction of that State. Any such adjustment shall be made only in accordance with the mutual agreement procedure in Article 26 (Mutual agreement procedure) of the Convention and with paragraph (6) of this Exchange of Notes.

(6) With respect to Article 26 (Mutual agreement procedure) of the Convention, it is understood that an adjustment of taxes pursuant to that Article may be made only prior to the final determination of such taxes. It is further understood that, in the case of Italy, the preceding sentence means that invoking the mutual agreement procedure does not relieve a tax payer of the obligation to initiate the procedures of domestic law for solving tax disputes.

(7) With regard to paragraph (7) of Article 10 (Dividends), paragraph (6) of Article 11 (Interest), paragraph (4) of Article 12 (Royalties) and paragraph (2) of Article 22 (Other Income), the last sentence appearing therein cannot be construed as failing to take account of the principles set out in Articles 7 (Business profits) and 14 (Independent personal services) of the Convention.

If the foregoing proposal is acceptable to the Government of the Italian Republic, I have the honour to suggest that the present Note and Your Excellency's reply to that effect shall be regarded as constituting an Agreement between the two Governments in this matter which shall enter into force on the same date as the Convention.

Please accept, Your Excellency, the assurance of my highest consideration.

Geoffrey Howe

Ministro degli Affari Esteri

S.E.
The Rt. Hon.
Sir Geoffrey Howe, QC, MP,
Secretary of State for Foreign
and Commonwealth Affairs of the
United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland

Pallanza, 21 ottobre 1988

Vostra Eccellenza,

ho l'onore di accusare ricevuta della Nota in data odierna di Vostra Eccellenza del seguente tenore:

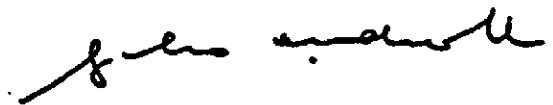
"Ho l'onore di riferirmi alla Convenzione tra il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord ed il Governo della Repubblica Italiana per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito che è stata firmata in data odierna e di proporre per conto del Governo del Regno Unito che ai fini di detta Convenzione resta inteso che:

(1) - Nonostante le disposizioni dell'articolo 30 (Entrata in vigore), l'articolo 8 (Navigazione marittima ed aerea) avrà effetto con riferimento agli utili realizzati nei periodi di imposta che iniziano il, o successivamente al, 1° gennaio 1974.

(2) - Con riferimento al paragrafo (1) dell'articolo 26 (Procedura amichevole) l'espressione "indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale" non deve essere interpretata nel senso che i termini previsti dalla legislazione nazionale non devono essere osservati; un reclamo ai sensi dell'articolo 26 non può essere preso in considerazione qualora in contribuente non abbia avviato l'azione prescritta dalla legislazione nazionale per impedire la scadenza di detti termini.

(3) - Con ulteriore riferimento al paragrafo (1) dell'articolo 26 (Procedura amichevole) tale disposizione non limita in alcun modo i termini più ampi eventualmente previsti a tal fine in favore del residente medesimo dalla legislazione dello Stato contraente di cui lo stesso è residente.

(4) - Con riferimento al paragrafo (3) dell'articolo 29 (Rimborsi), le disposizioni ivi contenute non devono essere interpretate nel senso che impediscono alle autorità competenti degli Stati contraenti di stabilire di comune accordo procedure diverse per l'applicazione delle agevolazioni fiscali previste dalla Convenzione.

(5) - Qualora, in conformità all'articolo 9 (Imprese associate) della Convenzione, da parte di uno Stato contraente venga effettuata una rideterminazione nei confronti di una persona, l'altro Stato contraente, nella misura in cui riconosca che tale rideterminazione

rispecchia intese o condizioni che sarebbero state accettate tra persone indipendenti, attua le adeguate variazioni nei confronti delle persone che sono in relazione con detta persona e che sono soggette alla giurisdizione fiscale di detto altro Stato. Tali variazioni si effettueranno soltanto in conformità alla procedura amichevole di cui all'articolo 26 (Procedura amichevole) della Convenzione ed al paragrafo 6 del presente Scambio di Note.

(6) - Con riferimento all'articolo 26 (Procedura amichevole) della Convenzione, resta inteso che variazioni di imposte in conformità a detto articolo possono essere effettuate soltanto prima della determinazione definitiva di tali imposte. Nel caso dell'Italia, resta altresì inteso che la frase precedente significa che il ricorso alla procedura amichevole non esonera il contribuente dall'obbligo di instaurare le procedure previste dalla legislazione interna per risolvere le controversie fiscali.

(7) - Con riferimento al paragrafo (7) dell'articolo 10 (Dividendi), al paragrafo (6) dell'articolo 11 (Interessi), al paragrafo (4) dell'articolo 12 (Canoni) ed al paragrafo (2) dell'articolo 22 (Altri redditi), l'ultima frase in essi contenuta non può essere interpretata nel senso che permetta di non tener conto dei principali contenuti negli articoli 7 (Utili delle imprese) e 14 (Professioni indipendenti) della Convenzione.

Se la suddetta proposta risulta accettabile da parte del Governo della Repubblica Italiana, ho l'onore di proporre che la presente Nota e la relativa risposta di Vostra Eccellenza siano considerate come costituenti un Accordo tra i due Governi in questa materia che entrerà in vigore alla stessa data della Convenzione".

In risposta ho l'onore di dichiarare che il Governo italiano accetta la proposta che precede e che concorda sul fatto che la Nota di Vostra Eccellenza e la presente risposta costituiscano un Accordo tra il Governo italiano ed il Governo del Regno Unito in questa materia.

Voglia accettare, Vostra Eccellenza, l'assicurazione della mia più alta considerazione.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 4651):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DE MICHELIS) l'8 marzo 1990.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 9 maggio 1990, con pareri delle commissioni I, V e VI.

Esaminato dalla III commissione il 23 maggio 1990.

Relazione scritta annunciata il 23 maggio 1990 (atto n. 4651/*A* - relatore on. DUCE).

Esaminato in aula il 7 giugno 1990 e approvato il 12 giugno 1990.

Senato della Repubblica (atto n. 2313):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 19 giugno 1990, con pareri delle commissioni 5ª, 6ª e 8ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 18 luglio 1990.

Relazione scritta annunciata il 24 luglio 1990 (atto n. 2313/*A* - relatore sen. GEROSA).

Esaminato in aula e approvato il 18 ottobre 1990.

90G0368

LEGGE 5 novembre 1990, n. 330.

Ratifica ed esecuzione del protocollo di modifica dell'accordo sui trasporti aerei firmato a Roma il 22 giugno 1970 tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo degli Stati Uniti d'America, fatto a Washington il 25 ottobre 1988.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo di modifica dell'accordo sui trasporti aerei firmato a Roma il 22 giugno 1970 tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo degli Stati Uniti d'America, fatto a Washington il 25 ottobre 1988.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dal protocollo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 novembre 1990

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

Protocollo di modifica dell'accordo sui trasporti aerei tra il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo degli Stati Uniti d'America, firmato a Roma il 22 giugno 1970

Il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo degli Stati Uniti d'America,

desiderosi di includere un articolo sulla sicurezza dell'aviazione nell'Accordo bilaterale sui Trasporti Aerei, firmato a Roma il 22 giugno 1970 (qui di seguito denominato "l'Accordo"),

intenzionati a concludere un Protocollo di modifica dell'Accordo,

hanno convenuto sul seguente articolo:

"ARTICOLO 10-BIS

A. In conformita' con i loro diritti ed obblighi ai sensi del diritto internazionale, le parti contraenti ribadiscono che il loro obbligo di proteggere, nelle loro relazioni reciproche, la sicurezza del'aviazione civile contro gli atti di interferenza illecita costituisce parte integrante del presente Accordo.

B. Le Parti contraenti si forniranno reciprocamente su richiesta tutta l'assistenza necessaria per prevenire gli atti di cattura illecita di aeromobili civili e gli altri atti illeciti contro la sicurezza di detti aeromobili, dei loro passeggeri ed equipaggi, degli aeroporti e delle installazioni per la navigazione aerea, e qualsiasi altra minaccia alla sicurezza dell'aviazione civile.

C. Le Parti contraenti agiranno in conformita' delle disposizioni della Convenzione relativa alle Infrazioni ed altri Atti Commessi a Bordo degli Aeromobili, firmata a Tokyo il 14 Settembre 1963, della Convenzione per la Repressione della Cattura Illecita di Aeromobili, firmata all'Aja il 16 dicembre 1970, e della Convenzione per la Repressione degli Atti illeciti contro la sicurezza dell'Aviazione Civile, firmata a Montreal il 23 settembre 1971.

D. Le Parti contraenti, nelle loro relazioni reciproche, agiranno in conformita' con le norme sulla sicurezza dell'aviazione e, nella misura in cui sono da esse applicate, con le pratiche raccomandate stabilite dall'Organizzazione Internazionale dell'Aviazione Civile, e designate come annessi alla Convenzione sull'Aviazione Civile Internazionale, ed esigeranno che gli operatori di aeromobili del loro registro, gli operatori che hanno nel loro territorio la sede d'affari principale o la residenza permanente, e gli operatori di aeroporti nel loro territorio, agiscano nel rispetto delle predette disposizioni sulla sicurezza dell'aviazione. In questo paragrafo il riferimento alle norme sulla sicurezza dell'aviazione include ogni differenza notificata dalla Parte contraente interessata. Ciascuna Parte contraente informera' l'altra in anticipo della sua intenzione di notificare una differenza rispetto alle predette norme.

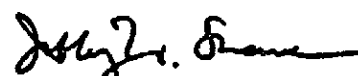
E. Ciascuna Parte contraente conviene che ai predetti operatori di aeromobili potra' essere richiesto di osservare le Disposizioni sulla sicurezza dell'aviazione stabilite dall'altra Parte contraente per l'ingresso, la partenza o la permanenza nel territorio dell'altra Parte contraente. Ciascuna Parte contraente adottera' nel suo territorio ogni ragionevole misura per proteggere gli aeromobili e per ispezionare i passeggeri, gli equipaggi, il bagaglio a mano, il cargo e le provviste di bordo prima e durante le operazioni di imbarco e di carico. Ciascuna Parte contraente esaminera' con favore per il seguito del caso qualsiasi richiesta dell'altra Parte contraente di ragionevoli misure di sicurezza speciali per far fronte ad una specifica minaccia.

F. Quando si registri un caso oppure la minaccia di un caso di cattura illecita di un aeromobile oppure di altri atti illeciti contro la sicurezza dei passeggeri, equipaggi, aeromobili, aeroporti ed installazioni per la navigazione aerea, le Parti contraenti si assisteranno reciprocamente facilitando le comunicazioni e qualsiasi altra misura appropriata volta a porre termine rapidamente al caso o alla minaccia.

G. Quando una delle Parti contraenti ha fondati motivi di ritenere che l'altra Parte contraente si e' discostata dalle disposizioni sulla sicurezza dell'aviazione di questo articolo, la prima Parte contraente puo' richiedere consultazioni immediate all'altra Parte contraente. L'impossibilita' di raggiungere un'intesa soddisfacente entro 15 giorni dalla data di ricezione di tale richiesta di consultazioni costituira' la premessa per sospendere o limitare i diritti di entrambe le Parti contraenti ai sensi del presente Accordo entro 90 giorni. Quando lo giustifichi un'emergenza che comporti una minaccia immediata per i passeggeri, l'equipaggio o l'aeromobile e quando l'altra Parte contraente non abbia soddisfacentemente adempiuto ai suoi obblighi ai sensi dei paragrafi D e E del presente articolo, una Parte contraente potra' adottare le misure protettive immediate e provvisorie appropriate per far fronte alla minaccia. Qualsiasi misura adottata ai sensi del presente paragrafo sara' sospesa quando l'altra parte contraente avra' adempiuto alle disposizioni del presente articolo.

L'articolo 4 dell'Accordo e' emendato con l'aggiunta del seguente paragrafo:

"c. il presente articolo non limita i diritti di ciascuna delle parti di sospendere, limitare o condizionare i servizi aerei in conformita' con le disposizioni dell'articolo 10 bis (sicurezza dell'aviazione).

Il presente Protocollo formera' parte integrante dell'Accordo ed entrera' in vigore ai sensi dell'Articolo 11 B dell'Accordo il quindicesimo giorno successivo alla data dello scambio di note che avra' luogo in relazione alla consegna dello strumento italiano di ratifica. Esso restera' in vigore fin quando l'Accordo restera' in vigore.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati dai rispettivi Governi, hanno firmato il presente Procollo.

Fatto a Washington, D.C., il 25 ottobre 1988, in duplice originale nelle lingue italiana e inglese, ambedue i testi facenti ugualmente fede.

Per il Governo della Repubblica Italiana

Per il Governo degli Stati Uniti d'America

NOTE

AVVERTENZA:

Il testo della nota qui pubblicato è stato redatto ai sensi dell'art. 10, comma 3, del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1985, n. 1092, al solo fine di facilitare la lettura della disposizione di legge alla quale è operato il rinvio e della quale restano invariati il valore e l'efficacia.

Nota al titolo e all'art. 1:

— *L'accordo sui trasporti aerei firmato a Roma il 22 giugno 1970 è stato ratificato e reso esecutivo in Italia con legge 12 aprile 1973, n.* 200

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 4279):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DE MICHELIS) il 16 ottobre 1989.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 novembre 1989, con pareri delle commissioni I, II e IX.

Esaminato dalla III commissione il 24 gennaio 1990.

Esaminato in aula e approvato il 20 marzo 1990.

Senato della Repubblica (atto n. 2200):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 3 aprile 1990, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª e 8ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 18 luglio 1990.

Relazione scritta annunciata il 24 luglio 1990 (atto n. 2200/*A* - relatore sen. GRAZIANI).

Esaminato in aula e approvato il 18 ottobre 1990.

90G0369

FRANCESCO NIGRO, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(2651387) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.